

LE MODELE CENTRE-PERIPHERIE
APPLIQUE A L'EST DU QUEBEC

by

Alain Gustave Gagnon

B.A., Université du Québec à Rimouski, 1975

A THESIS SUBMITTED IN PARTIAL FULFILLEMENT OF
THE REQUIREMENTS FOR THE DEGREE OF
MASTER OF ARTS
in the Departement
of
Political Science

© Alain Gustave Gagnon 1978

SIMON FRASER UNIVERSITY

September 1978

All rights reserved. This thesis may not be reproduced in whole or in part, by photocopy or other means, without permission of the author.

APPROVAL

Name: Alain Gustave Gagnon

Degree: Master of Arts

Title of Thesis: Le modèle centre-périphérie appliqué
à l'Est du Québec.

Examining Committee:

Chairperson: Dr. Paul Warwick

Dr. Jacques Benjamin
Senior Supervisor

Dr. Maureen Covell

Dr. Alan C. Cairns
External Examiner
Professor
Department of Political Science
University of British Columbia

Date Approved: Sept. 6, 1978

PARTIAL COPYRIGHT LICENSE

I hereby grant to Simon Fraser University the right to lend my thesis or dissertation (the title of which is shown below) to users of the Simon Fraser University Library, and to make partial or single copies only for such users or in response to a request from the library of any other university, or other educational institution, on its own behalf or for one of its users. I further agree that permission for multiple copying of this thesis for scholarly purposes may be granted by me or the Dean of Graduate Studies. It is understood that copying or publication of this thesis for financial gain shall not be allowed without my written permission.

Title of Thesis/Dissertation:

Le modèle centre - périphérie appliqué à
l'Est du Québec

Author:

(signature)

ALAIN GAGNON (GUSTAVE)

(name)

8 September 1978

(date)

ABSTRACT

Political scientists have utilized the center-periphery framework for a better understanding of politics at the international level, aiming primarily at analysing the situation of the developing countries. This study, however, attempts to demonstrate the relevance of the center-periphery framework when applied to the subnational level, using the Eastern Quebec area as a case study. Eastern Quebec is an area of 16,000 square miles located three hundred miles northeast of Montreal. The regional capital of this area is Rimouski and has a population of 30,000 people. The region itself has a population of 300,000.

In order to demonstrate the applicability of the center-periphery framework to the internal politics of a single country, this study has been divided into theoretical and analytical chapters. The first chapter identifies the concepts of dependence, underdevelopment, and disinterest as underlying components of the center-periphery framework. Applying these concepts, the study finds that Eastern Quebec possesses characteristics similar to those of developing nations, including economic, political, institutional, cultural and psychological dependence. A situation of underdevelopment has been observed in Eastern Quebec. Moreover, the statistical and structural approaches indicate that the differences between Eastern Quebec and the developing nations are differences of degree rather than kind. The study indicates that such factors as the Catholic church, the English conquest, the introduction of the regional economy into the capitalist system, the crisis of the 1930's and government policies are responsible for both the area's dependency and for its underdevelopment.

This case study challenges some theories of political science. An analysis of provincial government policies based on the notion of growth centers and growth poles demonstrates that the diffusionist theory does not apply to Eastern Quebec. In fact, it is the reverse process that has occurred. That is to say, rather than prosperity "trickling down" from center to periphery, it is the resources of the periphery that have been transferred to the centre, increasing the prosperity of the latter at the expense of the former. Rostow's unilinear theory has also been challenged since Eastern Quebec has not followed his stages of economic growth (traditional society, preconditions for take-off, take-off, drive toward maturity and high mass consumption) in a sequential way. In fact, Eastern Quebec has passed directly from traditional society to the age of high mass consumption. The study has also revealed that the improvement of the system of communications and mass media has had long-term negative effects on the development of the area, thus contradicting the popular belief and the theory of Groenman that improved communications always have positive effects on development.

Finally, this case study has opposed Gunder Frank's assertion that a "crisis period" (war-time, starvation) in a country decreases the level of dependence of the backward areas. This has been proved to be true in the short run, but not in the long run. For instance, it has been shown that the world depression in the 1930's increased the dependency in Eastern Quebec.

In conclusion, this study argues that the differences noted between underdeveloped countries and Eastern Quebec are not of such significance as to invalidate the application of the center-periphery framework to the study of this region, and suggests the application of this framework to the study of other peripheral regions in "developed" countries.

PRECIS

Les politicologues se sont principalement servis de la grille d'analyse centre-périphérie dans l'étude des pays en voie de développement afin d'expliquer les phénomènes politiques sur le plan international. Cette recherche veut cependant démontrer la validité de la grille d'analyse centre-périphérie lorsqu'elle est utilisée au niveau infranational. La région de l'Est du Québec constitue notre étude de cas. Cette région couvre environ 16,000 milles carrés et est située à trois cents milles de Montréal. La capitale régionale dont la population se chiffre à 30,000 habitants est Rimouski. La région elle-même a une population de 300,000.

Afin d'établir la validité de la grille d'analyse centre-périphérie au niveau de la politique interne d'un pays, cette étude se répartit en chapitres théoriques et analytiques. Le premier chapitre identifie les concepts de dépendance, de sous-développement et de désintéressement comme étant les principales composantes de la grille d'analyse. En se servant de ces concepts, l'étude a démontré que l'Est du Québec possède des caractéristiques semblables à celles que l'on retrouve dans les pays en voie de développement, à savoir un état de dépendance économique, politique, institutionnelle, culturelle et psychologique. Une situation de sous-développement a aussi été enregistrée. Par ailleurs, les approches critériologique et structurale indiquent que les différences perçues entre l'Est du Québec et les pays en voie de développement sont des différences d'intensité plutôt que de nature. Cette étude indique que l'Eglise catholique, la conquête anglaise, l'intégration de l'économie régionale au système capitaliste, la crise économique des années 1930 et les politiques gouvernementales sont responsables de la dépendance et du sous-développement de la région.

Cette étude remet en question quelques théories généralement acceptées en science politique. Une analyse se rapportant aux politiques gouvernementales sur le plan provincial révèle que la théorie diffusionniste ne s'applique pas à l'Est du Québec. En fait, c'est le processus inverse qui se présente; c'est-à-dire, qu'au lieu de voir la prospérité se propager du centre à la périphérie, ce sont plutôt les ressources de la périphérie qui sont venues enrichir le centre au dépens de cette dernière. La théorie unilinéaire défendue principalement par Rostow a été remise en cause étant donné que l'Est du Québec n'a pas respecté les stages de la croissance économique (société traditionnelle, conditions préalables au démarrage, démarrage, progrès vers la maturité et ère de la consommation) dans l'ordre qu'il avait établi. En fait, l'Est du Québec est passé directement de la société traditionnelle à la société de consommation. Cette étude a aussi montré que l'amélioration apportée au système de communications et aux mass media a eu des effets négatifs sur le développement à long terme de la région. Cette remarque contredit la croyance générale, de même que la théorie de Groenman voulant que l'amélioration des communications a toujours des effets positifs sur le développement d'un territoire.

Enfin, cette étude de cas questionne l'assertion de Gunder Frank soutenant qu'une période de crise (guerre, famine) atténue le niveau de dépendance dans les régions "arriérées" d'un pays. Les faits ont corroboré l'affirmation de Gunder Frank sur de courtes, mais non sur de longues périodes de temps. Il a été démontré, en effet, que la dépression mondiale des années 1930 a intensifié l'état de dépendance de l'Est du Québec.

En conclusion, cette recherche avance que les différences perçues entre pays en voie de développement et l'Est du Québec ne sont pas suffisantes pour invalider l'utilisation de la grille d'analyse centre-périphérie dans l'étude de cette région. La recherche suggère de plus, que l'emploi de ce cadre d'analyse soit appliqué à l'étude d'autres régions périphériques situées en pays industrialisés.

REMERCIEMENTS

Il m'est particulièrement agréable de remercier les personnes qui ont contribué à la réalisation de cette recherche. Ma gratitude va tout d'abord aux Drs. Jacques Benjamin et Maureen Covell pour le temps qu'ils m'ont réservé et les conseils judicieux qu'ils m'ont prodigués. Je suis également reconnaissant envers le Dr. Alan C. Cairns qui a accepté de lire un texte écrit en français. Je tiens à souligner la disponibilité que les Drs. Paul Warwick et Gary A. Mauser ont fait preuve à mon égard, de même que les nombreux services que Claude Morin m'a rendus tout au cours de cette recherche. Ma reconnaissance va aussi à l'Université Simon Fraser pour la bourse de \$1,500, qu'ils m'ont accordée pour la session d'été 1977. Enfin, je ne peux m'empêcher de remercier Jacynthe Bouchard et Liz Migic pour l'immense travail de dactylographie qu'elles ont accompli.

TABLE DES MATIERES

Approval Page	ii
Abstract	iii
Précis	v
Remerciements	viii
Table des matières	ix
Liste des tableaux	xii
Liste des sigles	xiii
Cartes géographiques	xv
Carte 1: Localisation de l'Est du Québec	xv
Carte 2: L'Est du Québec	xvi
CHAPITRE I: APPROCHE THEORIQUE ET PROBLEMATIQUE ...	1
A) Dépendance	6
B) Sous-développement	8
C) Désintéressement	20
CHAPITRE II: LE CONCEPT DE DEPENDANCE APPLIQUE A L'EST DU QUEBEC	26
A) La dépendance économique	26
A.1 La Conquête anglaise	26
A.2 L'Eglise catholique	27
A.3 Les gouvernements	34
B) La dépendance politique	37
C) La dépendance institutionnelle	46
D) La dépendance culturelle	56
E) La dépendance psychologique	60

CHAPITRE III: LE CONCEPT DE SOUS-DEVELOPPEMENT APPLIQUE A L'EST DU QUEBEC	68
A) L'approche critériologique	69
A.1 Les aspects démographiques	69
A.1-1 Les taux de natalité et de mortalité	69
A.1-2 Les taux de population rurale et urbaine	71
A.1-3 La migration et le sous-peuple- ment	71
A.2 Les aspects sociaux	75
A.2-1 Le secteur de la santé	75
A.2-2 Le secteur de la scolarisation	76
A.2-3 Le secteur des communications	79
A.3 Les aspects économiques	86
A.3-1 La structure économique	86
A.3-2 Le sous-emploi	88
A.3-3 Les revenus	89
A.3-4 Les investissements	91
B) L'approche structurale	95
B.1 Phases du développement dans l'Est du Québec	96
B.2 Facteurs endogènes	100
B.2-1 Les valeurs sociales	100
B.2-2 Le rôle des élites locales	103
B.2-3 Les ressources	108
B.3 Facteurs exogènes	111
B.3-1 La crise économique des années 1930	111
B.3-2 Les politiques gouvernementales	112
B.3-3 Le système capitaliste	118

CHAPITRE IV: LE CONCEPT DU DESINTERESSEMENT APPLIQUE A L'EST DU QUEBEC	124
CHAPITRE V: CONTRIBUTIONS ET PERSPECTIVES DE RECHERCHES	141
A) Efficacité du cadre d'analyse centre-périphérie	141
A.1 La dépendance	142
A.2 Le sous-développement	144
A.3 Le désintéressement	146
B) Remise en question de certaines théories politiques	151
C) Caractéristiques propres à l'Est du Québec	153
C.1 Caractère distinctif de la structure économique	153
C.2 Influence particulière des communications	154
C.3 Comportement politique habituel	155
D) Quelques perspectives de recherches	160
ANNEXES:	
Annexe 1: Manifeste des 19 curés	163
Annexe 2: Manifeste de Matane	167
BIBLIOGRAPHIE	177

LISTE DES TABLEAUX

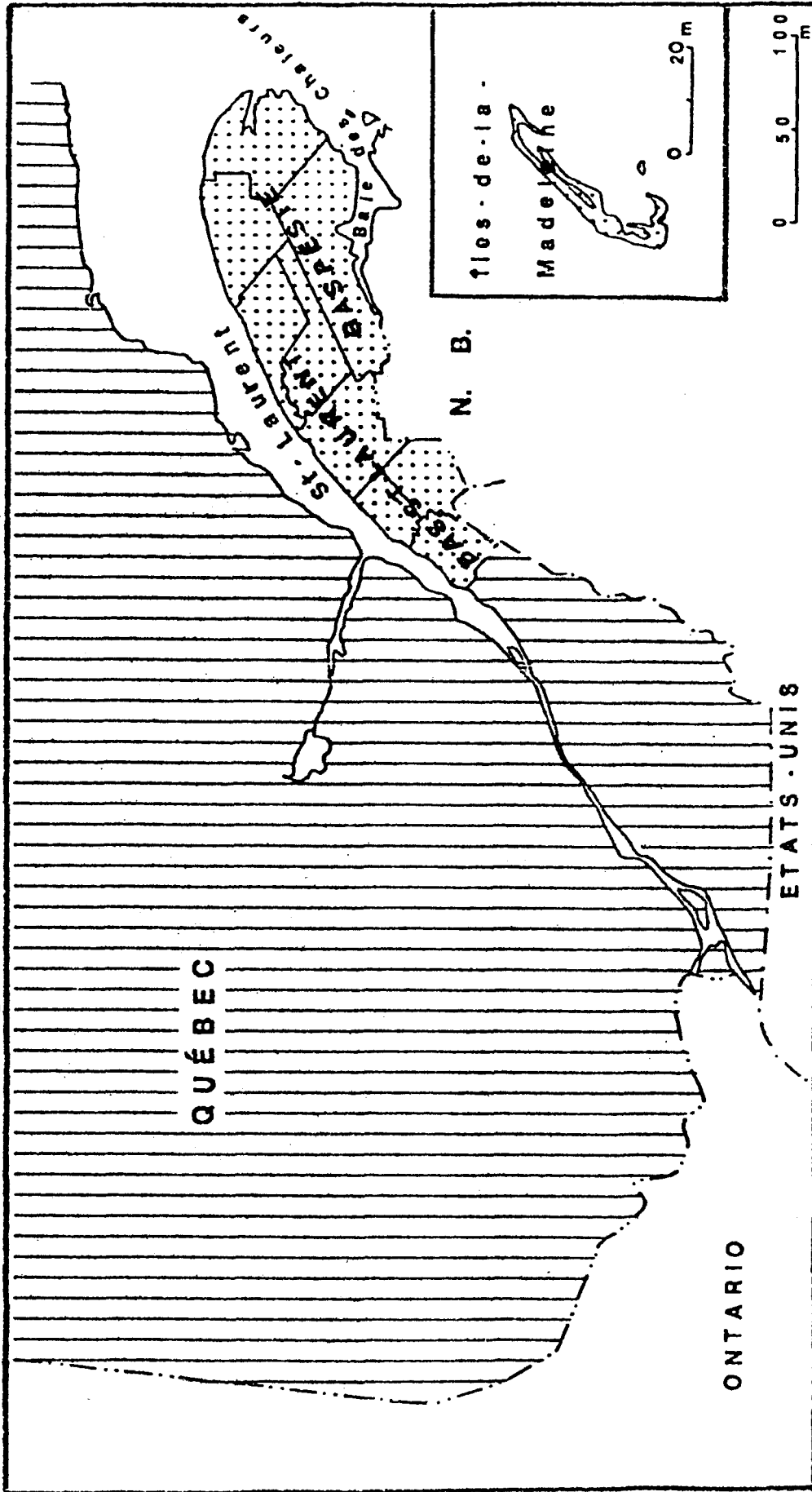
	Page
Tableau 1: Evolution de la population dans l'Est du Québec	38
Tableau 2: Population des régions administratives du Québec, 1951-2001	39
Tableau 3: Le pouvoir d'exécution	49
Tableau 4: Le pouvoir de décision	50
Tableau 5: Ministères décentralisés/Organismes de la population	55
Tableau 6: Natalité, mortalité et accroissement naturel en taux pour 1,000 habitants (1965-70)	70
Tableau 7: Répartition procentuelle de la population rurale et urbaine	72
Tableau 8: Répartition de la population rurale et urbaine selon les critères de Statis- tique Canada, 1971	73
Tableau 9: Bilan migratoire 1961-1971	74
Tableau 10: Nombre de lits par 1,000 habitants et nombre de médecins par 100,000 habitants, régions administratives, Québec, 1971	77
Tableau 11: Niveau scolaire atteint dans le Bas Saint- Laurent et la Gaspésie	78
Tableau 12: La téléhonie au Québec	81
Tableau 13: Heures de production locale aux différentes stations de télévision	85
Tableau 14: Structure économique de l'Est du Québec 1961-1971	88
Tableau 15: Répartition procentuelle de revenu per- sonnel selon les composantes	90
Tableau 16: Revenu personnel disponible per capita, 1961-1971	92

LISTE DES SIGLES

A.R.D.A.	Aménagement rural et développement agricole
B.A.E.Q.	Bureau d'aménagement de l'Est du Québec
C.A.R.E.Q.	Conférence administrative régionale de l'Est du Québec
C.C.E.Q.	Conseil des communications de l'Est du Québec
C.D.E.	Centre des dirigeants d'entreprise
C.L.E.Q.	Conseil des loisirs de l'Est du Québec
C.O.E.Q.	Conseil d'orientation économique du Bas Saint-Laurent
C.O.M.E.Q.	Conférence municipale de l'Est du Québec
C.R.D.E.Q.	Centre de recherches en développement de l'Est du Québec
C.R.E.E.G.I.M.	Conseil régional d'expansion économique de la Gaspésie et des Iles-de-la-Madeleine
C.R.E.E.Q.	Conseil régional de l'environnement de l'Est du Québec
E.D.C.C.	Economic Development and Cultural Change
F.L.Q.	Front de libération du Québec
F.R.U.L.	Fonds de recherche de l'Université Laval
G.R.I.D.E.Q.	Groupe de recherches interdisciplinaires en développement de l'Est du Québec
H.M.R.	Rapport Higgins, Martin et Raynauld
J.A.L.	Coopérative de développement agro-forestière du Témiscouata regroupant les paroisses St-Juste du Lac, d'Auclair et de Lejeune
MA	Ministère de l'agriculture
MAC	Ministère des affaires culturelles
MAM	Ministère des affaires municipales

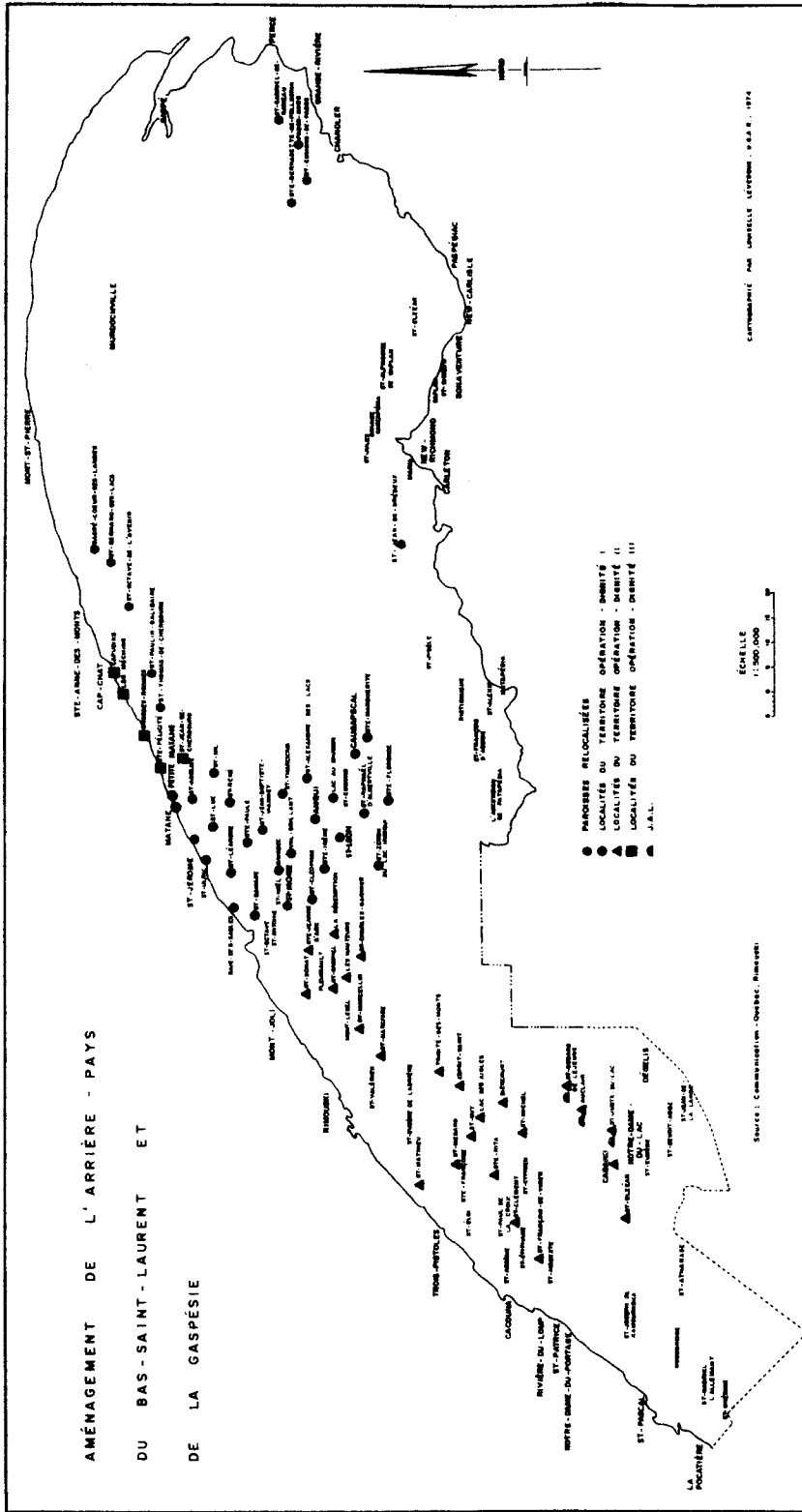
MAS	Ministère des affaires sociales
MC	Ministère des communications
ME	Ministère de l'éducation
MEER	Ministère de l'expansion économique régionale
MIC-I	Ministère de l'industrie et du commerce, secteur industrie
MIC-P	Ministère de l'industrie et du commerce, secteur pêches maritimes
MRN	Ministère des richesses naturelles
MTMO	Ministère du travail et de la main-d'oeuvre
MTCP	Ministère du tourisme, de la chasse et de la pêche
MT	Ministère des transports
MTF	Ministère des terres et forêts
O.D.	Opération Dignité
O.D.E.Q.	Office de développement de l'Est du Québec
O.P.B.	Office des producteurs de bois
O.P.D.Q.	Office de planification et de développement du Québec
S.A.I.R.E.Q.	Société d'aménagement intégré des ressources de l'Est du Québec
S.D.I.	Société de développement industriel
U.C.C.	Union des cultivateurs catholiques
U.P.A.	Union des producteurs agricoles
U.Q.A.R.	Université du Québec à Rimouski

CARTE 1: LOCALISATION DE L'EST DU QUEBEC



Source: Dugas, Clermont, L'Est du Québec à l'heure du développement régional (Rimouski: Université du Québec à Rimouski, juin 1975) p. 3.

Carte 2: L'Est du Québec



CHAPITRE PREMIER: APPROCHE THEORIQUE ET PROBLEMATIQUE

Une abondante littérature s'intéresse à la position du Canada sur l'échiquier international. Ces études insistent tout particulièrement sur sa situation de dépendance à l'égard des Etats-Unis. Les analyses de Kari Levitt (1), de John Hutcheson (2) et de Arthur K. Davis (3) sont celles qui priment à cet égard. Ces auteurs précisent que les rapports de force entre ces deux pays s'établissent d'après le modèle "dominants-dominés;" d'autres diront d'après le modèle "centre-périphérie".

Au Canada même, une assez vaste littérature se concentre tout spécialement sur les rapports qu'entretiennent les régions dites de la périphérie avec les principaux centres du pays. Harold Innis a le mérite d'avoir été un des pionniers de cette approche dans l'analyse de l'histoire et du développement économique au Canada.⁴ C'est de cette perspective que Careless (5) et Fowke (6), qui furent tous deux étudiants de Innis, ont interprété l'histoire du Canada. Retenons, de plus, que des études récentes sont sous-tendues par cette

-
1. Kari Levitt, La capitulation tranquille, les multinationales - pouvoir politique parallèle?, (Montréal: Editions de l'Étincelle, 1973), 220 pages.
 2. John Hutcheson, Dominance and Dependency: Liberalism and National Policies in the North Atlantic Triangle, (Toronto: McClelland and Stewart, 1978), 182 pages.
 3. A.K. Davis, "Canadian Society and History as Hinterland versus Metropolis" in Canadian Society: Pluralism, Change and Conflict, (Scarborough: Prentice-Hall Inc., 1971), pp. 6-32.
 4. H.A. Innis, The Fur Trade in Canada, (Toronto: University of Toronto Press, 1956); The Cod Fisheries: the History of an International Economy, (Toronto: University of Toronto Press, 1954).
 5. J.M.S. Careless, "Frontierism, Metropolitanism and Canadian History", Canadian Historical Review, vol. 25, no. 1, March 1954, pp. 1-21.
 6. V.C. Fowke, The National Policy and the Wheat Economy, (Toronto: University of Toronto Press, 1957).

même grille d'analyse. Archibald (7), Smiley (8) et Simeon (9) sont de ceux qui s'en sont inspirés. Par ailleurs, très peu a été écrit sur les rapports de force à l'intérieur même d'une province; le type de relations qui s'inscrit entre les régions périphériques d'une province et sa métropole constitue un domaine qui requiert notre attention. Scott (10) et O'Doherty (11) ont probablement été les premiers à entreprendre des recherches en ce sens. La rareté de ce genre d'analyse est frappante.

Toutes les provinces canadiennes présentent des caractéristiques propres à l'existence d'un centre et d'une périphérie. L'Ontario, par exemple, se retrouve avec trois régions périphériques : le Nord-Ouest, le Nord-Est, qui se ressemblent sur bien des points, et l'Est méritent cette appellation. Au Québec, il semble que le nombre de ces régions périphériques soit encore plus élevé : les Cantons de l'Est, le Nord-Ouest, le Saguenay-Lac St-Jean et l'Est du Québec (Bas St-Laurent/Gaspésie) constituent les plus notables.

L'absence de préoccupation des chercheurs quant à l'analyse des rapports

-
7. B. Archibald, "Atlantic Regional Underdevelopment and Socialism", in Essays on the Left, (Toronto: McClelland and Stewart, 1971), pp. 103-120.
 8. D. Smiley, Canada in Question: Federalism in the Seventies, (Toronto: McGraw-Hill, 1972).
 9. R. Simeon, Federal-Provincial Diplomacy: The Making of Recent Policy in Canada, (Toronto: University of Toronto Press, 1972). 324 pages.
 10. D. Scott, "Northern Alienation", in Government and Politics of Ontario, (Toronto: MacMillan Press Ltd, 1975), pp. 235-248.
 11. E. T. O'Doherty, "Regional Differences in Party Support", in Provincial Government and Politics: Comparative Essays, (Ottawa: Carleton University Press, 1973), pp. 461-474.

de force entre le centre et la périphérie sur le plan provincial prive les politicologues, et nombre d'autres chercheurs, d'informations essentielles. Le rôle politique qu'occupent ces diverses régions périphériques lors des élections provinciales et la cohérence ou l'incohérence de ce comportement électoral au niveau fédéral demeurent toujours des impondérables. De plus, il est crucial de connaître les ressources politiques (12) que possèdent ces régions. Dans quelle mesure ces régions périphériques dépendent-elles du centre; et dans quelle proportion le centre dépend-il de la périphérie? Ce sont là des aspects qui méritent quelques moments de réflexion. Ces quelques éléments, qui ont été le plus souvent ignorés, serviront, entre autres, de jalons à notre recherche.

Rappelons que ces sous-régions ont fait l'objet de nombreuses analyses économiques, mais que les analyses politiques ont été insuffisantes, pour ne pas dire inexistantes. Etant moi-même originaire d'une de ces régions périphériques, soit celle de l'Est du Québec*(voir cartes 1 et 2), et constatant le vide au niveau des analyses politiques, je me sens justifié d'entreprendre une telle recherche. Fernand Harvey, lors d'un récent colloque du groupe de recherches interdisciplinaires en développement de l'Est du Québec

12. F.G. Bailey, Stratagems and Spoils: A Social Anthropology, (New York: Schocken Books, 1969), 240 pages.

* L'Est du Québec est une immense région qui englobe 10 comtés provinciaux, soit ceux de Kamouraska, de Rivière-du-Loup, du Témiscouata, de Rimouski, de Matane, de Gaspé-Ouest, de Gaspé-Est, des Iles-de-la-Madeleine, de Bonaventure et de la Matapédia. Du point de vue historique, géographique, démographique et culturel, ces comtés se regroupent en trois sous-régions: le Bas St-Laurent, la Gaspésie et les Iles-de-la-Madeleine. La région est aussi appelée le "territoire-pilote".

(GRIDEQ) (13), en octobre 1975, se voyait confier la tâche de résumer les discussions. C'est sur une note expectative, qu'il mit fin au colloque :

Ces brèves allusions à des problèmes méthodologiques théoriques justifient la nécessité d'entreprendre des études fondamentales sur le milieu rural et sur les régions périphériques. Il apparaît urgent que ces régions puissent se définir de l'intérieur en tenant compte de leur situation au lieu de se laisser imposer des définitions élaborées dans les grands centres urbains. Des approches basées sur la théorie du "développement du sous-développement" ou sur la relation "centre-périphérie" constituent des pistes de recherche intéressantes. Il en va de même de la notion de "prolétarianisation" des régions périphériques lancée récemment par le sociologue Marcel Rioux.¹⁴

L'objet de cette recherche est, en quelque sorte, de répondre aux attentes de ce colloque. Ainsi, les concepts de 'centre-périphérie', de dépendance, de développement et de sous-développement constitueront nos principaux outils d'analyse. Délimitons dès maintenant leur utilisation.

D'abord, la dichotomie "centre-périphérie". Le centre se réfère avant tout aux milieux qui contrôlent les pouvoirs politiques et économiques; très souvent on associe le centre aux grandes concentrations urbaines. La périphérie se compare négativement au centre puisqu'elle est la plupart du temps sous-développée et qu'elle constitue un réservoir de richesses que l'on peut facilement exploiter. Plusieurs auteurs définissent la périphérie comme étant une région, qui tout en faisant partie d'un ensemble plus grand, n'est pas directement touchée par les bienfaits économiques de la société moderne

13. Cette conférence du Grideq avait pour but premier de faire le point sur les problèmes liés au milieu rural et aux régions périphériques. Rappelons que le Grideq est un organisme régional qui se compose d'un groupe de professeurs de l'Université du Québec à Rimouski.

14. F. Harvey, "Le monde rural : conclusion et perspectives", dans la problématique du développement en milieu rural, colloque à l'Université du Québec à Rimouski, 24 et 25 octobre 1975, p. 269.

industrielle.¹⁵

Johan Galtung demeure très utile ici, puisqu'il divise le monde entre pays qui appartiennent soit au centre, soit à la périphérie. A l'intérieur même de chacun de ces pays, il y a un centre; à cette étape d'analyse, on peut distinguer le centre du centre et la périphérie du centre. Galtung ajoute qu'il y a parallèlement un centre et une périphérie attenant à la périphérie de ces pays.¹⁶ A partir de cette conception, on perçoit le Canada à la périphérie des Etats-Unis, Montréal à la périphérie de New-York, l'Est du Québec à la périphérie de la région de Montréal et les paroisses de l'Est du Québec à la périphérie des principales agglomérations de cette dernière. J. M. Careless rejoint cette conception du phénomène lorsqu'il constate : "La relation avec la métropole est un enchaînement, presque un enchaînement féodal de vasselage, à l'intérieur duquel une ville peut payer tribut à un plus grand centre tout en étant la métropole d'une région plus petite de son côté."¹⁷ Ainsi, chacune des régions périphériques peut aussi représenter le centre d'une région dite en état de dépendance.

La notion de 'prolétarianisation' des régions périphériques (18) avait aussi retenu l'attention de Arthur K. Davis au début des années 1970 : "Au sens

-
15. Parmi ces auteurs, on retrouve Ronald Cohen, "Modernism and the Hinterland: the Canadian Example", in Social and Cultural Change in Canada, (Toronto: The Copp Clark Publishing Co., 1970), p. 4. "A hinterland is defined here as that area of a country or region of the world not directly affected by the growth of modern industrial society".
 16. Johan Galtung, "A Structural Theory of Imperialism", Journal of Peace Research, vol. 13, no. 2, 1971, pp. 81-118.
 17. J. M. Careless, cité dans Lotz, Jim. Understanding Canada: Regional and Community Development in a new Nation, (Toronto: NC Press, 1977), p. 74.
 18. Supra, note 14; plus précisément se référer: Marcel Rioux, "Le journal de Marcel Rioux", Le Jour, 26 juin 1976, p. 16.

large, il paraît adéquat d'utiliser les termes métropoles (centres) et de classe dominante et ceux de périphérie et de classe dominée de façon interchangeable".¹⁹ Les régions centrales présentent l'image de milieux plus riches, tandis que les zones périphériques donnent l'impression de n'être supportées financièrement que par le bon vouloir de l'Etat et par la générosité des villes. Il semble que ce ne soit pas toujours le cas; c'est du moins ce que nous suggère l'étude de Margaret A. Ormsby, British Columbia: A History. Dans cette étude, l'auteur insiste sur le fait que Vancouver, le centre, est dépendant de la périphérie.²⁰

Notons aussi que la dichotomie 'centre-périphérie' témoigne de nombreux conflits d'intérêt. Les régions périphériques essaient de se protéger et de se défendre contre l'exploitation des centres. Chacun veut avoir sa place au soleil.

La grille d'analyse "centre-périphérie" paraît comprendre trois concepts principaux : ceux de dépendance, de sous-développement et de désintéressement.

A) Dépendance.

Qu'entend-on par le concept de dépendance ? "Par dépendance, nous pensons à une situation dans laquelle l'économie de certains pays est fortement influencée par le développement et l'expansion d'une autre économie à laquelle la précédente est soumise."²¹ En effet, Dos Santos a, ainsi, très bien circonscrit le concept de dépendance. Dans un article assez récent, il ajoute

19. A. K. Davis, "Metropoles/Overclass, Hinterland/Underclass: a new Sociology", Canadian Dimension, vol. 8, March-April 1972, p. 37, (traduction libre).

20. M. A. Ormsby, British Columbia: a History, (Vancouver, 1958), p. 439.

21. Theotonio Dos Santos, "The Structure of Dependence", The American Economic Review, vol. 60, no. 2, May 1970, p. 231, (traduction libre).

que la dépendance est une "situation conditionnante" qui transparaît dans l'étude du développement et du sous-développement de divers pays et de diverses régions.²² Dale L. Johnson va même plus loin, lorsqu'il affirme que "... dans tous les cas, la situation de simple dépendance conduit, dans les pays dépendants, à une situation globale qui les situe dans un état retardé, tout en subissant l'exploitation des pays dominants."²³ Cette situation ne se présente pas seulement sur le plan international, elle existe aussi sur les plans national, provincial, régional et même à une plus petite échelle.

C'est donc dire que celui qui est conditionné dans un cas, peut être le conditionnant dans un autre. Plusieurs analystes ont associé la notion de dépendance au sous-développement et au colonialisme. Les interprétations de l'évolution de la société québécoise à partir du concept de la dépendance sont récentes, et encore peu répandues.²⁴ Selon certains auteurs, l'état de dépendance est même une conséquence directe de l'impérialisme.²⁵

-
22. Cf. T. Dos Santos, cité dans Dependence and Underdevelopment: Latin America's Political Economy, (New York: Anchor Books, 1972), p. 71.
 23. D. L. Johnson, "Dependence and International System", in Dependence and Underdevelopment: Latin America's Political Economy, op. cit., pp. 71-72, (traduction libre).
 24. Kari Levitt, op. cit., M. Saint-Germain, Une économie à libérer: le Québec analysé dans ses structures économiques, (Montréal: Presses de l'Université de Montréal, 1973); J. Savaria, "Le Québec est-il une société périphérique ?", Sociologie et sociétés, vol. 7, no. 2, novembre 1975, pp. 115-127.
 25. H. Magdoff, L'âge de l'impérialisme, (Maspero, 1970); CSN, Ne comptons que sur nos propres moyens, (Montréal: Journal Offset Inc., octobre 1971), 110 pages; J.-G. Loranger, "L'impérialisme américain au Québec : analyse de données récentes", Revue du socialisme international et québécois, no. 14, 1968, pp. 26-51; "Manifeste 1965-66 de la revue Parti Pris", Parti Pris, vol. 3, no. 1-2, août-septembre 1965.

B) Sous-développement.

Un second concept fait partie de la notion de "périphérie" au sein de cette dichotomie "centre-régions périphériques" : c'est celui du développement et du sous-développement.

Nous faisons nôtre la définition que Gabriel Gagnon et Luc Martin ont donnée à la notion de développement. Selon eux, la notion de développement recouvre trois dimensions qui sont : la capacité politico-administrative d'exploiter de façon optimale les ressources disponibles dans une société donnée, de répartir les fruits de cette production de façon égalitaire entre les différents membres de cette société et de mobiliser ceux-ci de manière qu'ils puissent définir eux-mêmes les conditions de leur production et de leur jouissance.²⁶ C'est dire qu'on ne peut pas confondre les termes "développement" et "croissance"; en fait, le terme "croissance" ne représente qu'une des trois dimensions nécessaires au développement. Lorsqu'une société est en période de stagnation, cela ne signifie pas que le développement de cette société est arrêté. "Une société peut avoir des ensembles de production très élaborés, posséder une technologie avancée, sans être pour autant développée..."²⁷ A ceux qui confondent encore les concepts de 'croissance' et 'développement', il faut rappeler l'exemple porto-ricain. En fait, dans ce pays il y a croissance sans y avoir pour autant développement. Un pays où la production brute, par habitant, est passée de 120 dollars en 1940 à environ 1,150 dollars actuellement et où presque le tiers de sa population est parti à l'étranger, ne répond pas tout à fait aux exigences du développe-

26. G. Gagnon, L. Martin, Québec 1960-1980 la crise du développement, (Montréal: Editions Hurtubise HMH Ltée, 1973), p. 24.

27. Ibid., p. 24.

ment.²⁸ Notre conception du développement a le mérite de rechercher des solutions politiques.

Le développement d'une région est ralenti lorsque celle-ci se retrouve dans une situation de dépendance. Selon Lappe, le développement est à la fois la réalisation de l'autodétermination, l'expression de l'invulnérabilité face aux pouvoirs qui sortent de son contrôle, et la croissance dans l'auto-subsistance.²⁹ Les auteurs de Dependence and Underdevelopment: Latin America's Political Economy abondent dans le même sens, lorsqu'ils abordent le cas du développement rural : "Le développement rural amène une transformation structurale de l'économie, de la société, de l'organisation politique et de la culture de la périphérie, culture qui, à son tour, permet la reproduction et l'auto-perpétuation de l'emploi et du développement du potentiel de ce peuple".³⁰ Enfin, Johnson précise : "Le développement amène la libération de l'homme des conditions d'exploitation et d'oppression. La politique est l'outil de la libération humaine."³¹

Le pendant du développement est le sous-développement. L'un et l'autre constituent deux aspects d'un même processus historique. On reconnaît une situation de sous-développement grâce à certains indicateurs, par exemple : a) une alimentation insuffisante en qualité et en quantité, b) un taux de mortalité élevé et un équipement sanitaire insuffisant, c) une économie à

-
28. Xavier Uscategui, "Porto-Rico un exemple admiré ou un précédent exé-
cré", Le Devoir, 10 décembre 1971, p. 10.
29. Frances, Moore Lappe, cité dans The Vancouver Sun, Saturday, 5 February
1977, p. 23, (traduction libre).
30. Dependence and Underdevelopment: Latin America's Political Economy, op.
cit., p. xvi, (traduction libre).
31. D. L. Johnson, op. cit., p. 400, (traduction libre).

dominance rurale, d) un équipement industriel insuffisant ou inexistant, e) un taux de scolarisation faible et f) un revenu annuel faible par habitant. Ces quelques éléments permettent de situer le taux de sous-développement d'une région d'une façon assez précise. Ils ont surtout été retenus dans l'analyse des pays du Tiers-Monde. Peut-on les retenir pour notre propos ? Certains auteurs, comme J. Lajugie, affirment que le sous-développement caractéristique de certaines régions dans les pays évolués ne diffère guère du phénomène similaire constaté dans les pays sous-développés proprement dits.³² Les seules différences seraient d'intensité et non de nature.

Les premiers travaux scientifiques relatifs au développement ont été faits la plupart du temps par des économistes, certains de l'école libérale, d'autres de l'école marxiste, qui ont accordé une valeur première à l'infrastructure. D'autres économistes comme François Perroux et certains sociologues, en particulier ceux de l'école de Chicago (33), ont donné davantage d'importance aux facteurs psychologiques, sociaux et culturels. Perroux, par exemple, attache beaucoup d'importance aux "coûts de l'homme"³⁴ - mortalité, hygiène, soins, invalidité, vieillesse, chômage, instruction, loisirs - rappelant de la sorte que le développement est beaucoup plus qu'une question de croissance économique. Banfield (35) a mis particulièrement l'accent sur les

-
32. J. Lajugie, "Les conditions d'une politique de développement régional pour les pays du Marché Commun", Revue d'Economie politique, mai-juin 1959, p. 265.
33. Il s'agit surtout de B. Hoselitz, W. Moore, M. Nash et des rédacteurs de la revue Economic Development and Cultural Change (EDCC).
34. François Perroux, L'économie du XXe siècle, (Paris : Presses Universitaires de France, 1969), pp. 373-384.
35. E. Banfield, The Moral Basis of a Backward Society, (New York: Free Press, 1958).

facteurs culturels. McClelland, pour sa part, précise qu'un haut niveau de motivation personnelle ou un besoin d'accomplissement constitue l'alpha et l'omega du développement économique et du changement culturel. D'après ce dernier "... une société dotée d'un niveau généralement élevé de **(N)** **(A)** accomplissements produira davantage d'entrepreneurs énergiques, qui, en retour, amèneront un développement plus rapide".³⁶ Hoselitz, de son côté, croit que ce sont les récompenses offertes par l'intermédiaire des rôles sociaux qui expliquent le mieux le développement.³⁷ Cette position résiste difficilement aux critiques, lorsque l'on constate que la répartition des tâches se fait d'après ce même modèle dans les pays où le développement est à peu près nul.³⁸ Rappelons que Nash, collaborateur au EDCC, après avoir jugé cette approche for intéressante (39), se ravise : "L'analyse de facteurs spécifiques, d'éléments sociaux essentiels (comme le manque d'esprit d'entreprise, le bas niveau de motivation face à une tâche à achever, le particularisme, le manque de capitaux, etc.) ne fournira probablement rien de vraiment pertinent à la compréhension de la croissance...".⁴⁰

36. D. McClelland, The Achieving Society, (Princeton: Van Nostran, 1962), pp. 205, 238, (traduction libre).

37. B. F. Hoselitz, Sociological Aspects of Economic Growth, (London: Collier-Macmillan Ltd, 1965), 250 pages.

38. A. G. Frank, Latin America: Underdevelopment or Revolution, (London: Monthly Review Press, 1969), pp. 30-31.

39. Manning Nash, "Introduction, Approaches to the Study of Economic Growth", in "Psycho-cultural Factors in Asian Economic Growth", Journal of Social Issues, vol. 29, no. 1, January 1963, pp. 5-6.

40. Manning Nash, "Social Prerequisites to Economic Growth in Latin America and Southeast Asia", Economic Development and Cultural Change, vol. 12, no. 3, April 1964, p. 242.

Notre analyse démontre que même si les auteurs ont des perceptions différentes du développement, il s'en dégage une conception unilinéaire analogue de l'évolution de la société. D'après ce modèle, la société passe du stage traditionnel à un stage de transition, pour enfin aboutir inévitablement au stage moderne. W.W. Rostow perçoit le développement comme un processus qui mène de la phase traditionnelle à celle de la consommation de masse: "A considérer le degré de développement de l'économie, note-t-il, on peut dire que toutes les sociétés passent par l'une des cinq étapes suivantes: la société traditionnelle, les conditions préalables du décollage, le décollage, le progrès vers la maturité, l'ère de la consommation de masse."⁴¹ De son côté, Deustch énumère les indicateurs économiques (urbanisation, alphabétisation, revenu per capita, changement de résidence, influence des mass media, désintéressement pour les occupations agricoles, changement du genre de vie, etc.) qui manifestent l'évolution des différentes sociétés.⁴² C.A. Myers s'en remet, pour sa part, aux impératifs de l'industrialisation. Il stipule que le phénomène de l'industrialisation est universel et que rien ne peut empêcher sa réalisation. On ne peut même plus espérer faire marche arrière. C'est un processus à sens unique.⁴³ Enfin, mentionnons que C.E.

41. W.W. Rostow, Les étapes de la croissance économique, (Paris: Editions du Seuil, 1962), p. 16.

42. K.W. Deustch, "Social Mobilization and Political Development", The American Political Science Review, vol. 55, no. 3, September 1961, pp. 494.

43. Kerr, Clark, J.T. Dunlop, F.H. Harbison, C.A. Myers, Industrialism and Industrial Man, (New York: Oxford University Press, 1964), pp. 14-15.

Black (44), G. Almond et G. B. Powell (45) sont de ceux qui partagent cette conception unilinéaire du développement.

Black identifie quatre étapes par lesquelles toute société doit passer : a) société traditionnelle en voie d'opposition à la modernité; b) consolidation du nouveau leadership (chefs traditionnels → leaders modernes); c) transformation économique et sociale (passage d'un mode rural et agraire à un mode urbain et industriel; et d) l'intégration de la société (réorganisation de toutes les structures sociales).⁴⁶ Almond et Powell, eux, considèrent que lorsque les pays atteignent la phase de la démocratie moderne, ils ont atteint la forme la plus achevée du développement.⁴⁷

Une critique sérieuse de cette approche a été faite par H. Alker, G. Myrdal (48), L. Binder (49), S. Huntington (50) et S. N. Eisenstadt (51).

-
44. Cyril E. Black, The Dynamics of Modernization: A Study in Comparative History, (New York: Harper & Row, 1966), 206 pages.
 45. G. Almond, G. B. Powell, Comparative Politics: A Developmental Approach, (Boston: Little, Brown & Co., 1966).
 46. C. E. Black, op. cit., pp. 67-89.
 47. G. Almond, G. B. Powell, op. cit., p. 259.
 48. Cf. D. A. Rustow, "Modernization and Comparative Politics", Comparative Politics, vol. 1, October 1968, p. 50.
 49. L. Binder and Ass., Crises and Sequences in Political Development, (Princeton: Princeton University Press, 1971), 326 pages.
 50. S. P. Huntington, Political Order in Changing Societies, (London: Yale University Press, 1968), 488 pages.
 51. S. N. Eisenstadt, "Breakdowns of Modernization", Economic Development and Cultural Change, vol. 12, July 1964, pp. 345-367.

Ces derniers se refusent à se référer constamment à la modernisation ou à l'industrialisation d'une société pour traiter de son développement. De plus, ils sont en désaccord avec l'approche unilinéaire, parce qu'ils réalisent que le système est toujours confronté à des périodes de stagnation, de détérioration ou même d'effondrement.

On a tenté aussi d'expliquer le développement des sociétés par la thèse diffusionniste. Les tenants de cette thèse affirment : "Alors que les stimuli pour la modernisation avaient leur origine dans le monde occidental..., leurs effets se sont étendus au monde entier..."⁵² Par ailleurs, la thèse diffusionniste met de l'avant l'idée voulant que la "diffusion est perçue comme partant des métropoles des pays capitalistes avancés pour s'étendre aux capitales nationales des pays sous-développés, et de là, à leurs capitales provinciales, et finalement à leur périphérie."⁵³

Ces différentes approches de la théorie du développement, théorie élaborée principalement par l'école américaine, présentent certaines lacunes. Bernier, se référant plus spécifiquement à l'aspect politique de la théorie, précise que dans sa formule actuelle, elle est inopérationnelle dans bien des cas, notamment dans celui du Québec.⁵⁴ "La théorie du développement politique néglige les liens qui unissent une société donnée à un contexte plus lar-

52. L. F. Tullis, Politics and Social Change in the Third World, (New York: John Wiley & Sons Inc., 1973), p. 33, (traduction libre).

53. A. G. Frank, op. cit., p. 48, (traduction libre).

54. G. Bernier, "Le cas québécois et les théories du développement politique et de la dépendance", dans La modernisation politique du Québec, (Québec: Editions Boréal Express, 1976), p. 19.

ge, à un univers plus global et qui a nom 'le système international'" (55) conclut-il. "Elle néglige de prendre en considération les conditions historico-structurelles dans lesquelles s'inscrivent les processus associés au concept de développement politique" (56); et "au coeur de toute cette question se retrouve la déformation ethnocentrique de la théorie du développement politique où il apparaît que cette dernière est davantage fondée sur l'expérience de la poignée de sociétés qui se sont développées politiquement et économiquement de façon autonome..."⁵⁷ précise-t-il.

André Gunder Frank est probablement celui qui s'est opposé le plus vigoureusement aux interprétations du changement social, telles que proposées par les membres de l'école libérale. Les trois critiques majeures formulées par Bernier, soit l'ethnocentrisme, le manque de perspective historique et l'ignorance d'un contexte international dominé par l'impérialisme américain, sont retenues aussi par Gunder Frank.⁵⁸ De plus, Gunder Frank rejette catégoriquement les trois principales conceptions de la théorie du développement qui sont : les approches unilinéaire, diffusionniste et psychologique.

Dans son analyse du système capitaliste, Gunder Frank constate que celui-ci est le foyer de contradictions majeures, qui sont, au même titre que

55. Ibid., p. 38.

56. Ibid., p. 39.

57. Ibid., p. 40.

58. Cf. Gabriel Gagnon, "Les Iles-de-la-Madeleine : éléments pour une anthropologie de la participation", Recherches sociographiques, vol. 11, sept-déc. 1970, p. 225; A. G. Frank, Latin America: Underdevelopment or Revolution, op. cit.; A. G. Frank, Capitalism and Underdevelopment in Latin America (London: Monthly Review Press, 1969).

son développement historique, responsable du sous-développement dans les régions périphériques. Les trois contradictions qu'il retient sont : a) l'expropriation/appropriation des surplus économiques; b) la polarisation centre-périphérie; et c) la continuité dans le changement. Qu'entend-il par ces différentes contradictions ?

La contradiction "expropriation/appropriation" se réfère tout simplement au fait qu'il faut supporter des conséquences peu intéressantes, lorsque le système capitaliste s'installe à un endroit donné. C'est en effet ce qui se produit lorsqu'une région se voit spolie de ses richesses au profit d'une autre région par une exportation abusive. Un passage de Innis révèle que le Canada a déjà connu cette situation. "Des énergies de plus en plus intensives ont été dépensées pour assurer l'exploitation de produits de base. Les matières premières, qui approvisionnaient la mère-patrie, stimulaient la fabrication de produits finis et de ceux qui étaient en demande dans la colonie."⁵⁹ C'est ainsi que le système capitaliste, tant sur les plans international, national que local, est responsable du développement et de la richesse d'une minorité aux dépens du sous-développement et de la pauvreté d'une majorité.⁶⁰

La contradiction exprimée par la polarisation "centre-périphérie" a été perçue pour la première fois par Marx dans son analyse relative à la centra-

59. H. A. Innis, The Fur Trade in Canada, op. cit., p. 385, (traduction libre).

60. A. G. Frank, Capitalism and Underdevelopment in Latin America, op. cit., pp. 6-8.

lisation imminente du système capitaliste.⁶¹ Cette contradiction prend la forme d'une polarisation entre un centre métropolitain et des satellites localisés à la périphérie. A cet égard, Innis constate : "L'histoire économique du Canada a été dominée par la contradiction qui s'établit entre le centre et les marges de la civilisation occidentale".⁶²

Les conséquences de cette deuxième contradiction sont ainsi résumées par

O. W. Kuusinen :

C'est une caractéristique du capitalisme que le développement de quelques pays prenne place au prix de souffrances et de désastres pour les peuples d'autres pays. Afin d'assurer l'essor du développement de l'économie et de la culture dit du "monde civilisé"...la majorité de la population mondiale... a payé un prix terrible... Le caractère extrêmement contradictoire du progrès sous le capitalisme s'applique même à différentes régions d'un seul et même pays. Le développement rapide des villes et des centres industriels, en tant que règle, est accompagné par le ralentissement et le déclin des districts agricoles.⁶³

Gunder Frank est en complet accord avec cette position. Il renchérit ainsi : "La relation contradictoire "centre métropolitain - satellite périphérique"... s'applique au système du monde capitaliste d'après le principe du carambolage à partir de son centre mondial métropolitain le plus important pour se répercuter jusqu'à chacun de ses différents centres d'entreprises sur le plan national, régional et local."⁶⁴

61. A. G. Frank, "Capitalism and Underdevelopment in Latin America", op. cit., p. 8.

62. H. A. Innis, op. cit., p. 385, (traduction libre).

63. O. W. Kuusinen, et autres, Fundamentals of Marxism-Leninism, (Moscow: Foreign Languages Publishing House), pp. 247-248, (traduction libre).

64. A. G. Frank, Capitalism and Underdevelopment in Latin America, op. cit., p. 10, (traduction libre).

La contradiction manifestée par la continuité dans le changement se traduirait par l'expression populaire : "Plus ça change, plus c'est pareil !" Elle a son expression dans la continuité et l'ubiquité des éléments structuraux essentiels du développement et du sous-développement économiques. Cette dernière contradiction correspond le plus à l'expansion et au développement du système capitaliste dans le temps et l'espace.⁶⁵

Les contradictions du système capitaliste, telles que perçues par Gunder Frank, permettent à l'auteur d'identifier quatre principes majeurs caractérisant le sous-développement. Le premier de ces principes présente le sous-développement comme un processus se réalisant dans la phase du capitalisme mercantile. Le deuxième principe réfère au phénomène de la concentration. Dans ce cas précis, les pouvoirs économique et politique, de même que le prestige social, se sont concentrés à un très haut niveau pour constituer des monopoles. Le troisième principe est celui de l'universalité. C'est en quelque sorte une deuxième version de la thèse diffusionniste, puisque ce principe insiste sur le fait que le système capitaliste a eu des influences fort répandues, mais égales, à travers le monde. Le quatrième et dernier de ces principes rappelle que le phénomène du sous-développement constitue en quelque sorte un processus qui ne fait que reproduire l'inégalité et augmenter les distances entre les pays développés et sous-développés.⁶⁶

Gunder Frank précise de plus que le sous-développement ne sera et ne pourra être éliminé tant et aussi longtemps que le développement se fera dans

65. Ibid., p. 12.

66. Ibid., pp. 242-243.

le cadre du système capitaliste. Ernest Mandel abonde dans le même sens lorsqu'il démontre que le sous-développement régional est le produit même du capitalisme :

Les apologistes libéraux du capitalisme croyaient naïvement que la création d'un marché national aboutirait automatiquement au développement harmonieux de toutes les régions du pays déterminé, de même qu'ils croyaient que le développement du commerce international finirait par supprimer les écarts de niveaux de développement entre différentes nations. Une étude empirique de l'économie des pays capitalistes au 19e et au début du 20e siècle permet de réfuter cet optimisme béat. Dans tous les cas, sans exception aucune, le marché national capitaliste rassemble des régions surdéveloppées et des régions sous-développées. L'existence des uns détermine d'ailleurs celle (sic) des autres. Que ce soit l'Irlande en Grande-Bretagne, le sud et l'est aux Pays-Bas, le centre et le sud-ouest en France, ou la Bavière et de larges parties du centre, du nord et de l'est en Allemagne, le sous-développement régional apparaît comme un phénomène universel de l'économie capitaliste.⁶⁷

On peut donc en déduire que le développement d'une région ne produit pas nécessairement le développement attendu dans les régions avoisinantes et que des effets contraires surviennent fréquemment.⁶⁸ Nombreux sont les auteurs qui appuient cette thèse, de Myrdal (69) à Rokkan (70), ce qui ajoute de la sorte du poids à l'argumentation de Gunder Frank. Samir Amin, directeur de l'Institut africain de développement économique de Dakar, affirme lui aussi que : "le développement du capitalisme est partout développement des inégalités régionales. Ainsi chaque pays "développé" a créé en son sein son propre

67. E. Mandel, "Capitalisme et économie régionale", Revue du socialisme international et québécois, no. 17, avril-mai-juin 1969, pp. 28-29.

68. On peut retrouver dans Backward Areas in Advanced Countries, (Toronto: Macmillan Press Ltd., 1969), sous la direction de E.A.G. Robinson, un plaidoyer complet en ce sens.

69. G. Myrdal, Rich Lands and Poor: The Road to World Prosperity, (New York: Harper & Row, 1957), 168 pages.

70. Rokkan, Stein, D. R. Reynolds, K. R. Cox, Locational Approaches to Power and Conflict, (Beverly Hills: Sage, 1974), 168 pages.

pays "sous-développé": la moitié méridionale de l'Italie en est le plus bel exemple..."⁷¹

Par ailleurs, nous sommes redevables à Gunder Frank de deux notions fort importantes: l'entraînement capitaliste passif ou régressif (passive capitalist involution). La perception qu'il a du système permet à un profane de comprendre les deux notions précédentes à leur juste valeur. Dans le cas d'un entraînement capitaliste actif, les liens qui s'étaient créés et développés entre le centre et la périphérie s'affaiblissent progressivement au profit de cette dernière, qui se dégage de plus en plus de sa situation de dépendance. C'est dans les périodes de dépression ou de guerre que ce phénomène a le plus de chance de survenir. L'entraînement capitaliste passif, pour sa part, n'est en quelque sorte que la réalisation du système capitaliste. Dans ce cas précis, la périphérie perd de son indépendance alors que le centre, lui, en gagne. C'est l'émancipation du centre aux dépens de la périphérie. Les sociétés post-industrielles sont la plupart du temps l'expression de ce deuxième modèle.

C) Désintéressement.

La grille d'analyse "centre-périphérie" englobe un troisième concept; il s'agit de celui du "désintéressement". L'utilisation que nous en ferons se fonde sur l'interprétation que Lerner en a donnée. D'après ce dernier, il y a désintéressement lorsque le centre ignore les régions périphériques. Lerner

71. Samir Amin, L'accumulation à l'échelle mondiale, (Paris: Anthropos, 1972), pp. 37-38. Amin a approfondi cette perspective dans un volume plus récent: Le développement inégal: essai sur les formes sociales du capitalisme, (Paris: Editions de Minuit, 1973), 365 pages.

identifie aussi deux autres modèles, soit ceux de "promotion différentielle" et de "réduction de la dissidence". Dans le cas de la promotion différentielle, il y a négociation entre le centre et la périphérie, alors que dans celui de la réduction de la dissidence, le centre se voit menacer de disparition. A ce moment, le centre n'a plus qu'à essayer de limiter les dommages. Lerner précise que c'est le type dit de la promotion différentielle qui doit prévaloir si l'on veut avoir un climat social serein.⁷²

Les relations centre-périphérie s'établissent habituellement d'après le scénario du désintéressement. Il arrive que nous soyons en présence de la promotion différentielle ou de la réduction de la dissidence. Cela est le plus souvent dû à une réaction en masse d'une population donnée face à la politique du désintéressement. Si le centre est compréhensif, on peut s'attendre à ce que la phase de la promotion différentielle se mette en branle; par ailleurs, si le centre reste toujours indifférent, on peut imaginer alors que la population sera soit apathique (satisfaite ou frustrée), soit contestataire. L'apathie politique, selon Dion, se caractérise par un degré faible d'engagement personnel dans l'action politique.⁷³ La principale forme que revêt l'apathie politique est celle de l'aliénation.

L'homme aliéné est socialement et politiquement apathique, non seulement parce qu'il est un citoyen inactif mais aussi parce qu'il vit sous une contrainte extérieure qui le tient dans la soumission, l'empêche d'agir et de s'exprimer spontanément et l'amène même à trouver une espèce de

72. D. Lerner, "Some Comments on Center-Periphery Relations", in Comparing Nations: The Use of Quantitative Data in Cross-National Research (New Haven: Yale University Press, 1966), pp. 259-265.

73. Léon Dion, Société et politique : la vie des groupes, (Québec : Presses de l'Université Laval, 1972), tome 2, p. 363.

bonheur dans son état de dépendance.⁷⁴

Le contrecoup de l'aliénation est la désaliénation; celle-ci est en quelque sorte la "récupération" de sa propre identité par un effort de "libération". Il se peut donc qu'il y ait des affrontements à ce niveau, puisque cette phase est celle de la contestation politique et de la remise en question du système.

... la participation risque d'aboutir à la frustration et, comme en font foi de nombreux regroupements de Noirs américains, de jeunes, de comités de citoyens et de catégories défavorisées, d'inciter à se réfugier dans une apathie plus butée qu'auparavant ou, au contraire, à se révolter contre un système jugé irrécupérable et intolérable.⁷⁵

La classe dominante s'oppose à peu près à tout changement social et se fait garante du statu quo. Groenman constate que la répugnance des classes dominantes à faire démarrer de nouvelles industries pour la population dans son ensemble, a d'autres motifs que le désir de s'accrocher à la tradition. L'industrialisation peut, ou certainement pourrait, miner leur pouvoir.⁷⁶ C'est ainsi que les gens en provenance de classes plus modestes se voient très souvent frustrés, ou tout au moins ralentis dans leurs efforts de "libération".

Enfin, il est essentiel de rappeler que lorsqu'une région est innervée par un bon système de communications, un changement dans les attitudes et les valeurs des gens, de même que dans l'économie, ne se fait pas attendre. C'est tout d'abord à ce niveau qu'il faut qu'un changement radical intervienne.

74. Ibid., p. 368.

75. Ibid., p. 369-370.

76. S. Groenman, "Social Aspects of Backwardness in Developed Countries", in Backward Areas in Advanced Countries, (Toronto: Macmillan Press Ltd., 1969), p. 24.

Innis constate, à cet effet, que : "L'amélioration des communications a accéléré le développement des marchés et de l'industrie".⁷⁷ Quant à lui, Groenman signale que le manque de communications a créé des écarts de richesse entre les populations d'un même territoire. Il affirme, en outre, que les régions riches le sont devenues grâce aux communications, alors que les régions pauvres se sont appauvries en raison du manque de communications.⁷⁸

De l'avis de Miliband, le système de communications est le reflet du système de domination et il a potentiellement le pouvoir de le renforcer.

Etant donné le contexte politique et économique dans lequel ils (les moyens de communications) fonctionnent, ils ne peuvent manquer d'être essentiellement des centres de propagation des idées et des valeurs qui affirment plutôt qu'elles ne contestent les structures du pouvoir et de privilège existantes; partant, d'être des armes dans l'arsenal de la domination de classe.⁷⁹

Innis abonde dans le même sens lorsqu'il soutient : "Dans l'organisation de vastes territoires, les communications occupent une place vitale... La gouverne de ces territoires dépend en grande partie de l'efficacité des communications".⁸⁰ Il se peut, en outre, que des zones périphériques échappent à l'influence du centre et qu'elles organisent indépendamment leur fonctionnement.⁸¹ Quoi qu'il en soit, retenons que le facteur "communication" occupe

77. H. A. Innis, The Bias of Communication, (Toronto: University of Toronto Press, 1964), p. 139, (traduction libre).

78. S. Groenman, op. cit., pp. 29-30.

79. Ralph Miliband, L'Etat dans la société capitaliste, (Paris : Maspero, 1973), pp. 261-262.

80. H. A. Innis, Empire and Communications, (Toronto: University of Toronto Press, 1972), p. 7, (traduction libre).

81. M. P. Hindley, G. M. Martin, J. McNulty, The Tangled Net, (Vancouver: J. J. Douglas Ltd, 1977), p. 4.

une place fort importante dans le processus d'entraînement politique, tout en constituant une arme en puissance contre la politique du désintéressement.

Ces quelques jalons ayant été posés, nous sommes conscient que notre étude du sous-développement régional ne pourra pas se limiter seulement aux facteurs endogènes. On se rappellera que cet élément constituait une faiblesse majeure dans l'approche "américaine" du développement. Il apparaît en effet que la mentalité traditionnelle propre aux régions périphériques et/ou que son caractère rural ne peuvent expliquer à eux seuls le sous-développement et le phénomène universel des inégalités régionales. Le modèle centre-périphérie d'après les perspectives de la dépendance, du "développement du sous-développement" et du désintéressement, nous fournit l'occasion d'analyser le problème du développement régional dans une nouvelle perspective. En plus de tenir compte des facteurs endogènes, ce modèle a le mérite de donner beaucoup d'importance aux facteurs exogènes : entre autres, la politique de "développement" pratiquée par les divers gouvernements provinciaux et fédéraux, l'explication historique du passage des entreprises de l'Est à l'Ouest et le fonctionnement du système capitaliste.

Finalement, précisons que les trois concepts que nous avons retenus comme faisant partie intégrante de la grille d'analyse "centre-périphérie", constitueront les outils premiers de notre étude. Ainsi, dans un premier temps, nous nous intéresserons plus spécifiquement à l'aspect "dépendance" et à ses différentes expressions. Dans un deuxième temps, nous concentrerons notre attention au thème du sous-développement. Nous essaierons, en outre, de voir si le sous-développement existe dans la région de l'Est du Québec et sous quelles formes il s'exprime. De plus, nous nous pencherons sur le développement de la région en fonction des autres régions de la province. Dans

un troisième temps, nous verrons ce qu'il en est de la "politique du désintéressement" dans la région. Suite à l'application des trois différents concepts de la grille d'analyse "centre-périphérie", nous serons fixés quant à la dépendance de l'Est du Québec, à ses pouvoirs en termes de ressources politiques et, finalement, à l'existence du sous-développement.

CHAPITRE DEUXIEME : LE CONCEPT DE DEPENDANCE APPLIQUE A
L'EST DU QUEBEC.

Le concept de dépendance, qui fait partie intégrante de la grille d'analyse "centre-périphérie", sera analysé en détail dans ce chapitre. Cinq de ses dimensions seront retenues à cet effet : a) la dépendance économique, b) la dépendance politique, c) la dépendance institutionnelle, d) la dépendance culturelle et e) la dépendance psychologique. L'étude spécifique de ces cinq dimensions nous permettra d'évaluer si nous sommes en présence d'une situation de dépendance dans l'Est du Québec et si cet état est généralisé ou particulier à certains secteurs.

A) LA DEPENDANCE ECONOMIQUE.

Existe-t-il une situation de dépendance économique dans l'Est du Québec ? Trois éléments, soit l'impact de la Conquête anglaise, l'omniprésence et l'omnipotence de l'Eglise catholique et le rôle des gouvernements fédéral et provincial, sont les premiers responsables de la situation économique actuelle.

A.1 La Conquête anglaise.

La Conquête anglaise est sûrement le fait historique qui a pesé le plus lourdement sur le destin du Québec. Cet événement tragique a eu pour conséquence, selon Michel Brunet, de placer les Canadiens français dans une "inévitabile infériorité économique".¹ Le Québec tout entier était dépossédé de ses chefs et de ses ressources naturelles.

1. Michel Brunet, La présence anglaise et les Canadiens, (Montréal : Beauchemin, 1958), pp. 221-232.

Rappelons-nous, écrit Michel Brunet, qu'immédiatement après la Conquête, les Canadiens ont dû abandonner à leurs concurrents britanniques la traite des fourrures, les pêcheries maritimes, le commerce extérieur et l'industrie du bois... en tombant sous la domination des conquérants britanniques, la collectivité que la France avait établie dans la vallée du Saint-Laurent a perdu la maîtrise de ses destinées.²

A.2 L'Eglise catholique.

A ce facteur d'ordre historique s'ajoutent des facteurs culturels et idéologiques : la foi et la morale catholiques. C'est du moins l'idée retenue par Pierre Harvey qui s'est inspiré lui-même des travaux de l'économiste américain Everett Hagen.

Si on admet les hypothèses de Hagen, écrit Pierre Harvey, les réactions de défense du groupe (canadien-français) devaient amener celui-ci à nier le système de valeur du conquérant... Or, à l'époque de la Conquête et dans les décennies qui suivent, l'Angleterre bascule de plus en plus rapidement dans la révolution industrielle, elle-même accompagnée du triomphe du système commercial-industriel qui s'épanouira au XIX^{ème} et au XXI^{ème} siècle...

En second lieu, les nouveaux venus sont Protestants, ce qui amène les Canadiens français, pour affirmer leur valeur de groupe, à se faire missionnaires, et à l'intérieur et à l'extérieur de la foi qui les distingue...

En troisième lieu, les Canadiens français étant, par la force des choses, cantonnés dans l'agriculture, deviendront les missionnaires de cette situation de fait qui leur permet de se distinguer de l'autre comme groupe... 3

Ces deux attitudes "missionnaire" et "agriculteur" auront pour conséquence inévitable le rejet des valeurs et des activités qui servent à identifier le conquérant.

Les Canadiens français, rejetant intérieurement le système de valeurs de

2. Ibid., pp. 228-229

3. Pierre Harvey, "Pourquoi le Québec et les Canadiens français occupent-ils une place inférieure sur le plan économique ?". Le Devoir, 14 mars 1969, p. 5.

l'autre, ne s'engageront qu'avec répugnance dans les activités qu'ils identifient à l'autre : ils chercheront plutôt des activités différentes et conformes à la fois à l'image qu'ils se font d'eux-mêmes et de l'autre; ils seront alors plus facilement juristes qu'entrepreneurs, par exemple, et, en général, se dirigeront vers les professions libérales auxquelles l'élite canadienne-française s'identifie par opposition aux activités économiques qui seront perçues comme non conformes aux idéaux du groupe parce qu'identifiées au système de valeurs de l'autre.⁴

Il faut bien reconnaître que l'Eglise a été pour quelque chose dans l'apparition et le maintien de la dépendance économique. L'étude des documents officiels des églises diocésaines de Rimouski et du Québec nous en donne la preuve. Cette étude révèle que l'Eglise a souvent présenté une vision du monde et de la condition humaine susceptible d'engendrer toute une série d'attitudes peu favorables finalement à l'engagement sur le plan économique. Quelles sont ces attitudes ? On peut en retenir deux qui nous paraissent caractériser la mentalité religieuse d'hier et confirmer en même temps l'hypothèse de Pierre Harvey : 1) une pseudo-conception de la richesse et de la pauvreté et 2) une méfiance excessive devant l'industrialisation et une peur quasi obsessionnelle de la ville.

1. Une pseudo-conception de la richesse et de la pauvreté.

Cette vision fataliste des choses ne manquera pas de développer une fausse mentalité évangélique à l'égard de la richesse et de la pauvreté.

Sans trop caricaturer, on pourrait grossièrement décrire cette mentalité en disant que nous avons eu tendance à considérer la richesse comme un don de Dieu dont les bénéficiaires doivent user pour le plus grand bien de leur âme, c'est-à-dire en distribuant une partie aux pauvres, et la pauvreté comme une grâce de Dieu qui facilite l'accès du Ciel et permet aux riches de faire quelques bonnes actions. Plus peut-être que dans aucun autre milieu, nous avons été persuadés qu'il y aura toujours des pauvres parmi nous et qu'il est bon qu'il en soit ainsi. La vue providentielle des choses, qui caractérise assez bien notre mentalité religieuse, s'accommodait parfaitement de cette définition de la pauvreté. Mais

4. Ibid., p. 5.

le sens de la justice sociale y trouvait peu de prise. Les revendications sociales risquaient d'apparaître comme un désordre introduit par l'homme dans les desseins de Dieu. 5

Avec une telle mentalité, non seulement "les revendications sociales" mais aussi tout projet de développement ou d'émancipation économique ne pouvait que constituer un obstacle sérieux sur la route du ciel. Cette mentalité peut nous aider encore à comprendre pourquoi un peuple aussi pauvre que les Canadiens français a mis sa fierté à édifier de riches églises, d'immenses et luxueuses basiliques. Commentant un jour ce phénomène, Gérard Filion déclarait sur un ton humoristique:

Quand les Canadiens anglais et les Américains bâtissaient des usines, nous étions bouffis d'orgueil à la pensée d'ériger des sanctuaires les plus luxueux. Nous avons pratiqué une religion au-dessus de nos moyens, nous avons prié le bon Dieu à crédit. Les Québécois se sont donnés une superstructure de riches soutenue par une infrastructure de pauvres. 6

Devant ces faits et cette mentalité, une question nous vient à l'esprit: avons-nous cherché dans nos "richesses spirituelles" et la grandeur imposante de nos temples, une secrète compensation à notre pauvreté matérielle et à notre faiblesse économique ?

2. Une méfiance excessive devant l'industrialisation et une peur obsessionnelle de la ville.

Pendant la première moitié du XXIème siècle, le clergé, grand responsable de l'enseignement secondaire, aurait manifesté, en général, une attitude plutôt négative devant le phénomène de l'industrialisation. C'est l'opinion de Léon Lortie qui a particulièrement étudié le système scolaire au Québec.

-
5. Guy Rocher, "Réflexions sociologiques sur le service social au Canada", Service Social, vol. 1, janvier 1960, p. 62.
6. Gérard Filion, "La situation vue par Gérard Filion: Québec a besoin de leadership et d'hommes d'affaires entreprenants." Le Devoir, 5 novembre 1969, p. 5.

Les maîtres de l'enseignement secondaire, écrit-il, ont surtout discerné, dans la marée montante de l'industrialisation, le spectre du matérialisme et de l'américanisation. Il fallait à tout prix résister à la menace qui pesait sur un peuple chrétien et y opposer l'humanisme et le spiritualisme les plus purs, seuls capables de blinder la jeunesse et de la prémunir contre ces périls.⁷

De son côté, Maurice Tremblay, confrontant la morale catholique avec la mentalité capitaliste et anglo-protestante, constate que l'Eglise québécoise prêche et propose avant tout les valeurs surnaturelles étroitement liées à la simplicité de la vie rurale. Le peuple reçoit ainsi chaque dimanche une prédication et une formation morale qui ne favorisent guère les ambitions terrestres et les réussites temporelles, encore moins la volonté de s'enrichir dans les activités relevant de la finance, de l'industrie et du commerce.⁸

De nombreux mandements des évêques en font foi. En 1934, Mgr. Courchesne, évêque de Rimouski, stigmatisait l'industrie moderne comme un "esclavage" qui enchaîne les ruraux :

Nous croyons vous avoir fait voir que les conditions matérielles où l'industrialisme de tous les pays a réduit l'agriculture, ont créé la plaie de notre temps : l'entassement des foules dans les villes et la désertion des campagnes... Nous avons connu le temps où il fallait un courage de stoïcien ou de chrétien des catacombes pour soutenir chez nous que la condition de nos ruraux enchaînés dans les villes à l'industrie moderne était un esclavage.⁹

-
7. Léon Lortie, "Le système scolaire", dans Essais sur le Québec contemporain, (Québec : Presses de l'Université Laval, 1953), p. 176.
 8. Maurice Tremblay, "Orientation de la pensée sociale", dans Essais sur le Québec contemporain, (Québec : Presses de l'Université Laval, 1953).
 9. Mgr. Georges Courchesne, Mandements et circulaires, vol. 3, (mars 1941 à septembre 1942), pp. 231-232.

Ce texte, parmi tant d'autres, reflète bien l'idéal d'une vie simple et austère, cramponnée à la terre, que l'Eglise proposait au peuple. Dans quelle mesure cet idéal et cette éthique ont-ils contribué à éloigner la jeunesse de l'Est du Québec des carrières industrielles, commerciales et financières? Il serait bien difficile de l'établir avec précision. Toutefois, nous possédons des indices à travers la littérature canadienne-française. Dès 1846, dans son livre Charles Guérin, Pierre Chauveau affirmait que le jeune Canadien français instruit ne pouvait devenir que médecin, notaire, avocat ou prêtre. Cette situation a prévalu jusque dans la première moitié du XXIème siècle.

De plus, une certaine spiritualité janséniste axée sur "les dangers du monde" et polarisée, dans les séminaires et les collèges, sur la VOCATION, ne manqua pas d'influencer l'orientation de la jeunesse canadienne-française. Dans son livre Le poids de Dieu, Gilles Marcotte raconte l'histoire d'un jeune collégien marqué par une telle spiritualité et prédestiné, de toute éternité, au sacerdoce.

Le cours classique devait le conduire tout droit au sacerdoce. Ses professeurs, son directeur spirituel, surent d'instinct qu'ils n'avaient pas à s'inquiéter de lui: il avait la Vocation bien chevillée. Elle ne pouvait que s'épanouir comme une fleur de serre dans l'atmosphère surchauffée du collège. On y cultivait la Vocation avec plus de subtilité, mais non moins d'insistance que chez les Frères. A son grand soulagement, Claude découvrait que sa Vocation était partagée par le peuple canadien-français tout entier. Les prêtres n'avaient-ils pas tout fait pour ce petit troupeau abandonné par la France sur les bords du Saint-Laurent? L'enseignement, l'histoire, la politique même, tout venait d'eux, était inspiré par eux. Ce qui leur échappait était de toute façon méprisable, puisqu'il appartenait à l'Anglais et s'appelait finance, industrie. 10

10. Gilles Marcotte, Le poids de Dieu, (Paris: Flammarion, 1962), pp. 156-167.

Une telle mentalité ne contribua certes pas à motiver les jeunes du territoire de l'Est du Québec à s'engager dans les carrières dites aujourd'hui professionnelles. De même qu'une telle méfiance devant l'industrialisation, une telle peur de la ville, si longtemps entretenues par la hiérarchie catholique du Québec, n'ont certainement pas favorisé dans la région le goût du risque et des activités économiques. On comprend alors l'affirmation de Guy Rocher : "D'une manière générale, écrit-il, on attribue au Protestantisme... un rôle plus favorable qu'au Catholicisme dans le développement industriel"¹¹.

Toutefois, il ne faudrait pas ignorer le fait que l'Eglise de Rimouski s'est efforcée dès les années 1950 de diminuer cet état de dépendance économique. La hiérarchie catholique prenait conscience un peu tard sans doute, que l'économie du Québec n'était plus fondée sur l'agriculture et la colonisation mais sur l'industrie, le commerce et la finance.

C'est peut-être au niveau de l'organisation du crédit populaire que les dirigeants ecclésiastiques, par leur appui moral et même financier, ont contribué le plus activement à la promotion socio-économique des Canadiens français. En réalité, l'organisation du crédit populaire fut un des moyens les plus efficaces recommandés par l'épiscopat en vue du relèvement économique non seulement de la classe agricole mais aussi de toute la population en général.

En 1931, Mgr. Courchesne déplorait la tendance des gens à compter uniquement sur l'Etat pour régler leurs difficultés matérielles. Comme solution,

11. Guy Rocher, Introduction à la sociologie générale, (Montréal : Editions Hurtubise HMH Ltée, 1968), 3 v. (Regards sur la réalité sociale) Tome 3, p. 390.

il proposait à ses diocésains de prendre en main leur propre sort et de chercher à l'améliorer par le crédit coopératif.

La Caisse populaire me paraît avantageuse d'abord pour l'éducation de l'épargne... Ensuite tous ceux qui se sont occupés de coopération pour la production, l'achat et la vente, nous disent que l'une des conditions du succès, en ce domaine, consiste dans l'organisation parallèle de la coopération du crédit par la Caisse populaire.¹²

Les observations qui précèdent démontrent que dans le passé, l'Eglise du Québec s'est préoccupée autant du salut temporel que du salut spirituel du peuple. Face aux situations nouvelles, industrialisation, urbanisation, la hiérarchie catholique a tenté une révolution, en retard il est vrai, en adaptant son enseignement social et son action à un Québec en pleine mutation. A-t-elle joué le rôle d'un frein ou d'un stimulant dans l'évolution socio-économique de la région ? Avant de répondre en toute objectivité à une telle question, il faut absolument tenir compte de la situation coloniale du pays. Alors que le "British Empire", pourvu de puissants moyens financiers, entreprenait de développer le Canada anglais, l'Eglise, seule armature sociale après la Conquête, s'est efforcée d'assurer la survivance d'un peuple conquis et dépossédé avec les moyens pauvres dont elle disposait.¹³

12. Mgr. Georges Courchesne, Circulaire au clergé, 31 mars 1931, Diocèse de Rimouski.

13. Lionel Pineau, "Etude socio-religieuse de l'homme québécois à travers les Mandements de l'Episcopat du Québec" (1850-1950), notes de cours polycopiées, CEGEP de Rimouski, 1971 ; "L'Eglise et les institutions socio-économiques au Québec", notes de cours polycopiées, CEGEP de Rimouski, 1971.

A.3 Les gouvernements.

Au poids de la Conquête et au rôle tenu par l'Eglise catholique, il faut ajouter la responsabilité des gouvernements.

Les différents gouvernements qui se sont succédé tant à Ottawa qu'à Québec, étaient en faveur du libéralisme économique, c'est-à-dire de la politique du "laisser-faire, laisser-passé". Récemment toutefois, le gouvernement canadien, à l'instar des sociétés post-industrielles, instaurait des plans de développement dits de rattrapage. La loi ARDA (loi sur l'aménagement rural et le développement agricole) votée par le gouvernement fédéral en 1963, constituait un premier pas en ce sens. C'est ainsi que s'amorçait une politique de développement régional, dont le but était de réduire les inégalités dans les différentes régions du Québec. En effet, le Bureau d'Aménagement régional de l'Est du Québec (BAEQ) devait être la base d'un projet-pilote de développement.

En 1969, Ottawa et Québec créaient respectivement le Ministère de l'Expansion Economique Régionale (MEER) et l'Office de Planification et de Développement (OPDQ). Ainsi, les deux paliers de gouvernement s'apprêtaient à prendre des mesures en vue de diminuer les déséquilibres régionaux. Au nombre de ces mesures, on retrouvait les incitants économiques, les pénalisants économiques et les initiatives publiques.

1. les incitants économiques, c'est-à-dire les subsides et subventions de toutes sortes (infrastructure gratuite, détaxations, bonifications d'intérêt, crédits plus abondants ou même gratuits, etc.), afin de ramener les capitaux privés récalcitrants vers les régions qu'ils négligent.

2. les pénalisants économiques, c'est-à-dire les charges supplémentaires de toutes sortes (fiscales, financières, salariales, etc.) qui frappent les capitaux investis dans les régions congestionnées ou sur-développées;

3. les initiatives publiques qui tentent de suppléer à la carence des capitaux privés, et cherchent à créer des zones de développement dans les régions sous-développées ou en déclin.¹⁴

Malheureusement, ces mesures n'ont pas été pleinement appliquées; conséquemment, l'état de dépendance économique persiste. En réalité, les mesures prises ont tout simplement eu pour effet de négliger les régions les plus défavorisées. Le texte qui suit en fait foi :

Par sa politique de subventions, le gouvernement prétend faciliter l'implantation d'industries dans les régions où "les conditions d'emploi laissent le plus à désirer".

La réalité démontre que c'est l'effet contraire qui a été atteint puisque les régions les plus défavorisées du Québec (Gaspésie, Abitibi et Lac Saint-Jean) n'ont reçu, d'octobre 1969 à fin avril 1971, que 14% des subventions totales versées au Québec, et 11% seulement des emplois créés.

Au même moment, les régions les plus développées (Québec, Trois-Rivières, Montréal et Cantons de l'Est) recevaient du MEER 81% du total des subventions et 88% des emplois créés.¹⁵

L'étude de Higgins, Martin et Raynault (HMR), soumise au MEER le 21 février 1970, remettait en question l'orientation des politiques de développement poursuivies par les deux niveaux de gouvernement. Constatant que l'économie de Montréal était en perte de vitesse, ils se demandaient du strict point de vue économique, "à quoi devait servir l'aide aux régions défavorisées si le moteur de l'économie du Québec venait à manquer ?"¹⁶

La politique de développement prit dès lors une nouvelle tangente et en 1974, les deux paliers de gouvernement signaient une entente-cadre.

14. Ernest Mandel, op. cit., p. 37.

15. Jacques Keable, "Les subventions : les inégalités régionales", Québec-Presse, 28 novembre 1971, p. 15.

16. Banque Provinciale du Canada, "Les disparités régionales au Québec", vol. 6, no. 4, juillet-août 1976, p. 6.

... les interventions de type régional consisteront désormais à consolider le rôle de Montréal comme pôle de développement, à favoriser le développement d'un certain nombre de centres urbains, enfin à favoriser la reconversion, la consolidation et la croissance des capitales régionales.¹⁷

Tout est conçu pour que la situation de dépendance économique des régions périphériques perdure; ce qui se traduit, d'après l'expression de Gunder Frank, par le "développement du sous-développement". Il ne faut donc pas se leurrer plus longtemps puisque "le développement régional est une question hautement politique. Sans l'aide de l'Etat (et des régions favorisées), il n'y a pas d'avenir pour les régions excentriques".¹⁸ On néglige les régions périphériques, on ne leur donne pas les instruments nécessaires pour assurer leur développement économique. C'est pourquoi on préfère gaver les gens de la région avec de l'assistance sociale, au lieu de les aider à participer d'une façon positive au développement de leur région.

Quinze années se sont écoulées depuis que Jean-Claude Lebel, dans une de ses analyses portant sur l'Est du Québec, relevait le fait que la région recevait en 1963 une forte part des paiements de transferts gouvernementaux dans son revenu personnel, qu'elle dépendait de l'extérieur en matière d'investissements et qu'elle n'avait pas d'institutions économiques autochtones.¹⁹ Il est regrettable d'avoir à le constater, mais la situation n'a pas beaucoup

17. Ibid., p. 6.

18. Benoît Levesque, "L'Est du Québec et ses besoins : le développement et l'aménagement régional", notes de cours polycopiées, Université du Québec à Rimouski, automne 1977, p. 21.

19. Jean-Claude Lebel, "Une expérience en développement régional : l'Est du Québec", Regional Economic Development, (Ottawa : University of Ottawa Press, 1974), p. 116.

changé depuis.* "La politique "libérale" ne peut sauver la Gaspésie".²⁰

En somme, la Conquête anglaise, l'Eglise catholique et les deux paliers de gouvernement sont responsables, à différents niveaux toutefois, de la dépendance économique de l'Est du Québec. A la lumière de ces constatations, il sera intéressant maintenant de faire l'analyse de la dépendance politique.

B) LA DEPENDANCE POLITIQUE.

Nous devons tenir compte ici des ressources politiques de l'Est du Québec, afin d'établir si nous sommes en présence d'une situation de dépendance politique. La situation économique, le poids relatif de la population face à l'ensemble de la province, l'existence d'une conscience régionale et le vote de protestation lors des élections constituent des ressources qu'on ne peut ignorer dans une telle analyse.

Dans le cas qui nous intéresse, nous avons déjà établi la présence d'un état de dépendance économique. Cette dépendance indique que la région ne possède pas les moyens nécessaires d'intervention auprès des agents économiques et politiques. Par ailleurs, le fait que la population du territoire ne produisait que 2.4% de la production totale de la province en 1971 (21) révèle le faible apport de la région, d'où son pouvoir plutôt restreint dans les décisions politiques la concernant au plus haut point.

* Pour de plus amples détails en ce qui a trait aux données économiques régionales, il s'agit de se reporter au chapitre III, section A.3, pp. 86-95 . . . Nous y analysons la structure économique, le niveau de sous-emploi, le secteur des revenus et celui des investissements.

20. Jean Forest, "La politique "libérale" ne peut sauver la Gaspésie", Le Devoir, 25 août 1971.

21. Clermont Dugas, Rapport du colloque sur les politiques gouvernementales dans l'Est du Québec, Université Laval, 25 avril 1975, p. 9.

De plus, le poids démographique relatif de l'Est du Québec ne constitue pas un facteur en sa faveur, puisque la région ne représente que 5.4% de l'ensemble de la province.²² La dispersion de la population sur un territoire plus grand que celui de la Suisse ou du Danemark est en partie responsable de la dépendance politique de la région. Le dépeuplement de la région compte aussi pour quelque chose dans la dépendance politique du territoire-pilote. L'Est du Québec représentait 7.72% de la population de la province en 1951 alors qu'il en représentait 5.12% en 1976 (voir tableau 1)*. Il ne semble pas que cette tendance va s'atténuer au cours des prochaines années. Les prévisions démographiques pour les différentes régions administratives indiquent que l'Est du Québec va subir une saignée dramatique (voir tableau 2).

Tableau 1 : EVOLUTION DE LA POPULATION DE L'EST DU QUEBEC
par rapport à la population totale du Québec
1951-1976

ANNEE	1951	1956	1961	1966	1971	1976
Québec	4,055,681	4,628,278	5,259,211	5,780,845	6,027,764	6,141,491
Région Est du Québec	313,275	343,714	349,718	338,164	325,806	314,715
%	7.72	7.43	6.65	5.85	5.4	5.12

Source : Jean-Luc Marret, Evolution de la population dans l'Est du Québec 1951-1976 - Eléments statistiques (Communication - Québec, juin 1977), p. 21.

22. OPDQ, Les caractéristiques sectorielles interrégionales, Québec, 1976 p. 14.

* Pour de plus amples informations, il faut se référer aux aspects démographiques de l'approche critériologique du sous-développement dans le chapitre III, pp. 69-75.

On prévoit, dans ce document publié par l'OPDQ, qu'en 2001 la population du Bas Saint-Laurent - Gaspésie constituera 1.5% de la population totale du Québec.

Tableau 2 : POPULATION DES REGIONS ADMINISTRATIVES DU QUEBEC
1951 - 2001

Régions administratives	1951 En %	1961 En %	1971 En %	1981 En %	1986 En %	2001 En %
Bas Saint-Laurent Gaspésie	5.3	4.7	3.9	3.1	2.7	1.5
Saguenay - Lac Saint-Jean	4.9	5.2	4.6	4.1	3.8	3.0
Québec	17.8	16.2	15.6	14.2	13.6	11.8
Trois-Rivières	8.7	7.9	7.0	6.0	5.6	4.2
Cantons de l'Est	4.5	4.0	3.7	3.2	3.0	2.4
Montréal	50.2	53.5	56.8	60.6	62.3	67.6
Outaouais	4.1	3.9	4.0	4.3	4.5	5.0
Nord-Ouest	3.3	2.9	2.4	2.0	1.8	1.1
Côte-Nord Nouveau-Québec	1.0	1.6	1.9	2.5	2.7	3.4
Total du Québec	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source : Prévisions démographiques des régions administratives et des principales agglomérations urbaines, Québec, O.P.D.Q., Tableaux 13 et 14, p. 33 et 35.

A cette situation désavantageuse, il faut ajouter l'existence d'un "esprit de clocher", esprit qui tend heureusement à disparaître. Le dernier regain de vie qu'a connu cet esprit de clocher dans l'Est du Québec fut dans le cadre de la Conférence municipale de l'Est du Québec (Comeq). La ville de Rimouski s'était retirée de la Comeq, organisme qui regroupe les édiles

municipaux de tout le territoire, parce qu'on avait pris la décision d'accorder un traversier-rail à la ville de Matane de préférence à Rimouski. Ce geste de la ville avait soulevé les protestations de nombreux organismes.

La région a un urgent besoin de se rendre compte de l'importance que revêt l'apparition d'une conscience régionale. Lorsque les gens auront compris cela, ils pourront à ce moment former une population solidaire face aux milieux politiques et économiques. Au cours des dernières années, on a constaté une nette amélioration en ce domaine mais voilà que le gouvernement, devant le front de plus en plus uni qu'offre l'Est du Québec, pense à créer une autre région sur le territoire-pilote. En effet, lors d'une conférence de presse tenue au mois de juin 1977, le premier ministre Lévesque s'est prononcé sans détour sur la création d'une nouvelle région administrative en Gaspésie. Il relève avec beaucoup d'à-propos le fait que les Gaspésiens s'identifient très peu à la région de l'Est du Québec telle qu'on la connaît.²³ La remarque du premier ministre est exacte mais la division d'une région déjà faible ne pourra que l'affaiblir davantage. Cette prise de position reflète en quelque sorte le principe du "diviser pour mieux régner".

Le comportement électoral de la région est un autre élément dont il nous faut tenir compte dans l'analyse des ressources politiques. Il est essentiel de connaître ici, quel est le nombre de circonscriptions électorales sur les plans fédéral et provincial. Cette information va nous indiquer le poids relatif de la région face aux deux paliers de gouvernement. De plus, il importe de savoir de quelle façon les comtés de la région se comportent lors des élections fédérales et provinciales.

23. Normand Plourde, "René Lévesque : un non et un oui", Le Progrès-Echo, Rimouski, 22 juin 1977, p. A. 6.

Notons tout d'abord que le poids relatif de la région lors des élections n'est pas négligeable, même s'il est en voie de diminution. En fait, l'Est du Québec ne s'assure plus que huit des cent-dix (110) circonscriptions sur le plan provincial alors qu'il en représentait dix (10) en 1966. Au niveau fédéral, la région se retrouve aujourd'hui avec six (6) des soixante quatorze (74) circonscriptions comparativement à sept (7) en 1966. Ainsi, le poids relatif de la région dans l'appareil fédéral, de même que provincial, s'amenuise d'une élection à l'autre.²⁴ Par ailleurs, en termes relatifs, l'Est du Québec a le même mot à dire dans les décisions gouvernementales fédérales que Terre-Neuve (7 circonscriptions) et presque autant que le Nouveau-Brunswick (10 circonscriptions). De plus, lorsque l'on sait que les majorités parlementaires sont souvent faibles, cela signifie que la région peut, en quelque sorte, détenir "la balance du pouvoir". Imaginons pour un moment que la région se dote de son propre parti politique ou encore qu'elle appuie ou s'oppose sans réserve à un parti politique, il pourrait s'ensuivre une recrudescence de son rôle politique.

Cela dit, l'analyse des résultats électoraux dans l'Est du Québec de 1935 à 1978, au niveau fédéral, révèle que sur une possibilité de soixante-douze (72) représentants, seulement treize (13) appartenaient à l'opposition. Sur le plan provincial, le même scénario se présente : l'Est du Québec a donné la majorité à un candidat de l'opposition dans seulement vingt-deux (22)

24. Pierre Jobin, "Le pouvoir régional en questions", Possibles, vol. 2, no. 2/3, 1978, p. 68.

des cent treize (113) possibilités.²⁵ Cette constatation nous démontre que la région vote la plupart du temps pour le parti qui a le plus de chance de remporter les élections. Ils veulent être du bon côté.

Par ailleurs, le fait que la région appuie plus souvent qu'autrement le parti qui sera investi du pouvoir ne signifie pas que le vote de protestation est inexistant. En effet, le vote de protestation est relativement élevé dans l'Est du Québec; on n'a pas pris l'habitude de voter pour le parti qui était au pouvoir, on a plutôt pris celle d'appuyer celui qui y serait. Ce vote de protestation demeure primordial puisqu'il est en soi une ressource politique.²⁶

Les gouvernements ont aussi réalisé l'importance du vote de protestation, d'autant plus que ce vote a été exprimé à plusieurs reprises depuis le début des années 1960. Ce vote de protestation a finalement produit des résultats en 1968. C'est à cette période que nous avons été témoin de l'entente Canada-Québec. Cette entente a été signée en mai 1968, alors que nous étions en pleine campagne électorale fédérale et que la région montrait de nombreux signes d'insatisfaction et d'impatience.

Le gouvernement provincial, de son côté, a connu de nombreuses difficultés dans ses tentatives de diminuer le vote de protestation au cours des

25. Une recherche faite par Michel Chaloult pour le compte du B.A.E.Q., nous a renseigné sur la période s'étendant de 1935 à 1966. (Michel Chaloult, "Political Parties in the Pilot Region", Ottawa, 1968, 14 pages). Nous avons remis à date ces données avec l'aide des rapports officiels du directeur général des élections.

26. Michael Lypsky, "Protest as a Political Resource", in Creating Social Change, (New York : Holt, Rinehart and Winston Inc., 1972), pp. 285-302. Nous sommes totalement d'accord avec la position de l'auteur.

dernières années. Mais il est d'autant plus difficile pour le gouvernement provincial de diminuer le pourcentage de ce vote, que les secteurs-problèmes tels que le bien-être social, l'éducation et la santé, sont sous sa juridiction et que les sphères d'activités les plus importantes lui échappent au profit du gouvernement fédéral :

Le gouvernement provincial peut intervenir dans plusieurs sphères d'activités à l'exception des plus importantes : politique monétaire, politique fiscale, politique tarifaire, contrôle des investissements étrangers, système bancaire, etc. De plus, ses interventions sont limitées par le fait que les ressources se trouvent surtout à Ottawa.²⁷

La mainmise du fédéral sur ces secteurs empêche le Québec de prendre vraiment en charge son développement. Les décisions prises par le gouvernement provincial sont donc indirectement déterminées par le fédéral. Jacques Benjamin défend cette position lorsqu'il constate :

Le gouvernement du Québec ne peut donc recourir à un grand nombre de mécanismes d'incitation pour obtenir une exécution consentie du plan. Le gouvernement d'Ottawa, par contre, peut par sa politique fiscale, monétaire ou douanière, remettre en cause les objectifs d'un plan québécois s'ils ne correspondent pas à ceux de la politique fédérale.²⁸

De cette constatation, on retient que les décisions politiques prises à Québec doivent plus souvent qu'autrement être sanctionnées par le pouvoir central. Cette dépendance politique provoque de nombreux conflits entre les deux paliers de gouvernement d'où l'anéantissement d'un certain nombre de projets. De plus, cette dépendance politique ne date pas d'hier; à cet égard, Parenteau

27. Pierre Fréchette, "Y a-t-il un avenir pour les régions ?" dans Premier mandat : une prospective à court terme du gouvernement péquiste, (Montréal : Editions de l'Aurore, 1977), p. 84.

28. Jacques Benjamin, Planification et Politique au Québec, (Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 1974), p. 89.

mentionne :

... dans le passé le gouvernement fédéral a adopté une attitude de grand frère qui l'amenait à élaborer seul les politiques et à placer les provinces devant un fait accompli. Or, à moins d'une révision radicale de cette attitude, la planification restera toujours difficile dans un contexte fédératif.²⁹

En 1969, le gouvernement fédéral a mis sur pied le Ministère de l'Expansion Economique Régionale, provoquant en quelque sorte le gouvernement provincial qui rétorqua en créant l'Office de Planification et de Développement la même année. Québec voulait ainsi signifier à Ottawa que le problème des disparités régionales lui revenait et que le fédéral se devait de remettre les pouvoirs relatifs à ce secteur au provincial. La situation s'est envenimée au cours des huit (8) dernières années, à un point tel que le gouvernement élu le 15 novembre 1976 se refuse à signer toute entente régionale avec le gouvernement fédéral. C'est du moins ce qu'il faut conclure lorsque l'on écoute le ministre responsable du développement : "Le ministre de l'Office de planification et de développement du Québec (OPDQ), M. Jacques Léonard, a été très clair devant les Conseils régionaux de développement de la province, il n'est pas question de signer des ententes régionales avec le gouvernement fédéral."³⁰

Cette prise de position est à coup sûr du bon capital politique puisque le développement de la région a surtout été laissé au fédéral jusqu'ici et que les résultats se font attendre. C'est à ce niveau que le gouvernement

29. Roland Parenteau, "L'expérience de la planification au Québec (1960-1969)", L'Actualité économique, vol. 45, no. 4, 1970, p. 695.

30. Normand Plourde, "Le Québec propose une nouvelle stratégie", Le Progrès-Echo, 10 août 1977, p. A-5; voir aussi Laurent Leblond, "Région-ressource et politique", Le Progrès-Echo, 8 juin 1977, p. A-4.

provincial joue ses cartes. Il identifie le problème de la région à la dépendance politique du Québec à l'égard d'Ottawa. Mais il n'est pas certain que toute la population de l'Est du Québec le prenne de cette façon, puisque comme le dit un entrepreneur régional : "C'est le gouvernement fédéral qui intervient sur l'économie en terme de création d'emplois et de distribution de subsides."³¹

Enfin, je ne voudrais pas passer sous silence le rôle de la culture politique nord-américaine dans l'apparition d'un état de dépendance politique dans l'Est du Québec. Je veux tout simplement souligner ici qu'une longue tradition de libéralisme économique au Québec a amené la population à réagir négativement aux interventions de l'état. Nos hommes politiques, eux-mêmes, ont pris une part active dans le maintien de cette tradition. Robert Bourassa affirme, à cet effet, qu' :

... une économie ouverte comme la nôtre sur tout le continent nord-américain et, de ce fait, inévitablement orientée selon les moeurs économiques de l'Amérique, ne saurait être entièrement déterminée par les actions de l'Etat, si importantes. Dans notre contexte, c'est encore et pour longtemps le secteur privé, le milieu lui-même, qui canalisent les décisions les plus déterminantes pour le développement.³²

De leur côté, les gouvernements, tant à Ottawa qu'à Québec, défendent cette idéologie du laisser-faire.* Ils se déchargent en quelque sorte de leurs responsabilités en ce qui a trait au développement régional. "Dans une économie basée essentiellement sur la liberté économique et l'initiative

31. Propos de Gilles Gagné, cité par Peter Hadekel, "Butter from Ottawa Makes PQ Grip on Gaspé Slip", The Vancouver Sun, September 24, 1977, p. A-22, (traduction libre).

32. Robert Bourassa, cité par Jacques Benjamin, op. cit., pp. 88-89.

* Cf. Supra, Chapitre II, A.3, p. 34.

privée, l'Etat ne peut donc imposer un plan de développement aux divers agents économiques."³³ Mais voilà que certains groupes exigent l'intervention de l'Etat. A la CSN, par exemple, on a mis de l'avant le cri de ralliement: Ne comptons que sur nos propres moyens.³⁴

En résumé, il faut bien se l'avouer, la dépendance politique de l'Est du Québec à l'égard de la province et du pays est un fait; toutefois, il est possible d'améliorer la situation actuelle. La dépendance politique s'atténuera lorsque la conscience régionale se consolidera, que l'économie s'assainira et que la population cessera d'appuyer automatiquement le parti politique qui a le plus de chance de remporter la victoire aux élections. Cette même dépendance s'affaiblira proportionnellement à la disparition de l'idéologie dominante (libéralisme économique) au profit de l'idéologie interventionniste. Mais tout d'abord, il faut que la population prenne conscience qu'elle a des ressources politiques potentielles et que celles-ci ne demandent qu'à être utilisées.

C) LA DEPENDANCE INSTITUTIONNELLE.

La troisième dimension que nous avons retenue du phénomène de dépendance réfère à son aspect institutionnel. Nous ne ferons pas ici une étude de tous les types d'institutions qui existent dans la région. Nous allons de préférence orienter nos efforts à préciser quel est le niveau de décentralisation et de déconcentration des institutions gouvernementales.

33. Roland Parenteau, op. cit., p. 686.

34. C.S.N., Ne comptons que sur nos propres moyens, op. cit.

Pour ce faire, nous allons nous intéresser plus spécifiquement à l'analyse des différents ministères qui sont en place, au pouvoir d'influence qu'ils ont sur le gouvernement de la province et au pouvoir de décision qui leur est réservé.

Plusieurs ministères sont représentés dans l'Est du Québec: "Depuis la création des dix régions administratives en 1966, la plupart des ministères ont organisé, sur la base de ces régions, des services régionaux déconcentrés dans ces territoires, de façon à fournir des services aux clientèles de manière plus judicieuse".³⁵ Claude Turcotte, analysant l'après-expérience du BAEQ, précise: "A Québec, on a vite rejeté l'idée de créer un gouvernement régional. Le gouvernement opte pour la déconcentration administrative à Rimouski mais les ministères, au départ antipathiques à la "bande de contestataires" du BAEQ, s'embarquent à reculons dans cette expérience".³⁶

Faisant le tour de la question, Pierre Bruneau avance:

Au niveau des infrastructures, tout comme à celui du personnel administratif, la décentralisation a été effective. Peut-on en dire autant de l'aspect décisionnel? Les avis à cet égard sont partagés. Nombreux sont ceux qui croient et nous sommes de ceux-là, que les pèlerinages à Québec dès qu'il s'agit de prendre une décision importante affectant l'avenir de la région, ne sont pas encore chose du passé. Tel que le proposait le BAEQ, il faut...doter la région d'un authentique gouvernement régional...(celle-ci) ainsi dotée de pouvoirs réels, pourrait prendre en main le développement de son hinterland... 37

-
35. G.D. Levesque, "Les politiques de développement régional au Québec", in Regional Economic Development, (Ottawa: University of Ottawa Press, 1974, p. 14.
 36. Claude Turcotte, "Le BAEQ, 10 ans après: Lesage avait dit non mais Johnson, après la prise du pouvoir, dit oui", La Presse, 21 août 1973.
 37. Pierre Bruneau, "Rimouski: métropole régionale", Le Jour, 14 décembre 1974, p. 25.

Lors d'une étude majeure effectuée dans le cadre du laboratoire d'études politiques et administratives de l'Université Laval (38), le politicologue Vincent Lemieux passe en revue tous les ministères qui interviennent dans l'Est du Québec. Lemieux s'intéresse tout particulièrement à la position qu'occupe le directeur des divers ministères dans la prise et l'exécution des décisions au niveau de la région. Traitant du pouvoir d'exécution (dit pouvoir descendant) des différents ministères, l'auteur relève trois indicateurs. Il s'agit, en l'occurrence, du poste qu'occupe le responsable de la réalisation des projets (directeur ou administrateur régional), de l'existence ou non d'un budget régional et, enfin, du pouvoir du coordonnateur de commander tous les effectifs du ministère dans la région (voir tableau 3). Par ailleurs, Lemieux utilise également trois indicateurs dans son analyse du rôle des différents ministères quant au pouvoir de décision (dit pouvoir ascendant). Ce sont: l'autonomie dont dispose le coordonnateur du ministère, le personnel disponible dans la région et les moyens disponibles pour l'exécution des décisions. On se réfère ni plus ni moins ici aux indicateurs identifiés au pouvoir d'exécution (voir tableau 4).

On retrouve dans la région plus de 12 ministères dont ceux de l'agriculture (MA), des affaires culturelles (MAC), des affaires municipales (MAM), des affaires sociales (MAS), des communications (MC), de l'éducation (ME), de l'industrie et du commerce, secteur industrie (MIC - I), de l'industrie et du commerce, secteur pêches maritimes (MIC - P), des richesses naturelles (MRN), du travail et de la main-d'oeuvre (MTMO), du tourisme, de la chasse et pêche (MTCP), des transports (MT) et des terres et forêts (MTF). Voyons maintenant comment chacun de ces ministères se classe en fonction des indicateurs retenus.

38. Vincent Lemieux, Le pouvoir des coordonnateurs régionaux de la Careq, Québec. Université Laval, juin 1976, 41 pages.
(Laboratoire d'études politiques et administratives).

Tableau 3 : LE POUVOIR D'EXECUTION

	Poste du représentant	Budget régional	Responsable d'effectifs
MA	- directeur régional	non	- autorité sur presque tous les effectifs
MAC	- animateur culturel	non	- autorité sur aucun effectif
MAM	- ni directeur, ni administrateur, simple coordonnateur *	non	- nombre très faible d'effectifs
MAS	- poste à toute fin pratique aboli (seulement un "chargé d'établissement")	non	- autorité sur aucun effectif
MC	- directeur du bureau régional de communication - Québec	non	- autorité sur tout le personnel
ME*	- directeur régional	pas de donnée	- pas de donnée
MIC-I	- ni directeur, ni administrateur, simple coordonnateur	non	- nombre très faible d'effectifs
MIC-P	- directeur général	non	- les effectifs ne sont pas déconcentrés en région
MRN	- ni directeur, ni administrateur, simple coordonnateur	non	- autorité sur aucun effectif
MTMO	- directeur régional	non	- ne commande pas tous les effectifs dans la région
MTCP	- ni directeur, ni administrateur, simple coordonnateur	non	- nombre très faible d'effectifs
MT	- directeur général	oui	- autorité sur tout le personnel
MTF	- administrateur régional	oui	- autorité sur tout le personnel.

* Le MAM est en voie d'avoir son directeur régional.

* Le ME est présentement en période de réforme. Les données correspondent dans ce cas-ci à la période post-réforme.

Ces tableaux nous apprennent que la dépendance institutionnelle de l'Est du Québec existe à un niveau fort élevé; en effet, aucun des douze (12) ministères qui se trouvent dans la région, n'a un statut de rang 1 (voir tableau 4). C'est dire qu'ils dépendent tous jusqu'à un certain point, d'une instance supérieure. Il faut bien reconnaître que l'autonomie des ministères dans l'exécution des décisions n'est pas proportionnelle, ou directement reliée, à l'influence qu'ils peuvent exercer au niveau de la prise de décision. Il peut toutefois se présenter une situation où une région disposant d'un personnel imposant, dotée d'un budget important et dirigée par un directeur général, se serve de ces trois éléments propres au pouvoir d'exécution pour influencer la prise de décision. Cela n'est pas exclu et demeure fort probable.

Ce bref survol de la dépendance institutionnelle de l'Est du Québec nous apprend que le pouvoir de décision réside en bonne partie à Québec. On dirige la région à partir du centre. On délègue des pouvoirs aux coordonnateurs régionaux. C'est dans ce contexte qu'une citation d'Albertini prend toute son ampleur : "On n'administre pas un pays de sa capitale, un plan de développement qui n'est pas régionalisé n'a pas de pied".³⁹ Et il ajoute : "au niveau régional, la délégation de tous les pouvoirs gouvernementaux à un seul fonctionnaire est indispensable pour maintenir la cohérence de l'action gouvernementale et administrative".⁴⁰

39. J. M. Albertini, Les mécanismes du sous-développement, (Paris : Editions Economie et Humanisme, 1967), p. 203.

40. Ibid., p. 204.

Tableau 4 : LE POUVOIR DE DECISION : classification du statut des coordonnateurs selon leur position hiérarchique et l'importance de la direction générale à laquelle ils appartiennent.

Position hiérarchique du coordonnateur	Importance de la direction générale du coordonnateur					
	+	A	B	C	D	-
1						
2		MT MTF	MAS*	MAM	MAC MRN	
3		MA* MC MTMO*	MIC-P	MTCP	ME*	
4				MIC-I		

MAS : Ce ministère est celui qui perd le plus de points dans la hiérarchie à ce moment.

MTMO : Ce ministère est en passe d'améliorer sa position.

ME : Ce ministère est en passe d'améliorer sa position.

MA : Ce ministère est en passe d'améliorer sa position.

Le gouvernement provincial actuel semble avoir compris cela puisqu'il se prépare à mettre fin à l'ère des pèlerinages à Québec. En effet, le gouvernement québécois entend accélérer le processus de régionalisation administrative, tout en décentralisant un certain nombre de pouvoirs vers les communautés régionales et locales.⁴¹ Jacques Léonard, ministre responsable de l'élaboration de ce projet de réforme, veut un changement en profondeur. S'intéressant plus particulièrement à l'Est du Québec, il affirme :

Pour développer l'Est du Québec comme toutes les autres régions, il faut poser des gestes à la fois concrets et radicaux qui incarnent la volonté ferme de décentraliser les pouvoirs actuellement à Québec quelle que soit la taille de l'organisme central. Ce mouvement de décentralisation doit s'accompagner d'une véritable déconcentration administrative. Les représentants régionaux regroupés en conférences administratives doivent avoir l'autorité nécessaire pour engager leur ministère respectif.⁴²

Le gouvernement du Québec en est actuellement à poser les bases de sa politique sur la décentralisation. Le chemin à parcourir, d'après un éditorial de Jean-Claude Leclerc, reste encore long, étant donné "que le cabinet serait encore loin du consensus".⁴³ On ne veut ni brusquer la collectivité avec des changements trop rapides, ni s'aliéner la population des grands centres. Cette hésitation s'explique d'autant plus facilement que nous approchons de la tenue du referendum au Québec et, éventuellement, d'élections sur la scène provinciale. Une récente analyse, publiée par Le Devoir, nous suggère, par ailleurs, que la mise en place des structures qui rendraient possible la

41. Cf. le document intitulé : "Projet de livre blanc sur la décentralisation".

42. Jacques Léonard, "Au-delà des ententes", Développement-Québec, vol. 4, no. 6, 1977, p. 31.

43. Jean-Claude Leclerc, "La périlleuse décentralisation", Le Devoir, 11 avril 1978, p. 4.

réalisation de la réforme se ferait à l'automne 1978.⁴⁴ Ces nouvelles structures "se verraient confier des pouvoirs d'aménagement, des pouvoirs en matière d'éducation et de culture, en matière de santé, et en matière de développement économique et touristique".⁴⁵ A cet égard, quelques changements de dernière heure dans l'Est du Québec nous incitent à croire que la réforme est déjà en voie de réalisation. La Société de Développement Industriel (SDI), par exemple, a maintenant un bureau dans la région. On veut rapprocher les industriels des régions périphériques des grands centres. Un autre exemple nous est fourni par l'importance que l'on vient d'accorder au conseil de comté de Matapédia dans l'aménagement de son territoire.

Le conseil de comté de Matapédia ... est en train d'élaborer un plan d'aménagement et de développement pour le comté municipal de Matapédia ... C'est une expérience ... où le conseil de comté de Matapédia s'impliquerait de façon concrète dans l'aménagement du territoire tel que semble le souhaiter le projet de loi sur l'aménagement du territoire et la décentralisation administrative.⁴⁶

Ces deux cas illustrent assez bien la politique que le gouvernement du Parti Québécois entend poursuivre dorénavant. Toutefois, il faudra attendre quelques années avant de pouvoir évaluer les changements qui seront amenés par la réforme.

Enfin, force est de mentionner que tous les ministères qui ont été déconcentrés ou décentralisés jusqu'à présent, se regroupent au sein de la

-
44. Bernard Descoteaux, "Québec posera à l'automne les premiers jalons d'une politique de décentralisation", Le Devoir, 4 avril 1978, pp. 1, 6.
 45. Bernard Descoteaux, "Léonard entreprend une série de consultations sur la décentralisation", Le Devoir, 22 avril 1978, pp. 1, 6.
 46. "Un plan d'aménagement pour le conseil de comté de Matapédia", Le Progrès-Echo, 29 mars 1978, p. C-12.

Conférence administrative de l'Est du Québec (CAREQ). Cet organisme devrait se voir accorder la responsabilité de diriger un gouvernement régional, en coopération avec le Conseil régional de développement de l'Est du Québec (CRDEQ). Comme on le sait, le CRDEQ est un organisme chargé d'informer la population et de la représenter auprès des différents ministères. Le CRDEQ possède maintenant une structure suffisamment représentative, correspondant aux secteurs d'activité couverts par les divers ministères représentés dans la région (voir tableau 5). Ces deux organismes (CAREQ et CRDEQ) pourraient prendre place à une même table en vue de déterminer d'un commun accord les projets à réaliser sur le territoire. Un passage de Fernand Harvey indique, ici, quels pouvoirs il faudra déléguer à ces deux organismes si l'on veut diminuer la dépendance institutionnelle dans l'Est du Québec :

Aussi longtemps que la population de l'Est du Québec n'aura pas d'institutions régionales ayant une certaine autonomie financière et administrative, de même qu'un pouvoir de contrainte, il y a peu de chances (sic) que la situation évolue de façon positive sur le plan économique et social.⁴⁷

47. Fernand Harvey, "L'Est du Québec : une région à la recherche de son développement", Possibles, vol. 2, no. 2/3, 1978, p. 30.

Tableau 5 :

MINISTERES DECENTRALISES

ORGANISMES DE LA POPULATION

CAREQ	CRDEQ
- ODEQ (relève surtout du Crdeq)	Société d'aménagement intégré des ressources de l'Est du Québec (SAIREQ) (ODEQ ne veut rien savoir)
- Affaires culturelles _____	Conseil régional de la culture (CRCEQ)
- Affaires municipales _____	Conférence municipale de l'Est du Québec (COMEQ)
- Agriculture _____	Union des producteurs agricoles (UPA)
- Communication-Québec _____	Conseil des communications de l'Est du Québec (CCEQ)
- Education _____	Syndicat des travailleurs de l'en- seignement de l'Est du Québec
- Terre et forêt _____	Conseil de la forêt de l'Est du Québec
- Travail _____	Conseil Central du Bas St-Laurent et Conseil du travail du Bas de la Gaspésie.
- MIC _____	Centre des Dirigeants d'Entreprise (CDE)
- Tourisme _____	Conseil régional de l'environnement de l'Est du Québec (CREEQ)
- Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports _____	Conseil des loisirs de l'Est du Québec (CLEQ)
- Ministère des coopératives et institutions financières	Union régionale des caisses populai- res.

Source : Benoît Lévesque, "L'Est du Québec et ses besoins : le développement et l'aménagement régional", notes de cours photocopiées, Université du Québec à Rimouski, automne 1977, p. 13.

D) LA DEPENDANCE CULTURELLE.

Qu'entend-on au juste par dépendance culturelle ? De quels moyens dispose-t-on pour mesurer son intensité dans le cas où elle existerait ? Pour répondre à ces deux questions, il s'agit d'analyser le mode de vie d'une population donnée, dans un territoire précis, pendant une certaine période de temps, de vérifier si des changements sont survenus et d'en tirer les conclusions qui s'imposent.

Clermont Dugas, qui a dépensé beaucoup d'énergie à étudier l'Est du Québec, écrit :

L'isolement passé des populations, leur vie sociale en petites communautés fermées et leur éloignement des grandes villes ont fait naître chez elles des comportements sociaux qui ont été jugés comme attardés au début des années 60. On observait alors dans les endroits les plus isolés des traits culturels différents de ceux des habitants des villes.⁴⁸

A ce moment, la population de la région était considérée comme étant marginale sur le plan culturel. Elle constituait une société fermée, du moins presque imperméable à toutes influences venues des grands centres. La nécessité de cette imperméabilité avait été prêchée par l'Eglise catholique pendant la période 1850-1950, période où prédomina l'idéologie agriculturiste au Québec. Au cours de ces cent années, la ville était perçue et dénoncée par les élites religieuses comme "une occasion de chute et de perdition".⁴⁹ Aussi, tout bon curé devait-il "détourner fortement les filles de sa paroisse d'aller s'engager dans les villes, soit comme domestiques, soit comme couturières".⁵⁰

48. Clermont Dugas, L'Est du Québec à l'heure du développement régional, Rimouski, Cahiers de l'Université du Québec à Rimouski, no. 1, juin 1975, p. 287.

49. Mgr. Jean Langevin, Ordonnances épiscopales, 1er novembre 1867, Diocèse de Rimouski.

50. Ibid.

Quant aux jeunes gens, ils étaient vivement encouragés par le clergé à fréquenter les Ecoles Moyennes d'Agriculture. Celles-ci fondées le plus souvent par l'Eglise en collaboration avec l'Etat, avaient pour but non seulement d'inculquer aux jeunes ruraux "l'estime du vivifiant labeur de la culture du sol", mais aussi de les préserver de "l'entraînement déplorable vers les villes et villages", et de les garder "plus aisément de la poussée irraisonnée vers l'industrie".⁵¹

Mais l'industrialisation de la province, accélérée par les deux grandes guerres mondiales, avait déjà attiré bien des gens vers la ville. C'était un mal qu'il fallait enrayer ou du moins atténuer dans chaque paroisse. Aussi, les curés reçurent-ils de l'épiscopat des recommandations très précises à ce sujet :

L'attrait des salaires qui se donnent dans les usines de munitions semble bien déterminer un exode silencieux vers les villes. Je vous prie de porter votre attention sur ce danger... Tout ce que vous ferez pour obtenir que nos gens restent chez eux et tâchent de trouver dans leur profession leur gagne-pain semble un bienfait pour les villes, déjà surpeuplées, et pour nos gens eux-mêmes. La grande ville est un terrible Minotaure.⁵²

Pendant la période de l'idéologie ruraliste (1850-1950), la ville apparaissait donc aux yeux des autorités religieuses comme un véritable monstre qui dévorait les meilleures énergies physiques et morales des campagnes québécoises. Jusqu'en 1950, les évêques avaient toujours cru en la vocation terrienne. Mais devant l'évidence du phénomène de l'industrialisation, ils

51. Mgr. Joseph-Romuald Léonard, Circulaire, no. 68, 9 août 1926, Diocèse de Rimouski.

52. Mgr. Georges Courchesne, Circulaire, no. 84, 10 novembre 1941.

ont dû se résigner à changer d'attitude, non sans une certaine nostalgie cependant, de la société rurale d'hier. Voici un texte particulièrement révélateur de ce changement d'attitude survenu assez tard :

Si la vie ouvrière des villes, dans les conditions où elle s'est développée dans le passé, s'est montrée moins saine et moins protectrice des valeurs humaines que la vie rurale, il ne faudrait pas croire qu'elle est nécessairement meurtrière des âmes. La ville et le travail industriel ne sont pas en dehors du plan de Dieu et ne conduisent pas fatalement au matérialisme et à la déchristianisation des âmes.⁵³

Progressivement, la société fermée que constituait la région de l'Est, s'est transformée en une société de plus en plus ouverte. Elle a été sujette à de nombreuses pressions extérieures et elle a dû s'ajuster au rythme de la province. De sorte que,

La société rurale de 1973 dans l'Est du Québec présente un heureux amalgame de conservatisme et de modernisme. Les gens s'habillent et se divertissent suivant le mode des grandes villes. Ils connaissent la même littérature, le même cinéma, les mêmes organismes sportifs et ils mangent les mêmes aliments. Un déplacement de trente à cinquante milles pour fin de loisir ou de travail ou pour magasinage fait partie du quotidien. Un gaspésien peut effectuer dix visites à Montréal au cours d'une année uniquement par désœuvrement.⁵⁴

L'Est du Québec s'est graduellement adapté au mode de vie de la province. Les mass media ont joué un rôle considérable dans ce passage puisqu'ils ont participé au plus haut point à l'acculturation de la région.⁵⁵ A cet effet,

53. Lettre pastorale collective des archevêques et évêques de la province de Québec sur le problème ouvrier, 14 février 1950, no. 37.

54. Clermont Dugas, L'Est du Québec à l'heure du développement régional, op. cit., p. 288.

55. Infra, chapitre II, section A.2-3, pp. 79-86.

Merkel constate : "Les mass média sont probablement le moyen de communication le plus usuel entre le centre, ou plusieurs centres, et les populations de la périphérie".⁵⁶ Les mass media sont responsables de l'uniformisation des genres de vie et de l'atténuation des différences entre le ou les centre(s) et la ou les périphérie(s). Parler de "pôle de cristallisation de la personnalité régionale" (57) dans le cas de l'Est du Québec, est de plus en plus improbable, étant donné qu'on se dirige vers une acculturation totale de la région.⁵⁸

Ainsi, d'une société marginale et auto-suffisante sur le plan culturel, l'Est du Québec est devenu de plus en plus dépendant de l'extérieur. C'est ce qui faisait dire à Jean-Claude Lebel dans une de ses analyses se rapportant au plan de développement du BAEQ : "... la population régionale est fortement influencée (acculturée) par la société urbaine industrielle et nord-américaine dont elle fait partie. Elle en partage de plus en plus les normes et les valeurs culturelles".⁵⁹

56. Peter H. Merkl, Modern Comparative Politics, (New York : Holt, Rinehart and Winston, Inc., 1970), p. 255, (traduction libre).

57. Expression empruntée à Jean Gottmann.

58. Bernard Boucher, directeur général du Conseil de la Culture de l'Est du Québec, croit toujours à l'existence de ces pôles. Voir à cet effet : "De la décentralisation à la régionalisation : un effort de réappropriation", Possibles, vol. 2, no. 2/3, 1978, pp. 61-64.

59. Jean-Claude Lebel, "Le plan du BAEQ est un plan de rattrapage". Revue du socialisme international et québécois, avril-juin 1967, no. 12-13, p. 80.

E) LA DEPENDANCE PSYCHOLOGIQUE.

La cinquième dimension du phénomène 'dépendance' se rapporte à l'aspect psychologique. Comment peut-on mesurer l'intensité de cette forme de dépendance ? Il s'agit ici de se pencher, comme nous l'avons fait dans le cas de la dépendance culturelle, sur le mode de vie des gens de la région.

Les quatre types de dépendance, dont nous venons à peine de compléter l'analyse, ont eu une influence de premier ordre sur la dimension psychologique du phénomène de dépendance dans l'Est du Québec. Lorsqu'une population est dépendante sur les plans économique, politique, institutionnel et culturel, que peut-on espérer d'autre sur le plan psychologique ?

Albertini affirme que "les rapports économiques inégaux suscitent un complexe d'infériorité culturelle" (60); tandis que Memmi précise : "... la domination économique et politique crée une subordination culturelle et la subordination culturelle vient entretenir la subordination économique et politique".⁶¹ Les mêmes raisonnements s'appliquent à la dépendance psychologique, en ce sens que le contrôle des pouvoirs économique, politique et institutionnel échappe à la région; ce qui amène cette dernière à s'en remettre au centre.

Roland Bellavance, directeur général du plus sérieux hebdomadaire* dans l'Est du Québec, soit le Progrès-Echo, fait remarquer aux gens de la région :

60. J. M. Albertini, op. cit., p. 146.

61. Albert Memmi, Portrait du colonisé, (Montréal : Editions de l'Étincelle, 1972), p. 141.

* Le tirage du Progrès-Echo s'élevait en juillet 1976 à 10,800 exemplaires.

"Pendant des générations, nous avons inconsidérément cultivé des complexes d'infériorité face au monde anglo-saxon qui nous entoure et que nous avons, à tort, toujours cru plus habile que nous à faire fonctionner des entreprises."⁶²

Il est vrai, en effet, que, de tous temps, à l'exception d'un changement majeur survenu au cours des quinze dernières années, les gens de l'Est du Québec s'en sont remis au pouvoir religieux. C'était l'ère de la résignation. Revoyons donc un peu l'histoire de la région. En 1879, Mgr. Jean Langevin, premier évêque de Rimouski, écrivait à ses fidèles :

C'est la Sainte Eglise seule qui peut dire avec autorité à la multitude que "toute puissance vient de Dieu; c'est pourquoi ceux qui résistent à la puissance, résistent à l'ordre de Dieu, et attirent sur eux-mêmes la condamnation; qu'il faut être soumis, non seulement par crainte de la colère, mais encore par conscience..." C'est aussi par un effet de la sagesse divine que, sur la terre, il y a partout des distinctions de rang et de classe, comme il y a une hiérarchie parmi les chœurs des Anges.

L'Eglise ne cesse non plus de répéter à tous que les hommes sont inégaux par les facultés du corps et de l'esprit, et par conséquent que cette inégalité doit pareillement exister dans la possession des biens... Pour les pauvres cependant, mère la plus tendre, elle professe le plus grand respect, la plus douce compassion, comme envers les membres souffrants du Sauveur; elle multiplie les asiles destinés à leur soulagement; elle excite la charité des riches en leur faveur, et les exhorte eux-mêmes à la patience et à la résignation.⁶³

En 1903, Mgr. Bruchési, en complète harmonie avec l'idéologie de l'époque, affirmait :

Prétendre bannir de la terre cette inégalité ou s'insurger contre elle serait une chimère... Ce que Dieu a décrété, ce que le Christ a maintenu, les hommes n'y changeront pas un iota. Les créatures, jusqu'à la fin des temps, seront donc partagées en deux grandes classes, la classe

62. Roland Bellavance, "Développement économique et dignité humaine", Le Progrès-Echo, 3 mai 1978, p. A-6.

63. Mgr. Jean Langevin, Lettre pastorale, 16 février 1879.

des riches et la classe des pauvres... Fils soumis de l'Évangile, acceptez généreusement le sort que vous a départi la Providence. Pensez au ciel : ce sera l'heure des éternelles rétributions... Afin de remédier à ces maux et de les prévenir, encore une fois, nous conseillons aux ouvriers de subir leur condition patiemment, les yeux tournés vers le ciel, leur patrie...64

Cette résignation patiente dans l'attente "des éternelles rétributions" a eu principalement cours jusqu'au début des années 1940, alors que peu à peu, l'Église a pris une place prépondérante dans le règlement des conflits sociaux. C'est dans cette veine que le mot d'ordre lancé par Mgr. Courchesne prenait tout son sens : "Mêlez-vous de vos affaires, mais mêlez-vous en !" L'Église constituera à partir de ce moment un fort appui dans la lutte des gens de la région pour la reconquête de leur dignité. L'époque de la résignation était terminée. Une ombre au tableau : le pouvoir économique et le pouvoir politique leur échappaient. La population réalisait la précarité de sa situation. Elle dépendait des argents de l'État pour assurer son développement. Le centre adoptait une attitude paternaliste à l'égard de la périphérie, qu'il se devait d'aider pour qu'elle survive. C'est pourquoi la population se réjouissait du moindre petit octroi.

L'Est du Québec se ressent toujours de cette dépendance et comme le dit Fortin : "L'État reste encore une force extérieure aux citoyens, un pouvoir qu'il faut prier, amadouer ou interpeler pour obtenir ses faveurs d'en-haut".

65 On se retrouve en quelque sorte devant le phénomène du nourrisson (la périphérie dans ce cas-ci) associant la nourriture (subventions) avec la mère (l'État) qui la lui dispense. Cet état de dépendance, s'il perdure, risque

64. Texte cité par P. E. Trudeau dans La grève de l'amiante, (Montréal : Éditions du Jour, 1970), p. 63.

65. Gérard Fortin, cité dans Jacques Grand'Maison, Le privé et le public, (Ottawa : Leméac, 1975), p. 182.

de devenir dangereux puisque le sevrage sera plus difficile. A ce niveau, la dépendance peut être perçue comme un bienfait, étant donné que les gens n'ont pas besoin de faire beaucoup d'efforts. Plusieurs politiciens s'insurgent contre une situation semblable; ils veulent que la population prenne les choses en main et qu'elle cesse de dépendre du gouvernement central. C'est dans cette optique que Pierre de Bané exprime l'opinion suivante : "Le gouvernement n'est pas un Père Noël. Le gouvernement, c'est vous. Si vous voulez obtenir quelque chose, vous devez vous unir".⁶⁶ Pierre de Bané s'oppose catégoriquement à ce que la région se laisse posséder par la dépendance psychologique. Il faut faire quelque chose pour l'amenuiser; malheureusement, toutefois, les gens de la région se sont à peu près toujours résignés. "La population, à l'époque, a toujours prôné le Sauveur, le Messie. "Il va venir nous arranger ça, lui". C'est comme ça que le monde s'est tout le temps fait fourré (sic)"⁶⁷

Certains analystes avancent que la dépendance psychologique est tout simplement voulue par le pouvoir central et que c'est de cette façon que l'on doit expliquer les sommes d'argent versées aux régions pauvres. Cette "générosité" donne bonne conscience aux régions riches. "Comme le bonbon distribué au chien assure la continuité du comportement; ainsi, les argents distribués à la volonté des politiciens, (qui est imprévisible), permettent de

66. Pierre de Bané, cité dans Pierre Richard, "Pierre de Bané : catalyseur entre deux leaderships qui s'affrontent", Le Devoir, 14 août 1971, p. 6.

67. Pierre Dufort, "Les opérations dignité : deuxième génération". Possibles, vol. 2, no. 2/3, 1978, p. 114.

perpétuer un lien de dépendance de la minorité sur la majorité*⁶⁸.

Nous sommes conscient que la dépendance psychologique existe à un niveau assez élevé dans l'Est du Québec; toutefois, nous réalisons que celle-ci tend à diminuer. La population constate qu'il y a des ressources dans la région et elle veut à tout prix les exploiter.⁶⁹ La dépendance psychologique de la région pourra être annihilée, lorsque sa population cessera de dépendre des autres pour assurer son développement. Roland Bellavance partage cette opinion :

C'est dans l'action et en prenant des risques calculés que nous allons trouver notre voie comme plusieurs de nos industriels l'ont déjà fait. A ce moment-là, nous nous sentirons égaux à ceux que nous nous sommes contentés d'admirer autrefois.⁷⁰

Cette invitation à l'affirmation de soi, en espérant qu'elle se concrétise, aura pour effet de réduire la dépendance psychologique. "... un peuple qui veut se libérer doit se reprendre en mains".⁷¹ Les valeurs-refuges, qui ont si longtemps protégé la région des influences externes, ont constitué un frein à son développement. Heureusement, un changement positif à ce niveau est en train de s'effectuer; la population s'élève de plus en plus contre son traditionnel repli sur soi. "Il est impératif de faire claquer nos complexes

* L'auteur emploie dans ce cas le terme "minorité" au lieu de "classe dominée" et le terme "majorité" au lieu de "classe dominante".

68. Lorio Roy, "La dimension humaine dans le développement", dans La problématique du développement en milieu rural, op. cit., p. 171.

69. Infra, chapitre IV, pp. 124-127.

70. Roland Bellavance, op. cit., p. A-6.

71. Albert Memmi, op. cit. p. 143.

et de nous persuader de notre habileté à réussir".⁷² Des initiatives récentes se veulent le reflet d'une nette amélioration de la situation à ce chapitre. Au nombre de ces initiatives, on compte celles de la coopérative agricole du Bas St-Laurent, de la cartonnerie de Cabano, du projet Jal au Témiscouata, de la corporation de développement industriel de Rimouski, etc. La population de l'Est du Québec, après tant d'années d'attente, et surtout de déception, a décidé de prendre en charge son devenir. Ainsi, seul le temps est garant de la disparition totale de la dépendance psychologique et de la "libération" de la région.

Les considérations qui précèdent indiquent que nous sommes en présence d'un état de dépendance chronique dans l'Est du Québec. La région ne maîtrise pas son développement économique puisqu'elle ne possède pas et ne contrôle pas les institutions nécessaires pour intervenir efficacement à ce niveau. La dépendance économique doit être tenue responsable de la dépendance politique et institutionnelle. Le fait que le pouvoir économique est localisé à l'extérieur de la région a, en quelque sorte, déterminé l'endroit où le pouvoir politique pourrait intervenir. Tout se ferait donc au centre.

L'Est du Québec, confronté à l'éloignement du pouvoir économique et du pouvoir politique, s'enlisait inévitablement dans un état de dépendance avancée. L'absence des pouvoirs économique et politique et le taux faible de décentralisation ont conduit la population à une certaine dépendance psychologique. Si, autrefois, tout dépendait du bon vouloir de Dieu-le-Père, aujourd'hui, tout dépend de la générosité des pouvoirs centraux (Ottawa et Québec).

72. Roland Bellavance, op. cit., p. A-6.

La situation de dépendance de l'Est du Québec est bien évidente. Mais qu'en est-il de la situation du centre face à la périphérie ? Est-ce que le phénomène de la dépendance vaut seulement dans un sens ? Nombreux sont les auteurs qui soutiennent que le centre, tout comme la périphérie, est sujet à la dépendance. Albertini, par exemple, dit :

Les pays producteurs de matières premières peuvent en effet développer une stratégie offensive basée sur la considération suivante : les économies sophistiquées des pays développés sont extrêmement fragiles; en cas d'affrontement commercial, elles n'ont pas de capacité de réponse immédiate à une brusque rupture d'approvisionnements dans un domaine vital. Les pays sous-développés, au contraire, dont la population vit largement en autarcie, ont une capacité de résistance bien plus longue en cas de rupture de leurs approvisionnements.⁷³

La même logique s'applique au cas qui nous intéresse. Se penchant plus particulièrement sur le centre que représente Vancouver en fonction de sa périphérie, E. R. Black constate : "... alors qu'aujourd'hui, elle constitue une communauté urbaine sophistiquée, elle dépend toujours des ressources premières de l'intérieur de la Colombie-Britannique et des établissements côtiers".⁷⁴ Force est de noter ici que le centre, quel qu'il soit, doit être tributaire de sa périphérie puisque celle-ci constitue son marché, tout en étant son réservoir de ressources humaines et matérielles. C'est dans cette optique que l'on doit aussi considérer le phénomène de la dépendance dans l'Est du Québec. On tend à oublier cette deuxième réalité.

Le problème majeur auquel la population fait face réside dans son syndrome de dépendance. La population doit s'en défaire à tout prix. Si elle

73. J. M. Albertini, op. cit. pp. 118-119.

74. Edwin R. Black, "British Columbia : the Politics of Exploitation", in Social and Cultural Change in Canada, (Vancouver : The Copp Clark Publishing Company, 1970), p. 114, (traduction libre); voir aussi la note 19 dans le premier chapitre.

veut éliminer au maximum sa dépendance face au centre, la population de l'Est du Québec devra utiliser ses ressources politiques. Il n'est pas inutile de rappeler ici les principes du judo. A ce sport, la grosseur du rival ne décide pas de l'issue du combat puisqu'une personne de forte taille peut perdre aux mains d'un adversaire de petite taille. Il faut dorénavant aborder le problème sous cet angle. Enfin, si on admet que l'Est du Québec dépend du centre, il faut constater que cette vérité vaut également dans le sens inverse. Nous faisons, par conséquent, face à une situation d'interdépendance, même si cette situation n'est pas, dans les faits, perçue de cette façon. D'où il serait plus juste de parler à l'avenir de la marginalité de la région plutôt que de sa dépendance.⁷⁵

Terminant ici notre analyse du phénomène de dépendance de l'Est du Québec, il sera maintenant intéressant de vérifier dans le prochain chapitre l'affirmation de Theotonio Dos Santos : "La dépendance est une 'situation conditionnante' qui transparaît dans l'étude du développement et du sous-développement de divers pays et de diverses régions".⁷⁶

75. Clermont Dugas s'intéresse particulièrement à la question de la marginalité de l'Est du Québec. Clermont Dugas, L'Est du Québec à l'heure du développement régional, Rimouski, Cahiers de l'Université du Québec à Rimouski, no. 1, 1974, pp. 285-298; et "Quelques aspects du développement régional dans l'Est du Québec", La Gazette du Travail, décembre 1973, pp. 740-741.

76. Cf. Supra, note 22 du chapitre premier.

CHAPITRE TROISIEME : LE CONCEPT DE SOUS-DEVELOPPEMENT APPLIQUE

A L'EST DU QUEBEC.

"Le sous-développement est un problème politique; il ne peut être résolu qu'au prix de profondes transformations dans les structures économiques, sociales et mentales".¹

Lorsque l'on s'intéresse aux sociétés industrielles avancées, on se réfère habituellement aux sociétés d'opulence.² On imagine difficilement que ces sociétés puissent contenir des poches de sous-développement, étant donné que nous sommes habitués à nous représenter le monde selon les axes Nord-Sud et Est-Ouest. D'une part, le Nord est synonyme de modernisme et de richesse et le Sud représente le traditionalisme et la pauvreté. D'autre part, l'Ouest symbolise le monde capitaliste et l'Est, le monde communiste.

Se peut-il qu'il y ait sous-développement dans l'Est du Québec ? Sous-développement par rapport à quoi, faut-il se demander ? A ce qui pourrait exister ? A ce qui est nécessaire ? Ou encore, sous-développement par rapport aux pays du Tiers-Monde ? Dans le cas qui nous préoccupe, nous allons nous intéresser avant tout, à la position qu'occupe l'Est du Québec par rapport au Canada et au Québec.

L'analyse que nous entreprenons ici s'effectuera en deux temps. Dans un premier temps, nous utiliserons l'approche critériologique (statistique)

-
1. J. M. Albertini, Les mécanismes du sous-développement, (Paris : Editions Economie et Humanisme, 1967), p. 18.
 2. Cf. Le Canada au seuil du siècle de l'abondance, (Montréal : Editions Hurtubise HMH Ltée, 1969); J. K. Galbraith, L'ère de l'opulence, (Paris : Calmann-Levy, 1961), 335 pages.

pour évaluer le degré de sous-développement dans l'Est du Québec. Dans un deuxième temps, nous nous servirons de l'approche structurale puisqu'elle nous renseigne avantageusement sur les causes du sous-développement, donc sur sa nature.³

A) L'APPROCHE CRITERIOLOGIQUE.

L'approche critériologique constitue un reflet assez fidèle de la réalité puisqu'elle nous procure de nombreuses données statistiques*. C'est pourquoi nous nous pencherons dans cette section sur les aspects démographiques, sociaux et économiques qui caractérisent la région. L'analyse approfondie de chacun de ces secteurs devrait indiquer le niveau de développement ou de sous-développement prévalant dans la région.

A.1. Les aspects démographiques.

Plusieurs auteurs perçoivent dans des taux de natalité et de mortalité élevés, de même que dans de forts taux de population rurale* des signes de sous-développement. Sans plus tarder, voyons comment se présente la situation dans l'Est du Québec.

A.1-1. Les taux de natalité et de mortalité.

Lorsque comparée à la moyenne mondiale, la région de l'Est du Québec est caractérisée par des taux de natalité et de mortalité qui se comparent à ceux des pays les plus développés. De plus, les taux enregistrés dans la région correspondent grosso modo à ceux de l'ensemble de la province (voir tableau 6).

* Nous sommes conscient que cette approche nous renseigne médiocrement sur les causes du sous-développement.

* Cette population rurale est le plus souvent de faible densité.

3. J.M. Albertini s'intéresse particulièrement au phénomène du sous-développement. Nous lui sommes en partie redevable des deux approches utilisées dans ce chapitre.

Tableau 6. NATALITE, MORTALITE ET ACCROISSEMENT NATUREL EN
TAUX POUR 1,000 HABITANTS (1965-1970)

	Natalité	Mortalité	Accroissement naturel
URSS	17.9	7.7	10.2
Europe	18.0	10.2	7.8
Amérique du Nord	19.3	9.4	9.9
Asie de l'Est	31.5	14.0	17.5
Océanie	24.5	10.0	14.5
Asie du Sud	44.3	16.8	27.5
Amérique latine	38.5	10.1	28.4
Afrique	46.7	21.2	25.5
Québec (1966, 1971)*	19.0, 15.2	6.7, 6.8	12.3, 8.3
Est du Québec (1966, 1971)*	19.3, 15.6	6.3, 6.9	13.0, 8.7

Source : United Nations, A Concise Summary of the World Population Situation in 1970, (New York, 1971), Population Studies, no. 48.

* Ces informations proviennent de l'OPDQ, Caractéristiques sectorielles interrégionales, Cahier 1, pages 39, 40 et 41, (Québec, 1976).

A.1-2 Les taux de population rurale et urbaine.

Quant à la répartition de la population rurale et urbaine, nous pouvons avancer que l'Est du Québec est la région qui s'est la plus urbanisée entre 1961 et 1971 (voir tableau 7) et qu'elle demeure toujours la plus rurale du Québec (voir tableau 8). En fait, plus de 46% de la population vit dans des municipalités de moins de 2,000. "Cette dominance rurale est encore plus visible (sinon réelle) si l'on considère que les villes de 5,000 et plus ne regroupent que 23% de la population."⁴

A.1-3 La migration et le sous-peuplement.

Notons aussi que l'Est du Québec est une région à faible densité de population. "La densité absolue n'est que de 18 habitants au mille carré mais la densité relative à la zone défrichée atteint environ 42 habitants au mille carré comparativement à 241 pour l'ensemble de la province."⁵ Nous sommes conscient de l'importance particulière de ce facteur, puisque le sous-peuplement d'une région, souvent fois, explique son sous-développement.⁶ Il faut mentionner ici que le sous-peuplement de la région va en augmentant, étant donné que les gens quittent l'Est du Québec à un rythme effarant. L'Est du Québec se distingue par un bilan migratoire des plus négatifs entre 1961 et 1971 (voir tableau 9). Cette tendance s'est maintenue au cours des dernières années; en effet, plus de 24,000 personnes ont quitté la région entre 1971 et 1976.⁷

4. Benoît Levesque, op. cit., p.7.

5. Ibid., p. 7.

6. D'après l'économiste britannique E.F. Schumacher, ceci est de plus en plus remis en cause. Voir à cet effet: E.F. Schumacher, Small is Beautiful (Une société à la mesure de l'homme), (Paris: Contretemps/Le Seuil, 1978), 320 pages; E.F. Schumacher, E. Cornish, "Think Small", The Futurist, vol. 8, no. 6, December 1974, pp. 276-280.

7. "Les gens quittent", La Voix Gaspésienne, 15 décembre 1976.

Tableau 7: REPARTITION PROCENTUELLE DE LA POPULATION
RURALE ET URBAIN.

	Population urbaine		Population rurale		Total
		%		%	%
Est du Québec	1961	32.6		67.4	100
	1971	46.8		53.2	100
Québec	1961	63.2		36.8	100
	1971	74.1		25.9	100
Côte-Nord	1961	55.8		44.2	100
	1971	65.5		34.5	100
Abitibi-Témiscamingue*	1961	49.5		50.5	100
	1971	58.6		41.4	100
Outaouais	1961	62.5		37.5	100
	1971	68.9		31.1	100
Mauricie-Bois-Francs	1961	63.8		36.2	100
	1971	69.6		30.4	100
Saguenay-Lac Saint-Jean	1961	68.7		31.3	100
	1971	72.1		27.9	100
Montréal	1961	88.3		11.7	100
	1971	91.0		9.0	100
Estrie	1961	62.2		37.8	100
	1971	64.5		35.5	100
Le Québec	1961	74.3		25.7	100
	1971	80.6		19.4	100

Source: Caractéristiques sectorielles interrégionales,
op. cit., pp. 21, 23.

* La région de l'Abitibi et du Témiscamingue comprend ici les territoires d'Abitibi et de Mistassini, alors que la région de la Côte-Nord comprend le reste du Nouveau-Québec.

Tableau 8: REPARTITION DE LA POPULATION RURALE ET URBAINE
SELON LES CRITERES DE STATISTIQUE CANADA 1971

Régions	Population totale	Population urbaine (%)	Population rurale (%)
Est du Québec	325,806	46.8	53.2
Saguenay-Lac Saint-Jean	265,642	72.1	27.9
Québec	848,581	74.1	25.9
Mauricie et les Bois-Francs	403,651	69.6	30.4
Estrie	243,637	64.5	35.5
Montréal	3,414,655	91.0	9.0
Sud	840,749	78.3	21.7
Centre	2,187,153	99.9	0.1
Nord	386,620	68.8	31.2
Outaouais	247,620	68.9	31.1
Abitibi-Témiscamingue*	166,900	58.6	41.4
Côte-Nord	11,272	65.5	34.5
Le Québec	6,027,764	80.6	19.4

Source: Caractéristiques sectorielles interrégionales, Cahier 1, op. cit., p. 23.

* La région de l'Abitibi et du Témiscamingue comprend ici les territoires d'Abitibi et de Mistassini, alors que la région de la Côte-Nord comprend le reste du Nouveau-Québec.

Tableau 9: BILAN MIGRATOIRE 1961-1971

Régions	Bilan migratoire
Est du Québec	- 73,829
Saguenay-Lac-Saint Jean	- 42,390
Québec	- 9,289
Mauricie et les Bois-Francs	- 37,275
Estrie	- 20,249
Montréal	+ 207,671
Sud	+ 104,130
Centre	+ 55,729
Nord	+ 47,812
Outaouais	- 169
Abitibi-Témiscamingue*	- 36,201
Côte-Nord	+ 1,049
Le Québec	- 10,682

Source: Caractéristiques sectorielles interrégionales,
Cahier 1, op. cit., p. 44.

* La région de l'Abitibi-Témiscamingue comprend ici les territoires d'Abitibi et de Mistassini, alors que la région de la Côte-Nord comprend le reste du Nouveau-Québec.

Le total des départs s'élève à environ 98,000 personnes pour les quinze dernières années. Ce taux élevé de la migration s'expliquerait selon une étude menée par Richard Beaudry, par les seules conditions économiques prévalant dans la région.

L'auteur évalue la situation ainsi:

En effet, l'hypothèse que nous avons soumise...à savoir que les migrations peuvent être expliquées par les seules conditions économiques prévalant dans les régions...s'est révélée satisfaisante et tout à fait justifiable dans le cadre d'une étude sur les facteurs déterminants de la mobilité interne au Québec.

Il est évident que des facteurs tels que la distance, les coûts de déménagement, les préjudices raciaux, les caractéristiques psychologiques, sociologiques ou institutionnelles de la population, le climat, etc., sont également reliés, positivement ou négativement, à la migration, mais leur part explicative apparaît..tellement minime qu'elle est négligeable...

Une solution devra bientôt être trouvée si l'on veut empêcher la saignée de la région. Comme nous venons de le voir, il faudra améliorer les conditions économiques pour que les gens demeurent dans le territoire-pilote. Passons maintenant aux aspects sociaux de l'approche critériologique.

A.2. Les aspects sociaux.

Les aspects sociaux de l'approche critériologique regroupent principalement les secteurs de la santé, de la scolarisation et des communications.

A.2-1 Le secteur de la santé.

Le Tiers-Monde est, d'une manière générale, caractérisé par une hygiène rudimentaire et un mauvais état sanitaire. Plusieurs indicateurs, dont le taux de mortalité infantile et le nombre d'habitants par médecin, peuvent servir à expliquer cet état de chose. Notons toutefois que l'hygiène rudimentaire et le mauvais état sanitaire ne sont pas les causes du sous-développement; ils en sont néanmoins des effets. Il s'agit maintenant de savoir où l'Est du Québec se situe en fonction de ce que nous venons à peine de présenter.

8. Richard Beaudry, "Les déterminants des migrations au Québec", L'Actualité Économique, vol. 49, janvier-mars 1973, p. 125.

Le tableau qui suit indique qu'en 1971, on avait 8.8 lits d'hôpitaux par 1,000 habitants dans la région comparativement à 9.3 pour la moyenne provinciale. Cet équilibre disparaît lorsque l'on compare le nombre de médecins dans l'Est du Québec par 100,000 habitants à la moyenne de la province. En fait, l'Est du Québec en a 66 contre 114 pour la province. Ce déséquilibre est révélateur d'une situation réservée à des défavorisés.

D'autres données nous informent qu'en 1971, l'Est du Québec comptait le plus grand nombre d'invalides au Québec soit 11% des aveugles, 11% des invalides et 13% des inadaptés pour plus de douze mois.⁹

La situation que nous venons d'exposer, même si elle n'a rien de comparable avec les pays du Tiers-Monde, est la pire en ce qui a trait à la province de Québec.

A.2-2. Le secteur de la scolarisation.

Michel Caron, professeur au module d'administration à l'UQAR, croit que "L'homme non-instruit est comme un aveugle. Il ne sait pas où il est et il ne sait quelle direction et quels moyens prendre pour se rendre au but qu'il désire atteindre".¹⁰

Le faible taux de scolarisation constitue selon un bon nombre d'auteurs, un indice de sous-développement.

9. "Brossant un tableau de notre situation, Me Pierre de Bané affirme: La politique, c'est un rapport de forces qui s'organisent", La Voix Gaspésienne, 18 août 1971.

10. Michel Caron, "De Bané devrait plutôt prêcher le retour à l'école", Le Devoir, 21 août 1971; et "Malaises face à Dignité I et II", Le Progrès-Echo, 25 août 1971, p. A-5.

Tableau 10: NOMBRE DE LITS PAR 1,000 HABITANTS ET NOMBRE DE MEDECINS PAR 100,000 HABITANTS, REGIONS ADMINISTRATIVES, QUEBEC, 1971

Régions *	Lits par 1,000 habitants	Médecins par 100,000 habitants		
		Ensemble des médecins	Généralistes	Spécialistes
Trois-Rivières	6.9	81	40	41
Outaouais	6.9	56	35	21
Nord-Ouest	7.1	48	31	17
Côte-Nord	7.3	50	40	10
Bas-Saint-Laurent	8.8	66	40	26
Montréal (Montréal- Laurentides-Rive-Sud)	8.9	133	52	81
Saguenay-Lac Saint-Jean	9.6	73	34	39
Cantons-de-l'Est	9.8	129	44	85
Nouveau-Québec	10.6	27	18	9
Québec	13.0	116	51	65
TOTAL province	9.3	114	48	66

Source: Hung Nguyen, "Aspect régional de la consommation et de la production des services de santé au Québec", L'Actualité Economique, vol, 50, no. 2, avril 1974, p. 128.

* Classifiées selon l'ordre croissant du nombre de lits par 1,000 habitants.

Par ailleurs, il ne faudrait pas aller jusqu'à affirmer qu'instruire signifie nécessairement développer e.g. le cas des Canadiens français vivant au Québec*. La seule vérité connue réside dans le fait que les pays dits développés se caractérisent par un très haut niveau de scolarisation. Qu'en est-il dans l'Est du Québec? Pour l'année 1973-74, "La région a 5.6% des élèves de la province inscrits à la maternelle, 6.17% à l'élémentaire, 6.6% au secondaire et 6.5% au collégial. Elle a aussi 6.3% de tous les élèves du Québec".¹¹ Rappelons-nous que la région compte 5.4% de la population de la province. Toujours selon les données de l'OPDQ, l'évolution du taux de scolarité, sauf pour l'âge de 15 ans, est parmi les plus élevés de la province. Ce mouvement corrige quelque peu le faible niveau de scolarité qui caractérisait l'Est du Québec.¹²

Tableau 11: NIVEAU SCOLAIRE ATTEINT DANS LE BAS-SAINT-LAURENT ET LA GASPESIE

	1961	1971
Primaire	86%	62%
Secondaire	12%	27%
Collégial et universitaire	2%	11%

Source: CRD. On est un tiers de million, Document de travail, janvier 1976, p. 7.

* Le cas offert par les Canadiens français du Québec révèle que ceux-ci ont atteint un niveau de scolarisation proche de la moyenne nationale, mais qu'ils occupent toujours les derniers échelons de l'échelle salariale dans le pays et, qui plus est, dans leur propre province.

11. Le profil de l'Est du Québec, op. cit., p. 157.

12. Ibid., p. 162.

Par ailleurs, le fait d'avoir scolarisé l'Est du Québec ne semble pas avoir eu les effets escomptés et souhaités par Caron. Il faut reconnaître, comme le dit Jean Forest de l'Université de Sherbrooke, que:

Ce n'est pas avec les sciences sociales que l'on industrialisera une région défavorisée, mais avec des ressources financières énormes. Je ne dis naturellement pas qu'il est bon de maintenir les Gaspésiens dans l'ignorance, je dis que la scolarisation n'attirera pas les investissements en Gaspésie, la géographie et l'économie s'y opposant dans les conditions actuelles.¹³

Enfin, il faut bien convenir que le faible taux de scolarisation trahit une situation de sous-développement dans la région. La hausse récente du taux de fréquentation scolaire constitue, peut-être, un signe avant-coureur d'un changement positif.

A.2-3. Le secteur des communications.

Les pays sous-développés disposent habituellement de très peu de moyens d'information. Il y a quelques années, l'UNESCO établissait le minimum requis à seulement 10 exemplaires de quotidien, 5 postes de radio, 2 places de cinéma et à 2 récepteurs de télévision par 100 habitants. Précisons de plus que ces normes n'étaient même pas atteintes dans de nombreux pays.¹⁴

La situation de l'Est du Québec ne se compare en rien à celle de ces pays. En 1965, par exemple, le tirage des hebdomadaires de la région atteignait les 36,731 exemplaires alors qu'en 1976, il grimpait à 74,404 exemplaires.

13. Jean Forest, "La politique 'libérale' ne peut sauver la Gaspésie", Le Devoir, 25 août 1971.

14. P.F. Gonidec, Les systèmes politiques africains, (Paris: Librairie Générale de droit et de jurisprudence, 1971), pp. 344-345.

Si l'on considère que l'Est du Québec comptait 69,880 ménages en 1971, cela signifie que certains foyers recevaient plus d'un hebdomadaire.¹⁵ Par ailleurs, l'Est du Québec est, après le Nouveau-Québec, la région où il y a le moins d'appareils téléphoniques par 100 habitants (voir tableau 12). L'Est du Québec est aussi l'endroit où l'on est le moins bien servi par la câblodistribution. En 1974, les réseaux existants n'étaient accessibles qu'à 5% des ménages de la région, c'est-à-dire 0.36% du nombre total des abonnés de la province.¹⁶ Il semble cependant que la situation se redresse puisque, d'après une enquête en cours,¹⁷ on dénombre maintenant 20,324 abonnés dans l'Est du Québec.

Une enquête récente traitant spécifiquement de l'impact des mass media de l'Est du Québec révèle que ceux-ci ont positivement influencé son développement. En effet, la totalité des répondants (pour la plupart des patrons) affirment que les communications contribuent à un degré plus ou moins élevé au développement de la région. Treize patrons sur vingt affirment que les communications participent au développement en favorisant l'émergence d'une conscience régionale. Quatre patrons sur vingt croient que les mass media concourent au développement en défendant les "intérêts de groupes" qui y sont impliqués.

15. Benoît Lévesque, Jean Larrivée, et Claude Morin, Les entreprises de mass media de l'Est du Québec et leur personnel (enquête auprès de patrons), UQAR - GRIDEQ, 1978, pp. 38-39.

16. Le profil de l'Est du Québec, op. cit., p. 204.

17. Robert Carrier, Hugues Dionne, Benoît Lévesque, La câblodistribution dans une région périphérique, Rimouski, Cahiers du Grideq, no. 4, 1978 (à paraître).

Tableau 12: LA TELEPHONIE AU QUEBEC EN 1973

Régions administratives	Nombre total d'appareils téléphoniques	Pourcentage du total québécois	Taux de pénétration des services téléphoniques par 100 habitants
Bas-Saint-Laurent	79,907	2.6	34.6
Saguenay-Lac-Saint-Jean	109,529	3.6	39.0
Québec	438,891	14.4	45.6
Trois-Rivières	169,747	5.6	40.6
Cantons de l'Est	101,931	3.3	44.9
Montréal (Laurentides-Rive-Sud)	1,932,778	63.5	55.3
Outaouais	105,069	3.4	42.0
Nord-Ouest	58,050	1.9	39.3
Côte-Nord	44,467	1.5	41.5
Nouveau Québec	2,785	0.1	22.8
Le Québec	3,043,154	100	49.4

Source: Les caractéristiques sectorielles interrégionales, Cahier IV, op. cit., p. 184.

Autrement dit, les moyens de communications favorisent le développement régional en collaborant avec ceux qui misent sur l'avenir de la région. Les trois autres informateurs avancent que les mass media participent positivement au développement en réduisant les distances.¹⁸

Par ailleurs, un récent inventaire¹⁹ des moyens de communications dans l'Est du Québec, nous indique que la région est très bien desservie à ce chapitre. En effet, la région se partage 12 hebdomadaires*, 9 stations de radio AM, 3 stations de radio FM, 4 stations de télévision et 14 entreprises de câblodistribution. Il est à noter qu'aucun quotidien ne couvre l'ensemble du territoire; sur ce plan la population dépend complètement des grands centres.

L'immensité de l'Est du Québec, de même que certaines caractéristiques physiques propres au territoire, ont favorisé la multiplication des entreprises de communication. C'est pourquoi, comme le constate Benoît Lévesque "...aucune entreprise ne couvre à elle seule la Gaspésie ou le Bas St-Laurent, et, à fortiori, l'Est du Québec."²⁰ Il faut se demander maintenant si le contrôle des entreprises de communication est assuré par le "pouvoir régional" ou encore, par le "pouvoir central". Qui décide? Plus précisément, qui décide de quoi et où le décide-t-il?

18. Benoît Lévesque, Jean Larrivée, et Claude Morin, op. cit., pp. 107-108.

19. Louiselle Lévesque, La problématique des communications dans l'Est du Québec en 1977, Partie 1: La carte des media, Rimouski, C.C.E.Q., 1977, 106 pages.

* Deux autres hebdomadaires, soit le Havre (12 octobre 1977) et le Kamouraska (8 février 1978), sont venus s'ajouter dernièrement aux douze hebdomadaires existants. Leur tirage respectif est de 5,000 et 6,000 exemplaires.

20. Benoît Lévesque, "Les communications et le développement", Possibles, vol. 2, no 2/3, 1978, pp. 82-83.

Le cas de l'Est du Québec demeure particulièrement intéressant à cet égard puisque: "Jusqu'à la fin des années 1960, la propriété de toutes les entreprises de mass média était de type familial: famille Houde dans Bonaventure, famille Fèvre à La Pocatière, famille Simard à Rivière-du-Loup, famille Lapointe à Matane et famille Brillant à Rimouski".²¹ Notons aussi qu'au cours de cette période, toutes les stations de radio et de télévision étaient affiliées à la Société Radio-Canada. Cette situation, qui a prévalu jusqu'à la fin des années 1960, s'est profondément modifiée par la suite. La transformation la plus importante à se produire a consisté en la disparition progressive des groupes familiaux qui assuraient jusqu'à ces dernières années le monopole des mass media dans les sous-régions de l'Est du Québec.²² Ce changement global n'a toutefois pas empêché certains groupes familiaux, tels ceux de Bellavance et de Lapointe, de conserver le monopole de la presse écrite dans leur région. Le groupe Bellavance, par exemple, prend toujours de l'expansion; il contrôle actuellement 5 des 14 hebdomadaires de la région. Le tirage du groupe Bellavance est maintenant de 38,000 exemplaires, comparativement à 86,000 pour tout le territoire.²³ Une deuxième transformation d'importance à se produire depuis 1970, demeure celle de l'intégration des media électroniques locaux à ceux des grandes villes par l'Etat ou par l'entreprise privée (Télé-Capitale, Télémédia).

21. Ibid., p. 85.

22. Ibid., p. 87.

23. Selon des chiffres fournis par Benoît Lévesque, Jean Larrivée, et Claude Morin, op. cit., p. 40 et par Roland Bellavance, "Et de quatre", Le Progrès-Echo, 19 octobre 1977, p. A-6. Voir aussi: Le Progrès-Echo, 8 février 1978, p. A-1.

On assiste donc à une concentration de plus en plus prononcée des mass media électroniques dans l'Est du Québec. "...tout laisse supposer que les média électroniques de notre région soient passés d'un certain féodalisme à un capitalisme où l'Etat est partie prenante dans la formation d'un monopole qui n'est pas de nature à favoriser la production locale ou régionale."²⁴ Cette constatation justifie l'hypothèse de Larrivée, Lévesque et Morin voulant que: "les entreprises de communication de masse dans les régions passent d'une phase artisanale à une d'intégration au grand capital (Power Corporation)".²⁵ C'est ce qui est en voie de réalisation dans l'Est du Québec. De sources officieuses, nous apprenons que tout ce que possédait Communica (Jacques Brillant) en matière de radio-télévision a été acheté par Paul Desmarais. Quant à la diminution de la production locale au profit du centre, il faut se reporter au tableau suivant. On y remarque le peu de temps accordé aux émissions locales. Un phénomène similaire a été enregistré depuis l'achat de CJBR-AM par la Société d'Etat. La production locale a, en effet, chuté d'un total de 100 heures par semaine à un total de 35 heures.²⁶

Retenons que l'appropriation du contrôle des mass media, exception faite du secteur de la presse écrite, a contribué à renforcer les valeurs du centre au détriment de celles de la périphérie. Conséquemment, on en conclut à l'existence de la relation dominant-dominé, ou encore centre-périphérie. Un revirement de la tendance enregistrée, c'est-à-dire de la concentration de la prise de décision concernant les mass media, demeure improbable à moins d'un

24. Benoît Lévesque, Jean Larrivée et Claude Morin, op. cit., pp. 51-52.

25. Ibid., p. 51.

26. Benoît Lévesque, "Les communications et le développement", op. cit., p. 88.

Tableau 13: HEURES DE PRODUCTION LOCALE AUX DIFFERENTES STATIONS DE TELEVISION.

Station	Heures de production locale par semaine
CHAU-TV (Carleton)	5 1/2 heures (régulier)
CJBR-TV (Rimouski)	5 heures (régulier)
CBGAT-TV (Matane)	3 heures (1/2 par jour sauf le mercredi - une heure)
CKRT-TV (Rivière-du-Loup)	3 heures (régulier) 4 1/2 heures (irrégulier)

Source: Benoît Lévesque, Jean Larrivée et Claude Morin,
op. cit., p. 52.

éclatement du système. Si Innis a raison lorsqu'il affirme que de l'efficacité des communications dépend la gouverne des territoires,²⁷ il ne faut pas s'attendre à un changement de sitôt. Il semble, en effet, que les communications sont appelées à devenir de mieux en mieux organisées. Terminant ici l'analyse du secteur des communications, donc des aspects sociaux, examinons maintenant les aspects économiques dans le territoire-pilote.

A.3 Les aspects économiques.

Nous nous sommes intéressés jusqu'ici aux aspects démographiques et sociaux du sous-développement. Nous nous pencherons maintenant sur les aspects économiques, étant donné que le sous-développement relève en grande partie de l'économique. Une structure économique reposant sur le(s) secteur(s) primaire et/ou tertiaire, un niveau de sous-emploi élevé, des revenus bas et des investissements faibles sont les principaux éléments économiques qui trahissent une situation de sous-développement.

A.3-1. La structure économique.

La structure économique de l'Est du Québec est caractéristique d'une région sous-développée. "On s'aperçoit que, dans le tiers-monde, le primaire rassemble la majeure partie de la population. Mais, le secondaire ne s'accroît pas; c'est le tertiaire qui bénéficie de la diminution du primaire. Aussi, dans certains pays, 30 à 40% du produit national proviennent-ils du tertiaire."²⁸

27. Cf. *Supra*, p. 23.

28. J.M. Albertini, *op. cit.*, p. 38.

Samir Amin certifie que "...dans tous les pays sous-développés, la proportion de la main-d'oeuvre occupée par les activités tertiaires est beaucoup plus forte que celle occupée dans le secondaire".²⁹ L'auteur renchérit, en précisant que:

Dans le Tiers-Monde...la fraction occupée de la population non agricole, s'est dirigée davantage vers le tertiaire que vers le secondaire, et cela dès le début du processus d'urbanisation moderne...Aussi la part de la population du secondaire est-elle allée en décroissant,³⁰ même à cette étape censément première de l'industrialisation.

Dans le cas de l'Est du Québec, l'économie repose sur le tertiaire. Le tableau suivant indique justement qu'en 1971, l'Est du Québec, région qu'on qualifie de "région-ressource", n'avait que 19% de sa population active engagée dans le secteur primaire. Le secteur tertiaire, pour sa part, s'appropriait 58% de cette même population. "L'Est du Québec possède le secteur tertiaire le plus important des régions-ressources et n'est dépassé au niveau du Québec que par les régions de Québec et de l'Outaouais où l'administration publique est particulièrement présente."³¹

Il importe ici de noter que le secteur primaire dans la région de l'Est du Québec, en 1961 et 1971, triplait la moyenne de la province. Il faut de plus retenir que la structure économique de la région s'est nettement améliorée au cours de cette période. On remarque par surcroît, une baisse importante de la population active dans le secteur primaire au profit du secteur tertiaire pour une bonne part et du secteur secondaire à un niveau plus faible.

29. Samir Amin, Le développement inégal: essai sur les formes sociales du capitalisme périphérique, op. cit., p. 208.

30. Ibid., p. 209.

31. Yves Dion, "L'économie de l'Est du Québec: bilan et perspectives", Possibles, vol. no. 2/3, 1978, p. 39.

Toutefois, le secteur secondaire n'a pas pu se développer comme il aurait dû alors que le tertiaire a connu une excroissance manifeste.

En somme, la structure économique de l'Est du Québec se rapproche de celle des pays en voie de développement.

Tableau 14: STRUCTURE ECONOMIQUE DE L'EST DU QUEBEC ET DU QUEBEC 1961-1971.

	Est du Québec		Québec	
	1961	1971	1961	1971
Primaire	37.2	19.4	11.8	6.2
Secondaire	16.4	22.8	34.5	31.7
Tertiaire	46.4	57.8	53.7	62.1

Source: Les caractéristiques sectorielles interrégionales, Cahier I, op. cit., p. 64.

A.3-2. Le sous-emploi.

Le taux de sous-emploi est un excellent indice de la santé économique d'une région. A ce chapitre, les données disponibles révèlent que l'Est du Québec est bien malade.

De 1961 à 1976, l'Est du Québec a doublé sa part de chômage par rapport au chômage total du Québec. En 1961, le territoire-pilote avait un taux de 8.3%, alors que le taux pour la province était de 4.4%. En 1971, on se retrouvait avec un taux de 16.0% dans l'Est du Québec, tandis que la moyenne québécoise atteignait seulement 10.6%.³²

32. Le profil de l'Est du Québec, op. cit., p. 31; voir aussi: "Situation du chômage et de l'emploi dans l'Est du Québec de 1961 à 1977", dans Le Progrès-Echo, 5 avril 1978, p. C-12.

En 1976, la région de l'Est a atteint le chiffre record des 19% et ça continue... L'urbanisation outrancière à laquelle nous sommes témoins depuis le début des années 1960, est une des principales causes de cette situation. "Cette politique d'exode des campagnes vers les villes aurait...été favorisée par tous les gouvernements qui se sont succédés (sic) depuis 1961."³³

A.3-3. Les revenus.

Les revenus offerts dans l'Est du Québec comptent parmi les plus bas de toute la province. En effet, le revenu moyen par ménage pour la région se chiffre à \$7,126, soit le plus faible du Québec. Il faut noter aussi que plus de 41% des ménages tiraient des revenus inférieurs à \$5,000 en 1971. Quand on considère le nombre moyen de personnes par ménage dans la région, (les ménages de six individus et plus formaient en 1971, 31% des ménages - le deuxième taux en importance au Québec) ce revenu est révélateur d'une situation de relative pauvreté.³⁴ A ces déséquilibres, il faut ajouter que le coût de la vie dans l'Est du Québec y est de 10 à 15% plus élevé que dans le reste de la province.³⁵

La structure du revenu personnel de l'Est du Québec se différenciail de celle de la province tant en 1961 qu'en 1971, par la part relativement faible des salaires et traitements et par le haut niveau des paiements de transfert (voir tableau 15).

33. Jean-Yves Roy, "L'économie de l'Est du Québec en perte de vitesse", dans Le Progrès-Echo, 1er juin 1977, p. A-9.

34. Le profil de l'Est du Québec, op. cit., p. 179.

35. Benoît Lévesque, "L'Est du Québec et ses besoins: le développement et l'aménagement régional", op. cit., p. 6.

Tableau 15: REPARTITION PROCENTUELLE DU REVENU PERSONNEL
SELON LES COMPOSANTES.

	Est du Québec		Québec	
	1961	1971	1961	1971
Salaires et traitements	60.6	65.1	70.3	70.7
Revenus nets des entreprises agricoles	7.0	1.0	1.9	0.9
Revenus nets des entreprises non agricoles		8.5	9.9	7.8
Revenu de placement	11.4	3.4	7.5	7.6
Paievements de transfert	21.0	22.0	10.4	13.0
Revenu personnel	100.0	100.0	100.0	100.0

Source: Profils régionaux: Le profil de l'Est du Québec,
(O.P.D.Q., Québec, novembre 1976), p. 38.

La proportion de paiements de transfert que recevait l'Est du Québec en 1971, situait la région au sommet de l'échelle.³⁶

Enfin, le tableau 16 indique très bien la situation qui caractérise l'Est du Québec, quant à son revenu personnel disponible per capita en 1961 et en 1971. Notons toutefois, que le taux de croissance du revenu personnel per capita a été relativement élevé dans l'Est du Québec puisque la région se classait deuxième dans toute la province en 1971. Malgré cette forte croissance, il n'en demeure pas moins que l'indice de la région, quant à son revenu personnel per capita, n'était que de 63% de la moyenne provinciale, alors que celui de Montréal s'élevait à 122%.

A.3-4. Les investissements.

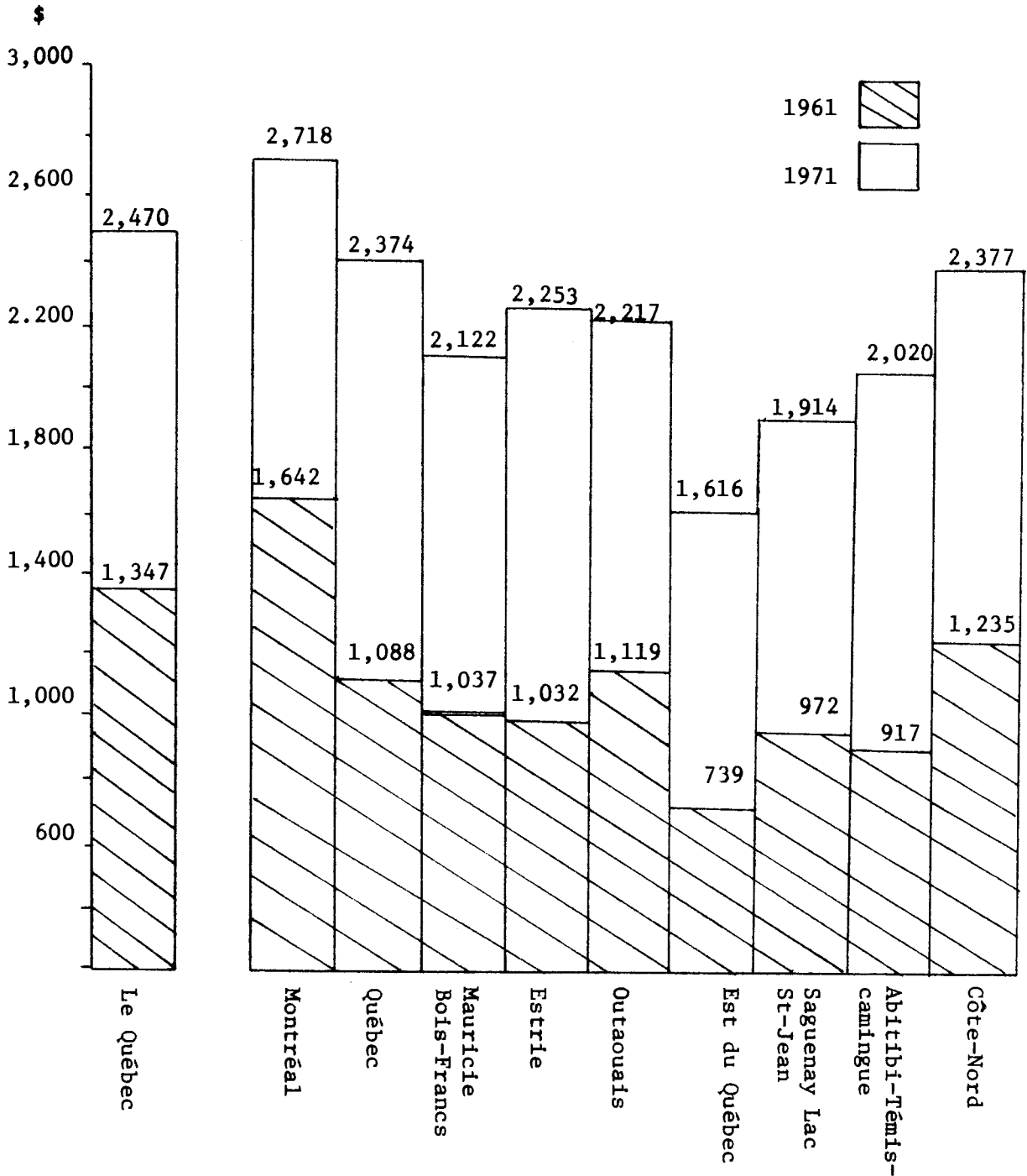
En 1972 et 1973, il s'est investi en moyenne \$257,000,000 chaque année dans l'Est du Québec (région administrative*), soit 4.8% de la moyenne provinciale. La région a été quelque peu choyée puisqu'en 1972, sa population représentait 3.8% de l'ensemble québécois. Le secteur des gouvernements et institutions a reçu la plus grande part des investissements (31.2%). Il est suivi du secteur primaire (26.1%), de celui des services d'utilité publique (15.1%), de l'habitation (10.3%), de l'activité manufacturière (8.95%), du commerce, de la finance et des services commerciaux (7.6%) et enfin, de la construction (0.8%).³⁷

36. Le profil de l'Est du Québec, op. cit., pp. 37-45.

* Les chiffres qui suivent ne tiennent pas compte des comtés de Kamouraska, du Témiscouata et de Rivière-du-Loup.

37. Le profil de l'Est du Québec, op. cit., p. 47-49.

Tableau 16: REVENU PERSONNEL DISPONIBLE PER CAPITA, 1961-1971
(Selon les régions de recensement)



Source: Le profil de l'Est du Québec, op. cit., p. 43.

En 1972-73, l'Est du Québec s'est accaparé 6.8% des investissements totaux des gouvernements et des institutions au Québec, ce qui est excellent. En fait, l'indice des investissements gouvernementaux et institutionnels per capita y a été de 1.79 (la moyenne de la province étant de 1). La Côte-Nord, avec un taux de 1.89, a été la région la plus favorisée à ce niveau. Fait à retenir, 74.3% de tous les investissements, en provenance des gouvernements et institutions, émanaient du gouvernement provincial, ce qui constitue 14.7% de l'ensemble des investissements du gouvernement au Québec.³⁸

Force est de noter aussi que le secteur primaire reçoit toujours un pourcentage élevé des investissements dans l'Est du Québec. Ce pourcentage atteignait les 26.1%, alors qu'il s'établissait à 10.1% à l'échelle provinciale. L'Est du Québec occupait la deuxième place à ce chapitre, précédé de la Côte-Nord avec 30.3%.³⁹ L'Est du Québec est, par ailleurs, la région où on a enregistré le plus faible taux d'investissements dans le domaine de l'habitation. Dans l'ensemble du Québec, 20% des investissements ont été consacrés à ce secteur tandis que la région ne recevait que 2.5% de ces investissements - ce qui est bien minime.⁴⁰ Précisons enfin, que l'Est du Québec est, après la région de l'Outaouais et de l'Estrie, la région où il s'est fait le moins d'investissements dans le secteur manufacturier au Québec.

Finalement, soulignons qu'en ce qui a trait aux investissements, les gouvernements ne pourront pas toujours se substituer aux institutions régionales.

38. Ibid., pp. 53-54.

39. Ibid., p. 49.

40. Ibid., p. 53.

Ces dernières devront prendre leurs responsabilités en participant davantage au développement économique de la région. C'est dans cette ligne que s'inscrit le geste posé par l'Union régionale de Rimouski des caisses populaires Desjardins au mois de juin 1978 à l'effet de consacrer une somme de \$ 300,000 aux investissements régionaux dans son prochain budget*. Il ne faudrait pas non plus passer sous silence la décision prise, il y a dix ans, par un groupe d'hommes d'affaires de créer la Caisse d'entraide économique de Rimouski. Cette initiative a permis de réinvestir un certain pourcentage des épargnes du milieu dans les entreprises de la région. *

Sans faire de bruit, notre caisse locale a célébré sa première décennie en augmentant son actif de \$10 millions dans son seul dernier exercice financier. Cette performance remarquable en fait la troisième caisse en importance au Québec.

...Nous y avons appris à nous aider nous-mêmes pour le développement de notre patelin. 41

Par ailleurs, la création en mai 1978 de la Corporation de développement industriel de Rimouski constitue un outil de développement important. Ces quelques gestes nous incitent à croire qu'on pourra un jour sortir l'Est du Québec de sa situation vulnérable. Mais, d'ici ce temps, de nombreuses autres initiatives devront être prises.

* Le montant de \$300,000 réservé aux investissements régionaux n'est toutefois pas très élevé si l'on considère que l'actif actuel des 82 caisses de l'Union régionale de Rimouski est de 243 millions de dollars. Voir à cet égard: Sandy Burgess, "Carnet du mercredi", Le Progrès-Echo, 7 juin 1978, p. A-6.

* L'actif actuel de la Caisse d'entraide est de: \$29,600,000.

41. Rolând Bellavance, "Le plus bel instrument économique que le Québec se soit donné", Le Progrès-Echo, 26 avril 1978, p. A-6.

Ayant terminé la revue des trois aspects de l'approche critériologique, nous réalisons qu'effectivement, cette approche ne nous permet pas de saisir les causes profondes du sous-développement. Toutefois, l'approche critériologique demeure utile en ce qu'elle se veut le reflet de la réalité. Nous avons ainsi pris conscience que l'Est du Québec est la région la plus défavorisée du Québec et que, comparativement à la province, elle est sous-développée.

B) L'APPROCHE STRUCTURALE.

L'approche structurale demeure très importante puisqu'elle a le mérite de dépasser le niveau des simples statistiques et de se pencher sur les causes et sur la nature du sous-développement.

Deux écoles, comme nous l'avons précédemment établi*, se sont principalement disputées l'explication du phénomène du sous-développement. D'une part, l'école libérale a toujours insisté sur le rôle de premier plan tenu par les facteurs endogènes; et d'autre part, l'école marxiste a surtout mis l'emphase sur les facteurs exogènes. Traditionnellement, facteurs endogènes et exogènes ont expliqué le phénomène du sous-développement. C'est pourquoi nous concentrerons nos efforts à l'analyse spécifique de ces facteurs dans cette sous-section. Mais avant d'entreprendre l'étude de ces facteurs, voyons comment l'Est du Québec s'est comporté pendant la période d'industrialisation et d'urbanisation, face à la grande dépression des années 1930 et à la nouvelle expansion industrielle de l'après-guerre.

* Cf. Supra, chapitre premier, pp. 10-20.

B.1. Phases du développement dans l'Est du Québec.

Lorsque le peuplement de la région s'est effectué, que la mise en valeur du territoire s'est réalisée, soit essentiellement au XIXième siècle, l'économie de la région reposait sur trois secteurs traditionnels: agriculture, pêche et forêt. S'intéressant à l'industrie de transformation pendant cette période, Parenteau révèle:

...que quand des entreprises de grande envergure apparurent dans la seconde moitié du 19e siècle, on prenait bien soin d'éparpiller les usines dans les villages pour pouvoir drainer une main-d'oeuvre bon marché et docile qui venait de l'excédent démographique des fermes. En un mot, toutes les forces économiques favorisaient la dispersion, et le peuplement du territoire épousa fidèlement ce "pattern"...

Il existait bien des villes de plus grande envergure, comme Québec et Montréal, mais celles-ci étaient surtout des centres⁴² de commerce basés essentiellement sur leur activité portuaire.

A la fin du XIXième et au début du XXIième siècle, des taux élevés d'urbanisation et d'industrialisation caractérisaient la province. Cette période a constitué une phase d'entraînement capitaliste passif*, puisque le centre s'émancipait aux dépens des régions périphériques. Cette tendance s'est maintenue jusqu'au début des années 1930. A ce moment-là, le processus inverse s'est déclenché. L'Est du Québec, comme bien d'autres régions excentriques, a connu une résurgence, un nouvel élan de son développement. L'Etat, voulant solver le grave problème du chômage qui sévissait dans les villes, a incité les citadins fuyant les affres de la crise économique, à s'y installer.

42. Roland Parenteau, "Interprétation économique du phénomène", dans Disparités régionales d'une société opulente, (Montréal: Editions du Jour, 1966), p. 79.

* Cf. Supra, chapitre premier, pp. 19-20.

"L'arrière-pays est né de la crise. Aux familles affamées des petites villes de la côte, le clergé et les politiciens ont proposé d'aller fonder des paroisses de colonisation."⁴³ Voici la position d'Irénée Vautrin, ministre de la colonisation sous le régime Taschereau: "La terre a fait jusqu'ici notre force et elle demeure notre grand espoir. C'est par elle que le peuple canadien assurera son avenir...le peuple après avoir reconnu ses erreurs veut reprendre le chemin des campagnes, la poussée active, droite et haute vers les terres neuves inoccupées, nous la donnerons; l'élan vers une renaissance nationale."⁴⁴

On concéda des terres sur de grandes superficies impropres à l'agriculture: "Trimant sur des terres de roches, ces familles ont survécu à la crise mais ce n'était que pour s'enfoncer dans une misère sans fin."⁴⁵

Jacques Lemay, historien à l'Université du Québec à Rimouski, précise:

En effet, sous les territoires de l'arrière-pays, bas-Laurentien, Gaspésie et le Témiscouata y compris, la plupart des terres livrées à la Colonisation étaient reconnues pour leur mauvaise qualité du sol, leurs pentes accidentées, une pierrosité parfois excessive. Pour l'Abitibi et le Témiscamingue, si ces défauts étaient moins apparents, on constate cependant comme pour les territoires de colonisation de notre région la quasi-inexistence de voies de communication normales; et d'une façon générale pour tous les nouveaux centres de colonisation: l'absence de marchés. 46

-
43. Jacques Grand'Maison, Nouveaux modèles sociaux et développement, (Montréal: Editions Hurtubise HMH Ltée, 1972), p. 39.
44. Irénée Vautrin, cité dans Jacques Lemay, "Le mouvement de la colonisation agricole des années de la crise '30", dans La problématique du développement en milieu rural, op. cit., p. 237.
45. Jacques Grand'Maison, op. cit., p. 39.
46. Jacques Lemay, "Le mouvement de colonisation agricole des années de la crise de '30", dans La problématique du développement en milieu rural, op. cit., p. 250.

Inconsciemment, du moins il faut le souhaiter, nos gouvernements ont créé des ghettos sociaux. Au nom de l'idéologie agriculturiste, ils sont parvenus, en coopération étroite avec l'Eglise catholique, à maintenir dans un état de sous-développement avancé les régions périphériques. La conjoncture économique qui aurait dû favoriser l'enrichissement des régions périphériques aux dépens des régions centrales, a réservé un sort différent à l'Est du Québec et aux autres régions excentriques. Alors qu'on aurait pu s'attendre à une hausse des prix pour les produits de la ferme, on a plutôt assisté à une forte réduction des prix pour ces produits, ce qui eût pour effet de diminuer énormément le revenu des fermiers.⁴⁷

Ainsi l'entraînement capitaliste actif dans le Bas du Fleuve, contrairement à ce que Gunder Frank prétend, n'a pas favorisé outre mesure le développement de la région. La "renaissance campagnarde" des années 1930 a eu pour conséquence d'asservir davantage celle-ci. Il fallait produire davantage pour recevoir moins. Cette situation a primé jusqu'au début de la deuxième guerre mondiale.

A ce moment-là, les cultivateurs recevaient de bons salaires puisqu'ils devaient produire à une plus grande échelle et n'avaient aucun problème pour écouler leurs marchandises. Les années d'après-guerre furent difficiles. Tandis que tous les secteurs de l'économie se modernisaient, la structure économique de l'Est du Québec n'évoluait guère. L'agriculture, la forêt et la pêche constituaient toujours les principaux piliers de son économie.

47, Cf. Jacques Lemay, op. cit., p. 241.

Puis, comme il fallait s'y attendre.

Les régions périphériques deviennent ainsi de plus en plus intégrées aux régions centrales selon un modèle de dépendance. Les conséquences de ce processus sont connues: la région de Montréal constitue le principal lieu de l'innovation et de la production. Les régions périphériques fournissent les ressources humaines et naturelles, en plus de constituer des lieux de consommation... 48

Un rapport du Conseil Régional de Développement de l'Est du Québec retient avec justesse que:

La marche du modernisme, qui a remodelé l'économie des régions progressistes du Canada, n'a presque pas atteint la Gaspésie. La poussée économique s'est déplacée de l'Est du pays vers la région des Grands Lacs, et les ressources naturelles de l'Est n'offrent aucun avantage concurrentiel décisif par rapport aux ressources du même genre exploitées dans les autres parties du pays. 49

Ayant complété ce court survol historique, nous constatons que le développement de l'Est du Québec se fait selon un modèle cyclique. D'une phase de développement égal dans toutes les régions au milieu du 19ième siècle, on passe alternativement à une phase d'entraînement capitaliste passif (de la fin du 19ième siècle jusqu'aux années 1930) à une phase d'entraînement capitaliste actif (des années 1930 jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale) pour revenir à une phase d'entraînement capitaliste passif (de la fin de la guerre à nos jours).

Ce bref survol des différentes phases de développement qu'a connues

48. Fernand Harvey, "L'Est du Québec: une région à la recherche de son développement", op. cit., p. 18.

49. Conseil régional de développement de l'Est du Québec. Mémoire au comité sénatorial spécial sur la pauvreté, Rimouski, C.R.D.E.Q., 1970, p. 9.

l'Est du Québec, ne nous fournit malheureusement pas tous les facteurs qui ont concouru à faire de la région ce qu'elle est aujourd'hui. Nous ne savons pas non plus quels sont les facteurs, endogènes ou exogènes, responsables de cette situation. Il convient aussi de voir si le sous-développement sévissant dans le territoire-pilote, dépend avant tout de la population elle-même ou de forces provenant de l'extérieur.

B.2. Les facteurs endogènes.

L'explication du sous-développement par les facteurs endogènes seuls relève de l'école libérale. Les principaux facteurs endogènes que nous retenons ici sont l'impact des valeurs sociales, le rôle de l'élite régionale* et l'importance des ressources.

B.2-1. Les valeurs sociales.

D'après les théories de l'école libérale, le sous-développement d'une région tient le plus souvent de différences au niveau des aspirations, des comportements, des attitudes et des spécificités culturelles.⁵⁰ En d'autres mots, ces variables pourraient bien expliquer la différence de développement entre l'Est du Québec et Montréal, ou d'autres régions.

Les valeurs sociales qui ont été véhiculées dans l'Est du Québec, l'ont également été à travers toute la province.

* Nous traiterons très peu du rôle de l'Eglise dans cette sous-section; cette analyse a déjà été complétée dans l'étude de la dépendance économique (Supra, pp.27-33 .)

50. Walter Isard, General Theory: Social, Political, Economic and Regional, (Cambridge, Mass.: M.I.T. Press, 1969), pp. 563-596.

L'Eglise catholique, en coopération étroite avec la famille et l'école, se chargeait de cette tâche. Ces valeurs, toutefois, se différenciaient de celles des milieux anglophones du Québec. Saint-Germain résume ainsi ce qui distingue le Canadien français: "De ses origines françaises le Canadien français aurait gardé l'individualisme, le refus de la contrainte, l'honnêteté dans ses opinions, un goût prononcé pour l'épargne ou la sécurité en affaires (par rapport à l'Anglais), un tempérament idéaliste et une culture humaniste."⁵¹

L'auteur complète son évaluation de la façon suivante: "Du catholicisme, le Canadien français aurait gardé une méfiance de la richesse, une attention au côté moral, à l'aspect religieux de la vie, une estime des valeurs spirituelles, le goût des carrières de service et de dévouement, et une moindre âpreté au gain".⁵² Cela explique pourquoi:

Les Canadiens français, rejetant intérieurement, le système de valeurs de l'autre, ne s'engageront qu'avec répugnance dans les activités qu'ils identifient à l'autre; ils chercheront plutôt des activités différentes et conformes, à la fois à l'image qu'ils se font d'eux-mêmes et de l'autre; ils seront alors plus facilement juristes qu'entrepreneurs...

Ceux des Canadiens français qui réussiront dans la vie économique devront accepter, et vis-à-vis eux-mêmes et par rapport à leur groupe, de jouer les règles d'un jeu qui n'est pas le leur. 53

L'avènement de la Révolution tranquille a énormément changé les valeurs sociales qui caractérisaient la nation canadienne-française. L'Est du Québec n'a pas été exclu de cette évolution.

51. Maurice Saint-Germain, op. cit., p. 321.

52. Ibid., p. 321.

53. Pierre Harvey, op. cit.

Une analyse de Francine Dansereau portant sur l'entrepreneurship dans l'Est du Québec⁵⁴, démontre que la situation que nous venons d'exposer, a connu un certain changement. On y apprend que les entrepreneurs jouissent de beaucoup de prestige dans la région, contrairement à la période précédente.⁵⁵ A cet égard, mentionnons que l'apparition de cette nouvelle perception du monde des entrepreneurs n'a pas produit les effets escomptés puisque les gens du territoire-pilote ont toujours eu peur d'investir, de prendre des risques; ils préfèrent y aller avec prudence. Les conclusions de Dansereau sont très claires à ce sujet:

Dans le domaine des modes de production, les entrepreneurs se sont révélés bien peu hardis. Le court terme, la routine, le refus du risque dominant leur activité bien plus que le souci d'accroître la production et l'efficacité des méthodes de travail.

...Les industriels innovateurs et mûs par des visées à long terme sont, en effet, très rares. 56

Par ailleurs, le gain du prestige n'a pas vraiment amené la population de l'Est du Québec à entreprendre des projets d'envergure. De plus, la population ne tient à peu près pas compte des programmes mis de l'avant par nos gouvernements dans le but de stimuler l'économie régionale.

54. Francine Dansereau, Etude de l'entrepreneurship dans une région à développement économique marginal. Thèse de M.A. (Sociologie), Université de Montréal, 1967.

55. Ibid., pp. 178-182.

56. Ibid., pp. 192-193.

Le programme de stimulation économique et de soutien de l'emploi, par exemple, a reçu très peu d'appui. Analysant ce cas précis, Alain Marcoux, député provincial de Rimouski, remarque avec consternation: "Mais voilà déjà quatre mois que le programme est lancé et il n'a presque porté aucun fruit dans la région. Deux projets ont été subventionnés jusqu'à maintenant et seulement quelques-uns sont à l'étude. Pourquoi cette léthargie? Il manque de leadership local compétent..."⁵⁷

L'analyse que nous avons faite des valeurs sociales propres à l'Est du Québec démontre que celles-ci ne peuvent pas expliquer le sous-développement de la région. Les valeurs sociales de l'Est du Québec ne présentent vraiment rien de particulier; elles sont partagées par l'ensemble de la province, exception faite des milieux anglophones bien entendu. Nous savons maintenant que ces valeurs sociales ont constitué variablement un frein ou un stimulant dans le développement du territoire-pilote. En résumé, nous pouvons donc, affirmer que seules les valeurs sociales ne peuvent pas expliquer le phénomène du sous-développement; tout au plus clarifient-elles les différences de développement entre le milieu francophone et le milieu anglophone.

B.2-2. Le rôle tenu par l'élite régionale.

Plusieurs auteurs avancent que les élites régionales sont très souvent responsables du sous-développement prévalant dans leurs régions. Groenman, par exemple, mentionne que le refus par une élite de promouvoir de nouvelles industries s'explique par la peur que celle-ci a de perdre son pouvoir.⁵⁸

57. Alain Marcoux, "La création d'emplois", Le Progrès-Echo, 1er mars 1978, p. A-16.

58. S. Groenman, op. cit., p. 24.

Clement constate, pour sa part, que: "C'est dans l'intérêt des nations puissantes de maintenir un état "d'arriérage artificiel"... C'est aussi dans l'intérêt de l'élite des régions moins puissantes de maintenir ce rapport puisque celui-ci va renforcer leur position vis-à-vis le reste de la population..."⁵⁹

Gérald Fortin, analysant le rôle des élites locales dans le développement du Québec, rappelle:

Des différences profondes se retrouvaient ainsi d'une région à l'autre, sur le plan économique aussi bien que sur le plan des moeurs et des modes de vie. L'accent était d'ailleurs mis sur ces différences par les élites locales, chaque région voulait garder son caractère propre même si cette fidélité à soi-même impliquait la continuation d'un état économique inférieur ou un niveau de vie moindre pour la population. 60

Or, la situation a nettement évolué au cours des dernières années. Les changements survenus sont attribuables pour une bonne part au nouveau rôle que les élites régionales se sont conférées. "Le sentiment qui anime les élites régionales est la justice et non plus la fierté."⁶¹ Ce changement de perspective a conduit à la création de plusieurs conseils de développement ou d'orientation économique. Le premier de ces conseils est apparu dans le Bas St-Laurent en 1956. La Gaspésie a formé son premier conseil d'orientation économique, le C.R.E.E.G.I.M., en 1963. Il faut rappeler toutefois, que dès 1960, une fédération économique de la Gaspésie rassemblait des représen-

59. Wallace Clement, Continental Corporate Power: Economic Linkages Between Canada and the United States, (Toronto: McClelland and Stewart, 1977), p. 127, (traduction libre).

60. Gérald Fortin, La fin d'un règne, (Montréal: Editions Hurtubise HMH Ltée, 1971), p. 206.

61. Ibid., p. 207.

tants de Gaspé-Nord, Gaspé-Sud et de Bonaventure, soit des trois comtés de la sous-région.⁶²

Guy Bourassa montre ici que l'émergence de ces conseils d'orientation économique est l'oeuvre d'une petite élite régionale.

Ce qui est nouveau à l'origine du Conseil du Bas Saint-Laurent, en 1956, et ce sera de même pour le Conseil de la Gaspésie en 1963, c'est l'action de quelques hommes décidés à opérer un changement, plus précisément les maires de quelques villes importantes et quelques jeunes leaders locaux, car ni le gouvernement provincial, ni la plupart des groupes puissants n'adoptent à cette époque des attitudes vraiment nouvelles. 63

De ces remarques, on retient que les élites locales sont devenues un agent de développement dans l'Est du Québec. C'est ainsi qu'elles sont passées du rôle de spectateur à celui d'acteur. La nouvelle attitude des élites locales s'explique par le fait qu'elles craignaient d'être dépassées par les événements. Elles préféreraient être maître d'oeuvre du développement de la région plutôt que d'être à la remorque de celui-ci.

Les efforts et les revendications des élites locales ont amené les gouvernements à intervenir par la création du Bureau d'Aménagement de l'Est du Québec (BAEQ) en 1966*.

62. Marc-André Morency, Stratégies décisionnelles dans une expérience de planification du développement: Le cas du bureau d'aménagement de l'Est du Québec. Thèse de M.A. (Sociologie), Université de Montréal, 1971, p. 51.

63. Guy Bourassa, "Régionalisation et démocratie: l'expérience québécoise." International Review of Community Development, vol. 15-16, 1966, p. 181.

* Il n'est pas besoin de rappeler ici l'importance qu'a eu le BAEQ dans la conscientisation de la population.

"Pour mener à bien les destinées de ce nouvel organisme, dont le bureau de direction était, à part égale composé de 10 représentants des deux conseils, les élites locales firent appel une fois de plus à leurs conseillers universitaires."⁶⁴ Parmi ceux-ci, on retrouve: Gérald Fortin (sociologue), Lucien Parent (géographe), Guy Coulombe (sociologue), François Poulin (économiste), Jean-Claude Lebel (économiste), Guy Lemieux (géographe) et les autres. A partir de ce moment, les élites locales vont se scinder en deux: l'élite scientifique (les planificateurs et les animateurs du BAEQ) et l'élite régionale (les administrateurs du BAEQ, les députés, la Chambre de Commerce, etc.). L'élite scientifique prendra en main le développement alors que l'élite régionale sera dépassée par les événements. Employant le vocabulaire d'Etzioni*, Morency précise que "l'élite unitaire du BAEQ a pu dominer dans la conduite de l'expérience par sa maîtrise de deux processus fondamentaux de la société active: le processus de prise de décision et celui de la formation du consensus".⁶⁵ L'auteur affirme de plus, que l'élite unitaire "était porteuse également d'une conception du développement et de la stratégie décisionnelle qu'il convenait d'adopter pour le réaliser".⁶⁶

64. "L'Est Québécois: une expérience pilote de développement régional planifié", Deux-Tiers, vol. 2, no. 3, avril 1977, p. 14.

* Etzioni identifie trois types d'élite: l'élite unitaire, l'élite systémique et l'élite externe; celles-ci correspondent dans notre jargon, à l'élite scientifique, à l'élite régionale et à l'élite externe (fonctionnaires provinciaux et fédéraux).

65. Marc-André Morency, op. cit., p. 223.

66. Ibid., p. 292.

Elle damait du coup le pion à l'élite régionale, à sa plus grande insatisfaction, et à la population du territoire-pilote. Bruno Jean constate, à cet effet, que: "malgré la volonté initiale d'impliquer la population concernée dans l'élaboration d'un Plan, elle est écartée au niveau de la réalisation au profit des "experts" ou de ce que j'appelle des développeurs".⁶⁷

L'élite régionale, voyant son pouvoir décliné, s'opposera à l'attitude de l'élite scientifique afin de préserver son contrôle sur la région. Jacques Benjamin appuie nos propos lorsqu'il fait remarquer que: "les députés ont été portés à considérer comme inopportune la présence des planificateurs dans leurs comtés"⁶⁸ et que ces derniers "ont ouvertement voulu empêcher les conseils régionaux de développement d'avoir le moindre pouvoir".⁶⁹ Précisons ici qu'il était bien difficile de calmer les craintes des élites traditionnelles, députés, chambres de commerce et fonctionnaires pour la bonne et simple raison que toute l'opération avait été faite en marge de ces corps et en bonne partie contre eux.⁷⁰

Retenons enfin que Clement et Groenman ont raison lorsqu'ils affirment que les élites régionales s'opposent le plus souvent au développement de leur région parce qu'elles craignent de perdre le contrôle. Dans le cas qui nous préoccupe, les élites, contre toutes prédictions, ont donné leur concours et il s'en est suivi que le développement de la région s'est fait à leurs dépens.

67. Bruno Jean, "Les "marges" de la périphérie: de la "relocalisation" à l'innovation", Possibles, vol. 2, no. 2/3, pp. 136-137.

68. Jacques Benjamin, op. cit., p. 97.

69. Ibid., p. 110

70. Claude Turcotte, "Le BAEQ, 10 ans après: Une naissance par hasard", La Presse, 20 août 1973.

B.2-3. Les ressources.

Il n'est pas suffisant de savoir si les valeurs sociales et si les élites locales favorisent ou retardent le développement de la région; il convient aussi de vérifier si la région recèle assez de ressources pour assurer son propre développement. Dans le cas où une région serait dépourvue de ressources, les attentes seraient évidemment moins grandes.

L'approche critériologique a montré que l'économie de la région se fonde avant tout sur le secteur tertiaire, que le secteur primaire n'occupe seulement que 19% de la population et que le secondaire demeure à un niveau beaucoup plus faible que celui de la province. D'après Yves Dion, économiste à l'UQAR, on doit s'attendre, si aucune intervention majeure ne vient modifier la structure économique de l'Est du Québec, à ce que:

Le développement économique de la région sera essentiellement basé sur le développement de ses ressources naturelles. L'Est du Québec gardera son caractère de région-ressources en ce sens qu'il ne peut s'attendre à une très grande diversification de son activité économique, surtout au niveau de l'industrie manufacturière. 71

Dion spécifie que le secteur des pêches connaîtra une activité relativement mineure par rapport à l'ensemble de l'activité économique, alors que la forêt demeurera une des principales sources d'exploitation des ressources. Le même auteur avance que si la recherche en vue de trouver de nouveaux gisements miniers demeurent aussi faible qu'actuellement, le développement des mines dans la région sera lié à l'exploitation des mines de cuivre seulement. Il constate, par ailleurs, que le secteur de l'agriculture devrait connaître une diminution du nombre de fermes, mais pas nécessairement une baisse de

71. Yves Dion, "L'économie de l'Est du Québec: bilan et perspectives", op. cit., p. 46.

la production totale. Il note, enfin, qu'à l'instar de plusieurs régions excentriques au Québec, le secteur agricole se spécialisera davantage dans la production laitière.⁷²

Venant aux mêmes constatations que Dion, Gilles Roy*affirme: "les ressources et les potentialités du milieu rural doivent être mises en valeur... nos ressources de base demeurent ou dramatiquement sous-exploitées ou exploitées d'une manière irrationnelle sinon abusive dans certains coins."⁷³

Une étude approfondie effectuée par Clermont Dugas révèle en effet, qu'en agriculture, il y a "une sous-utilisation des sols défrichés et cultivables dans 51 localités du territoire".⁷⁴ Dans le secteur forestier, on apprend que: "...de très grandes superficies...sur lesquelles pourraient se faire des travaux de restauration et de mise en valeur, dorment absolument inexploitées".⁷⁵ Ernest Simard s'insurge contre ce fait lorsqu'il constate: "...la population concernée à une sensibilité à fleur de peau surtout lorsqu'elle voit les ressources naturelles de son territoire nullement exploitées au profit immédiat de ses habitants les plus près".⁷⁶

72. Ibid., pp. 46-47.

* Agronome et animateur du projet JAL.

73. Gilles Roy, "Le milieu rural et le développement régional", dans La problématique du développement en milieu rural, op. cit., p. 129.

74. Clermont Dugas, L'Est du Québec à l'heure du développement régional, op. cit., p. 151.

75. Gilles Roy, op. cit., p. 131.

76. Ernest Simard, "Le ferment dans la pâte (Les Opérations-Dignité dans l'Est du Québec)", La Gazette du Travail, mars 1973.

Par surcroît, "La bataille pour l'accès à ces ressources qui dorment ou se perdent et pour le contrôle de leur exploitation par une population qui aspire à devenir gestionnaire des richesses de son milieu au bénéfice de la collectivité n'est pas gagnée".⁷⁷ La reconquête de cet espace fait désormais partie d'une lutte quotidienne; "les gens d'ici parlent de cet espace que ce soit de déclubage des 106 milles carrés, le droit de coupe dans les 35 milles carrés d'Esprit Saint..."⁷⁸ Il est regrettable de constater que même si ces ressources sont situées sur le territoire, elles ne sont pas encore accessibles à la population de la région. Enfin, dans le secteur minier, on s'attend à de nouveaux projets d'exploitation. On anticipe de plus en plus l'exploitation de mines de sel et éventuellement de potasse aux Iles-de-la-Madeleine. Advenant la concrétisation de ces projets, la région présenterait une physionomie plus attrayante.

Cette brève analyse du potentiel des ressources en tant que facteur endogène révèle qu'un certain nombre de celles-ci demeurent à l'état latent. Ces ressources qui attendent d'être exploitées d'une façon optimale, mais raisonnée, pourraient constituer un apport valable au développement économique de la région.

Retenons enfin, que des facteurs d'un autre ordre que les facteurs endogènes contribuent au sous-développement ou au développement d'une région. C'est ce que nous verrons dans la prochaine sous-section.

77. Gilles Roy, op. cit. p. 131.

78. Pierre Dufort, "Les opérations dignité: deuxième génération", op. cit., p. 113.

B.3. Les facteurs exogènes.

Les théoriciens de l'école marxiste*, par opposition à ceux de l'école libérale, tiennent les facteurs exogènes en premier lieu responsables du sous-développement. Nous ne disons pas ici que les représentants de l'école libérale ne font aucun cas des facteurs exogènes; nous signalons tout simplement que ces facteurs ne sont pas considérés par eux comme ayant joué ou jouant un rôle majeur dans le processus de développement. Trois facteurs seront retenus dans cette sous-section: la crise économique des années 1930, les politiques gouvernementales d'après une perspective historique et le fonctionnement du système capitaliste.

B.3-1. La crise économique des années 1930.

Ayant précédemment passé en revue les différentes phases de développement qui se sont succédé dans l'Est du Québec, nous sommes maintenant en mesure d'affirmer que la crise économique des années 1930 a joué un rôle majeur dans le développement de la région. Ce facteur exogène a eu un impact indiscutable sur la réorientation du développement au Québec. Ainsi, alors que les zones centrales subissaient le plus fortement les contrecoups de la crise, les régions excentriques connaissaient à la faveur d'un regain de l'idéologie agricuturiste, une relance de leur développement.

Il ressort à cet égard, que la crise économique des années 1930 contredit la théorie du développement proposée par une branche importante de l'école libérale, théorie selon laquelle le développement constitue un processus à sens unique.

* Cf. Supra, chapitre I, pp. 14-15.

Cette crise correspond, d'un autre côté, à la théorie défendue par une faction de l'école libérale voulant que le développement d'un pays soit sujet à des périodes de détérioration, de stagnation et d'éclatement au cours des années. D'après cette dernière faction de l'école libérale, aucun processus unilinéaire n'est en mesure d'expliquer le phénomène du développement dans toutes les sociétés.*

B.3-2. Les politiques gouvernementales.

Le deuxième facteur exogène qui a influencé le développement de l'Est du Québec est nul autre que le gouvernement provincial lui-même. Il faut tout d'abord noter que ce facteur n'a pas toujours eu les mêmes effets sur le développement du territoire-pilote et que l'attitude du gouvernement provincial s'est modifiée plusieurs fois au cours des dernières cinquante (50) années.

La crise économique des années 1930, par exemple, a amené le gouvernement provincial à prendre certaines mesures. Conscient que la province de Québec faisait face à de sérieux problèmes économiques, Duplessis confia en 1936 à Esdras Minville la tâche de s'enquérir de la situation prévalant dans l'Est du Québec. Minville, économiste fort réputé, en a profité pour dénoncer à ce moment le mouvement de centralisation économique à Montréal et pour insister sur l'importance qui devait être accordée au développement des régions excentriques.⁷⁹

* Cf. Supra, pp. 12-13.

79. Esdras Minville, "Agir pour vivre," L'Actualité Economique, vol. 3, no. 8, novembre 1977, pp. 150-151 et Joseph Risi, "Petite histoire d'une vieille étude économique en Gaspésie", dans La problématique du développement en milieu rural, op. cit., pp. 198-214.

Le gouvernement provincial de l'époque répondit aux constatations et suggestions de Minville par le plan Vautrin.* Ce plan, comme on le sait, incitait la population à retourner à la terre et à coloniser "l'arrière-pays".

Suite à la crise économique et la renaissance campagnarde qui en a découlé, l'urbanisation, momentanément stoppée, reprit. Cette nouvelle poussée de l'urbanisation sera telle que les gouvernements seront progressivement appelés à réorienter leurs politiques de développement au profit des villes, étant donné qu'en 1976, "...un peu plus de la moitié de la population vit dans et autour de Montréal".⁸⁰ Par la force des choses donc, les différents gouvernements appelés à se succéder ont dû et devront de plus en plus tenir compte de cette nouvelle situation.

L'étude de Higgins, Martin et Raynauld* vient justifier la nouvelle tangente prise par nos gouvernements depuis le début des années 1960. Cette dernière étude propose justement d'accorder la priorité au développement de Montréal et à celui de certains pôles de croissance dans la province. On se rappellera que le programme sur lequel le Parti Québécois a été élu en 1976 répondait à ces deux propositions.

* Cf. Supra, chapitre III, p. 97.

80. Edmond Orban, "Introduction: indicateurs, concepts et objectifs", dans La modernisation politique du Québec, op. cit., p. 9.

* Benjamin Higgins, Fernand Martin, et André Raynauld, Les orientations économiques, Ottawa, Ministère de l'Expansion Economique et Régionale, 1970, 156 pages.

Pierre Fréchette établit que ce parti:

...reconnaît le rôle moteur de Montréal et entend appuyer le développement du reste du territoire sur des capitales régionales favorisées par les investissements publics et l'implantation d'industries et de services...il semble que le P.Q. adhère à la notion de pôle de croissance, c'est-à-dire à cette idée qu'il faut concentrer les efforts gouvernementaux sur quelques endroits choisis plutôt que de les saupoudrer à la grandeur du territoire. 81

L'étude de Higgins, Martin et Raynauld se fonde pour l'essentiel sur la thèse des "métropoles d'équilibre" et des pôles de développement. La métropole d'équilibre ou encore désignée par l'appellation de capitale régionale, constitue un pôle de croissance. Robert Hirsch, en outre, croit que la capitale régionale demeure un "point d'ancrage du développement régional équilibré".⁸² Revenons maintenant à la définition des termes de croissance et de développement. On perçoit le phénomène de la croissance comme correspondant à "un ensemble de taux d'accroissement économiques, démographiques et sociaux spontanément divergents"⁸³, alors que le phénomène du développement n'est rien de moins qu' "une croissance accompagnée de modifications des comportements techniques et psychologiques".⁸⁴

81. Pierre Fréchette, "Y a-t-il un avenir pour les régions?", op. cit., pp. 81-82.

82. R.D. Hirsch, Les origines et la nature des déséquilibres régionaux du Québec, Conseil d'Orientation Economique, octobre 1967, p. 117.

83. Jacques R. Boudeville, Aménagement du territoire et polarisation, (Paris: Editions M. TH. Génin, 1972), p. 38.

84. Ibid., p. 38.

Relativement à ces deux notions, Renaud Dugas signale:

Le pôle de développement constitue beaucoup plus une force motrice nécessaire au progrès et au changement. Il est dynamique et crée des effets d'entraînement importants sur l'économie régionale. Il influence également sur le pôle de croissance qui, lui, étant davantage passif, bénéficie des effets générateurs de progrès. 85

Ayant fait leur les concepts de pôle de croissance et pôle de développement, Higgins, Martin et Raynauld insistent sur le fait qu'il demeure difficile de créer un pôle de croissance dans une région défavorisée.⁸⁶ Se penchant sur le cas de Rimouski en tant que pôle de croissance, Jean-Louis Chaumel fait état:

La théorie des "pôles de croissance" a longtemps prétendu qu'il était finalement avantageux pour toute région que le développement industriel soit amorcé dans ce type de métropole régionale... une telle conception n'a pas pu prouver son efficacité. On conteste beaucoup maintenant les effets d'entraînement pour les sous-régions d'une concentration industrielle autour de la ville la plus développée.

Pour couronner ces illusions, ce n'est pas actuellement notre ville qui remporte des succès économiques mais bien Matane et Rivière-du-Loup. 87

85. Renaud Dugas, La polarisation spatiale: Le cas des capitales régionales au Québec, Thèse de M.A. (Géographie), Université Laval, 1975, p. 49. Cette étude s'inscrit dans la même perspective que celle effectuée en 1967 par le ministère de l'Industrie et du Commerce. Voir à ce sujet: Ministère de l'Industrie et du Commerce, Les pôles d'attraction et leurs zones d'influence, Bureau de Recherches Économiques, Études Régionales, Québec, 1967, 150 pages.

86. B. Higgins, F. Martin, et A. Raynauld, op. cit., p. 118.

87. Jean-Louis Chaumel, "Les perspectives économiques pour Rimouski en 1980", Le Progrès-Echo, 1er mars 1978, p. B-20.

Par ailleurs, nous tenons à préciser que le rapport Higgins, Martin et Raynauld, sur lequel s'appuie régulièrement nos gouvernants, envisage surtout le développement au Québec dans la perspective suivante:

A nos yeux, l'orientation fondamentale étant de concentrer les efforts sur l'espace économique de Montréal, les autres régions doivent être considérées comme des régions de croissance dont l'avenir dépend, premièrement de leur capacité à exploiter les changements dans la demande mondiale et deuxièmement de leur intégration progressive dans les circuits en partance de Montréal. 88

L'intention des auteurs ne fait pas l'ombre d'un doute. Il faut que le gouvernement s'occupe essentiellement du développement de Montréal, d'autant plus que cette dernière, d'après les auteurs, est garante du développement des régions périphériques.

Nombreux sont ceux qui appuient cette politique: les Filion, Garneau, Migué et Hirsch, pour ne nommer que ceux-là, fait à remarquer, ils sont tous des économistes. Pour eux, la notion coût-bénéfice prévaut; il faut que la rentabilité des projets soit assurée dès le départ. De leur côté, les sociologues évaluent la situation sur une plus longue période de temps; ils ne s'inquiètent pas trop du fait que les coûts peuvent dépasser les bénéfices dans l'immédiat. Ainsi, les sociologues défendent une idéologie de type "humaniste", alors que les économistes supportent une idéologie de type "libéral". Les économistes, donc, appuient leur argumentation sur la théorie diffusionniste du développement⁸⁹, selon laquelle le sous-développement des zones

88. B. Higgins, F. Martin, et A. Raynauld, op. cit., p. 143.

89. Cette théorie a été présentée en p. 14 du premier chapitre, Les fondements de cette théorie viennent surtout de Allyn Young, Rosenstein-Rodan, Perroux, Hirschman, Isard et de Friedman.

excentriques disparaît grâce à l'entraînement provoqué par le développement des zones centrales.

Dans l'Est du Québec, on attend toujours les effets d'entraînement que devait amener cette politique. Il semble toutefois, que ce soit davantage des effets d'appauvrissement qui se soient manifestés: émigration des jeunes, des capitaux, de l'épargne et exportation des ressources au profit des régions en plein essor, du centre quoi! Ainsi, nous sommes en droit de nous demander si l'expérience française n'est pas en train de se répéter au Québec. Après "Paris et le désert français"⁹⁰, est-ce que ce sera Montréal et le désert québécois? Peut-être pas, puisque la théorie diffusionniste du développement fait de moins en moins l'unanimité. C'est du moins ce que nous suggère la réforme des conseils de comtés entreprise par le gouvernement du Parti Québécois. De plus, un projet de loi, actuellement en préparation, examine le problème de la décentralisation des pouvoirs et de la régionalisation du développement.*

En fin d'analyse, nous constatons que les politiques gouvernementales constituent un facteur exogène qui pèse lourd sur le développement des régions périphériques.

90. D'après le titre que J.F. Gravier avait donné à un de ses volumes. Voir à ce sujet: J.F. Gravier, Paris et le désert français, (Paris: Flammarion, 1958), 317 pages. Ce livre est un des premiers à avoir abordé la thèse des "métropoles d'équilibre" et des pôles de croissance.

* Nous avons déjà traité de la réforme des conseils de comtés et de la décentralisation des pouvoirs dans la section réservée à l'analyse de la dépendance institutionnelle. (Supra, pp. 52-54.)

C'est ce qui faisait dire à Marc-André Morency lorsqu'il traitait du rôle de d'élite externe dans le développement de l'Est du Québec: "l'élite externe (fonctionnaires) intervient au niveau des décisions majeures, souvent colorées par la situation politique, sans dévoiler ses stratégies de moyen terme".⁹¹ Enfin, nous pouvons affirmer que le cas offert par l'Est du Québec dénote les faiblesses et les limites de l'approche diffusionniste.

B.3-3. Le fonctionnement du système capitaliste.

Le troisième facteur que nous avons retenu pour fin d'analyse, a trait au fonctionnement du système capitaliste. La polémique à ce sujet est engagée entre les membres de l'école libérale et ceux de l'école marxiste en particulier.

D'aucuns prétendent que le sous-développement est le produit du capitalisme. Gunder Frank et Mandel sont de ceux qui soutiennent farouchement cette position.* "Le sous-développement régional apparaît comme un phénomène universel de l'économie capitaliste,"⁹² dira Mandel.

Samir Amin traite plutôt de l'échange inégal qui s'opère entre le centre et la périphérie, au profit du centre bien entendu. Amin tient lui aussi le système capitaliste responsable de cette situation. Il soutient que "le développement du capitalisme est partout développement des inégalités régionales".⁹³

91. Marc-André Morency, op. cit., p. 227.

* Cf. Supra, pp. 23-24.

92. Ernest Mandel, op. cit., pp. 28-29.

93. Samir Amin, L'accumulation à l'échelle mondiale, op. cit., p. 37.

S'intéressant plus spécifiquement à la région de l'Est du Québec, Denis Pinard tire les mêmes conclusions:

Sur l'échiquier du marché national capitaliste, nous retrouvons une constante qui ne semble pas déroger. Le tandem régions sur-développées et régions sous-développées forme un rapport de force qui détermine par leur "coexistence" la survie des deux parties en présence. 94

Dans l'Est du Québec, on assiste présentement à un drainage des ressources humaines et matérielles au profit des régions centrales dites sur-développées. Ce drainage affecte énormément le développement des régions périphériques puisqu'il avantage les régions "favorisées". Une fois vidée de sa substance, que restera-t-il à l'Est du Québec?

La migration des travailleurs vers les zones industrielles amène la désertion des zones agricoles et forestières; l'échange des produits non transformés contre des produits manufacturés entraîne un appauvrissement des gens de la région. Cette situation n'est pas particulière à la région; elle existe partout où le capitalisme s'enracine.

Analysant les rapports de force entre le centre et la périphérie, Louis Gill certifie: "Cette relation de domination entre les centres urbains et l'arrière-pays n'est que la reproduction à l'échelle régionale des relations de domination impérialiste à l'échelle nationale".⁹⁵

94. Denis Pinard, Les "opérations-dignité" de l'Est du Québec: Analyse et évolution, Thèse de M.A. (Anthropologie), Université de Montréal, 1975, p. 81.

95. Louis Gill, "Croissance et asservissement", Revue de socialisme international et québécois, vol. 23, 1972, pp. 23-24.

Cette conceptions suggère que les pays dominés constituent un réservoir de ressources et un marché pour les pays dominants, tout comme dans le cas des villes qui drainent les régions périphériques de leurs ressources et y écoulent leurs produits. En Colombie-Britannique, Philip Resnick soutient une thèse analogue:

Je vois la Colombie-Britannique comme étant une région périphérique à l'intérieur d'un monde capitaliste plus étendu, reliée par des liens d'intensité variable avec l'Est du Canada, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, et plus récemment, le Japon. En tant que région périphérique, la Colombie-Britannique a principalement servi comme source de matières premières et de produits de base pour les marchés métropolitains et comme marché pour les produits finis venant de ces centres. 96

Cette analogie nous amène à appuyer l'argumentation de l'école marxiste voulant que le développement du sous-développement dans les régions périphériques, nommément l'Est du Québec, est le produit du système capitaliste.

En résumé, l'analyse et les observations que nous avons faites concernant l'application du concept du sous-développement dans l'Est du Québec demeurent fort révélatrices. Tout d'abord, l'approche structurale constitue incontestablement un mode d'analyse du phénomène de sous-développement plus constructif et instructif que l'approche critériologique. Deuxièmement, l'approche critériologique est nécessaire puisqu'elle traduit la réalité dans des secteurs spécifiques. Enfin, les facteurs exogènes sont les premiers responsables de la situation de sous-développement qui prévaut dans l'Est du Québec.

96. Philip Resnick, "The Political Economy of B.C. - A Marxist Perspective", in Essays in B.C. Political Economy, (Vancouver: New Star Books, 1974), p. 5, (traduction libre).

En effet, les trois facteurs endogènes que nous avons retenus, expliquent bien peu le phénomène de sous-développement. Les valeurs sociales, par exemple, ne peuvent pas être considérées comme premières responsables du sous-développement puisqu'elles ont évolué parallèlement aux valeurs sociales prévalant dans toute la province. De par leur influence, les mass media ont participé activement au phénomène d'acculturation.

Le second facteur retenu, soit le rôle de l'élite régionale, révèle que cette dernière a été à la source du réveil de la population au cours des années 1950. Remarquons toutefois, que le gouvernement provincial a eu tôt fait de reléguer l'élite régionale à un rôle de second plan.

Le troisième facteur endogène que nous avons analysé se rapporte au potentiel des ressources régionales. Nous avons été à même de constater que la région recèle de nombreuses ressources, mais que celles-ci ne sont pas toujours rationnellement exploitées, lorsqu'elles le sont.

Quand il s'agit d'expliquer le phénomène du sous-développement, il faut bien en convenir, les facteurs endogènes pèsent bien peu dans la balance. Le poids relatif des facteurs exogènes est beaucoup plus imposant. Des trois facteurs exogènes analysés ici, la crise économique des années 1930 a eu un impact moins important que les autres. Le rôle joué par le gouvernement a, par ailleurs, largement influencé le développement du sous-développement dans la région. Le fait d'ouvrir les paroisses de l'arrière-pays pendant la crise économique a voué ces dernières à une pauvreté sans fin puisque suite à la crise, le gouvernement a progressivement favorisé les régions centrales.

Le troisième facteur exogène auquel nous avons dévolu notre attention, se rapporte au fonctionnement du système capitaliste lui-même. L'étude de ce facteur nous a appris que le sous-développement d'un pays par rapport à un autre ou d'une région par rapport à une autre est le produit du système

capitaliste. A ce propos, Destanne de Bernis fait état que: "C'est bien l'industrialisation des Européens qui est à l'origine du sous-développement et de la non-industrialisation des autres".⁹⁷

Notre analyse des facteurs exogènes nous a, par ailleurs, démontré la faiblesse de l'approche diffusionniste mise de l'avant par l'école libérale. Les effets d'entraînement attendus du développement des zones centrales ne se sont pas produits. Le développement sur lequel on comptait dans l'Est du Québec a été remplacé par l'appauvrissement du territoire et par le freinage de son développement.

La théorie diffusionniste, fort en vogue dans les pays industriels avancés, ne résiste pas à l'analyse. Signalons à cet effet, que si les raisonnements de l'école libérale étaient fondés, on aurait eu tôt fait d'éliminer le sous-développement dans une région comme celle de l'Est du Québec.

L'approche marxiste se rapproche davantage de la réalité. Les tenants de cette approche ont surtout insisté sur le caractère international du phénomène au lieu de se limiter, comme l'ont fait les représentants de l'école libérale, au cadre interne des pays en question. Gunder Frank se situe dans cette optique lorsqu'il constate que: "C'est à l'intérieur du système mondial dans son ensemble que les pays actuellement sous-développés ont vécu leur histoire pendant des siècles et c'est la structure de ce système qui constitue la cause historique du sous-développement et continue à le déterminer encore actuellement".⁹⁸

97. G. Destanne de Bernis, "L'industrialisation des pays en voie de développement - Impératifs - Préalables, Voies et Moyens", Développement et Civilisations, I.R.F.E.D., no. 18, juin 1964, p. 7.

98. A.G. Frank, "Sociologie du développement et sous-développement de la sociologie", Cahiers Internationaux de Sociologie, vol. 42, no. 14, janvier-juin 1967, p. 128.

Une autre précision mérite d'être mentionnée en cette fin de chapitre; la seule différence existant entre le sous-développement des pays sous-développés et celui des régions sous-développées est que dans le premier cas, on attend une politique de démarrage de la croissance tandis que dans le second, on rêve d'une politique de rééquilibre spatial de la croissance.⁹⁹

En guise de conclusion, il convient de retenir que le sous-développement dans l'Est du Québec signifie que nous sommes en présence d'une intégration faible et insuffisante de l'économie de la région à l'ensemble de la province et que cette faiblesse peut conduire à la désintégration politique de la province. Nous sommes conscient que le maintien d'un état de sous-développement dans l'Est du Québec, de même que dans les autres régions excentriques, ne peut que frustrer la population de ces zones et qu'accélérer un processus de désintégration qui ne manquera pas de voir le jour tôt ou tard. Il nous appartient maintenant de faire l'analyse du troisième concept de notre grille d'analyse "centre-périphérie", soit celui du désintéressement.

99. Joseph Lajugie, op. cit., pp. 265-266.

CHAPITRE IV: LE CONCEPT DU DESINTERESSEMENT APPLIQUE A L'EST
DU QUEBEC.

La grille d'analyse "centre-périphérie" comprend un troisième concept dont nous allons maintenant faire l'étude; il s'agit en l'occurrence du désintéressement.

Lerner a bien saisi les différents types de rapports qui peuvent caractériser la relation centre-périphérie. Des trois modèles susceptibles de représenter cette relation, Lerner donne la primauté à celui de la promotion différentielle. La réalité nous apprend, par ailleurs, que le modèle du désintéressement revient le plus fréquemment. Le troisième modèle est celui de la réduction de la dissidence; il se réalise lorsque le centre se voit menacer de disparition. A ce moment, le centre n'a d'autre choix que d'empêcher la périphérie de s'organiser, sinon de l'écraser.¹

La relation centre-périphérie s'établit plus souvent qu'autrement d'après un mouvement cyclique. A un modèle de promotion différentielle succède un modèle de désintéressement, qui, lui, produit l'apparition d'un modèle de réduction de la dissidence. Il arrive, toutefois, que le cycle ne se réalise pas d'une façon aussi continue. C'est le cas par exemple, lorsqu'un modèle de promotion différentielle remplace un modèle de désintéressement. Tout système social donc, est sujet à certains réajustements qui font que la relation centre-périphérie n'est pas décidée une fois pour toutes.

1. Cf. Supra, chapitre I, pp. 20-21.

Se penchant sur le cas de l'Est du Québec, Jacques-Yvan Morin déclarait alors qu'il était chef de l'Opposition à l'Assemblée Nationale, comment il avait été fortement impressionné par la Gaspésie qui est, disait-il, une région laissée à elle-même et qui refuse obstinément de mourir.² Cette constatation de Morin nous apprend que la région a atteint la phase du désintéressement. Il importe maintenant de savoir quelle phase est la plus susceptible de lui succéder. Est-ce que ce sera un mouvement de retour à la promotion différentielle ou est-ce que ce sera l'éclatement de la relation centre-périphérie, c'est-à-dire du système? Avant de prédire quoi que ce soit, il faut tout d'abord connaître comment les gens réagissent à la politique de désintéressement poursuivie par le centre. Est-ce qu'on se trouve en présence d'une population apathique, active ou contestataire?

S'intéressant à l'évolution récente de la société québécoise, plus précisément à la naissance des mouvements contestataires dans les régions défavorisées, Léon Dion nous fournit quelques informations en ce sens:

Jusqu'à ces dernières années, c'était le paternalisme des dirigeants et des élites qui, avant tout, déterminait les formes de la conscience populaire. Crédulité, servilité, dépendance - mais également confiance, stabilité, sécurité - telles étaient les caractéristiques fondamentales de cette conscience... Des signes non équivoques montrent que la belle époque du paternalisme est aujourd'hui révolue. 3

-
2. Propos recueillis par Normand Plourde, "Une région laissée à elle-même et qui ne veut pas mourir", Le Progrès-Echo, 19 septembre 1976, p. A-16.
 3. Léon Dion, "Vers une conscience auto-déterminée", Revue de l'Association canadienne de l'éducation de langue française, vol. 1, 1971, p. 6.

C'est ce que disait Pierre de Bané* à son "collègue" Maurice Tessier*, lorsque ce dernier s'était offensé de la présence "politique" de de Bané dans le comté de Rimouski: "Maurice, le règne de la dictature, de la terreur, de la peur paralysante, de la soumission secrète et avilissante, c'est fini au Québec, à jamais et pour toujours".⁴

L'acceptation inconditionnelle des gens de la région aux décisions politiques prises de l'extérieur perd de sa constance. L'Etat-Providence, distributeurs de largesses, est de moins en moins perçu ainsi: "Ce que nous avons obtenu, nous l'avons obtenu sans aucune intervention politique. Nous en avons soupé des promesses que les hommes politiques nous font miroiter".⁵ Et pour cause, puisque "Nous recevions la visite d'un père Noël tous les quatre ans, malheureusement il repartait avec ses cadeaux le lendemain du scrutin".⁶ Ainsi, d'une population en "mal de gouvernement", l'Est du Québec est en train de devenir une population en "refus de gouvernement".

Les rôles tenus par le COEQ et le BAEQ ne peuvent surtout pas être laissés pour compte dans l'explication de l'amorce d'une conscientisation politique régionale davantage manifeste.

* Pierre de Bané est le député libéral du comté de Matane au niveau fédéral depuis 1968.

* Maurice Tessier était le député libéral du comté de Rimouski au niveau provincial.

4. Pierre de Bané, cité dans Charles Banville, Les opérations-dignité, (Québec: Le fonds de recherches forestières de l'Université Laval, 1977), p. 59.

5. Laurent Grondin, cité dans Charles Banville, op. cit., p. 94.

6. Anne-Marie D'Amours, citée dans Charles Banville, op. cit., p. 94.

Guy Bourassa retient à cet effet que dans le cas du COEQ, l'action de quelques hommes bien décidés à apporter un changement fondamental dans le développement constitue un phénomène nouveau.⁷

Quant au BAEQ, Pierre Jobin, président actuel du CRDEQ, constate que cet organisme a joué un rôle déterminant dans la conscientisation politique du territoire-pilote.

Le B.A.E.Q. a laissé des traces...il a suscité des liens entre les citoyens tant au niveau local qu'au niveau régional, il a éveillé un formidable espoir et par-dessus tout, il a réussi à faire en sorte que le vaste mouvement qu'il a mis en branle continue sur sa lancée.

...Là où il n'y a pas eu de B.A.E.Q., il n'y a pas eu d'Opération Dignité. 8

La conscientisation politique a conduit la population du territoire à vouloir réaliser certaines de ses aspirations. La population a pris conscience qu'elle avait le droit de vivre selon les mêmes standards que le centre, et à plus forte raison, que les autres régions périphériques.

En justice toutes les familles croient avoir droit à un même panier de biens et de services quelle que soit la région où elles habitent... A l'égalité des besoins doit correspondre l'égalité des ressources et du développement des ressources... Le citoyen de Gaspé ou de Normétal est un citoyen à part entière qui a droit aux mêmes services et aux mêmes biens que celui de Montréal ou de Québec. 9

L'écart entre les demandes régionales et les réponses données par le système est tellement prononcé que la population devient de plus en plus sceptique.

-
7. Guy Bourassa, "Régionalisation et démocratie: L'expérience québécoise", op. cit., p. 181.
 8. Pierre Jobin, op. cit., pp. 72-73.
 9. Gérald Fortin, La fin d'un règne, op. cit., p. 207.

La "Société Juste" proposée par le gouvernement Trudeau n'a été que poudre aux yeux. Fernand Harvey, sociologue à l'UQAR, défend cette position lorsqu'il établit:

Il faut attribuer à l'absence de volonté politique plutôt qu'au B.A.E.Q. lui-même le marasme qui persiste dans la région. Ainsi, des 411 millions dépensés dans le cadre de l'Entente, entre 1968 et 1976, on estime qu'il n'y aurait eu que \$30 millions d'argent "neuf" dépensé en dehors des budgets réguliers des ministères. 10

Ce qui choque le plus dans tout cela, c'est que les gouvernements jouent aux vierges offensées chaque fois que quelqu'un remet en cause leur faible participation au développement de la région. Robert Quenneville, ex-ministre responsable de l'O.D.E.Q., rétorque ainsi à de virulentes critiques portées contre son gouvernement:

Je considère qu'il est grand temps que cesse le négativisme qui caractérise parfois la région Bas Saint-Laurent-Gaspésie. Il faut arrêter de dire "c'est trop peu, pas assez, trop tard".

...je suis bien placé pour vous dire que les autres régions du Québec regardent constamment avec envie les budgets de développement disponibles pour le Bas Saint-Laurent, la Gaspésie et les Iles-de-la-Madeleine. 11

Les gens ne se contentent plus de belles paroles; ils veulent quelque chose de concret. Ils se refusent à retourner à la phase du paternalisme où tout se fondait sur l'illusion de recevoir des cadeaux.¹²

10. Fernand Harvey, "L'Est du Québec: une région à la recherche de son développement", op. cit., p. 22.

11. "Discours du ministre de l'O.D.E.Q. au congrès du C.R.D.", Québec-Est, 22 juin 1973.

12. Voir à cet effet, la thèse de A. Rasporich, "Factionalism and Class in Modern Lakehead Politics", Lakehead University Review, vol. 7, no. 1, Summer 1974, pp. 31-65.

La population a été trop souvent bernée pour se faire prendre encore une fois. On s'organise. "Las des requêtes au gouvernement laissées sans réponse ou des réponses jugées non recevables ou trop tardives... on décide de prendre l'initiative, de formuler soi-même ses propres projets."¹³ On accepte de moins en moins de se faire dicter sa conduite de l'extérieur. Le meilleur exemple qui me vient à l'esprit, est celui de la levée de boucliers qu'a provoquée le rapport Higgins-Martin-Raynauld. Dans ce rapport, on met de l'avant l'idée qu' "Il n'y a rien de répréhensible à supprimer la pauvreté et le chômage dans une région peu développée en l'attirant dans une ville dynamique".¹⁴

Le mouvement de radicalisation que connaît l'Est du Québec depuis quelques années s'inscrit, comme nous l'avons vu, dans le prolongement des efforts déployés par des organismes tels le COEQ et le BAEQ, ayant pour mandat de sensibiliser et de conscientiser la population de la région. Ce mouvement n'est pas seulement l'expression de deux ou trois escarmouches; non, c'est la réalisation d'un processus invitant les "sans-voix" à se faire entendre.

Pour formuler leurs aspirations et donner une certaine cohérence à leurs projets, ces personnes (les défavorisés) s'en remettent à des "contacts"... Les nouveaux leaders sont des éveilleurs, des animateurs, des guides et plus souvent des catalyseurs. Il sont les premiers agents de l'extraordinaire transformation qui s'opère au sein du peuple. 15

13. Léon Dion, "Vers une conscience auto-déterminée", op. cit., pp. 7-8.

14. Benjamin Higgins, Fernand Martin, André Raynauld, op. cit., p. 145.

15. Léon Dion, "Vers une conscience auto-déterminée", op. cit., p. 9.

C'est dans ce plan d'ensemble que s'inscrivent les Opérations Dignité. Ces mouvements sont nés en fait du risque de fermeture que couraient les paroisses marginales. L'O.D.E.Q. venait d'en fermer dix et s'apprêtait à en faire de même avec quatre-vingt-cinq (85) autres.¹⁶ Confrontée à une telle situation, la population a relevé ses manches et a commencé à se regrouper. Ce sera Opération Dignité I.

L'itinéraire de départ se déroule comme suit: 19 septembre 1970, prise de conscience de cette frustration collective par 50 représentants de sept paroisses "marginales", touchés de l'attention, de la sympathie, voire de l'encouragement de son député, Pierre de Bané. Puis c'est l'escalade insoupçonnée: le 20, à Amqui, 15 paroisses et 300 représentants; le 21, conférence de presse à Québec des "leaders", désormais sur la sellette; le 22, grand ralliement à Ste-Paule avec 3,200 personnes. 17

Puis, le 27 septembre 1970, ce sera la préparation du manifeste des "19 curés en colère". Dès le 2 octobre, le manifeste, sous sa forme définitive, circule dans les paroisses du territoire. Etant donné le moment de sa parution, le manifeste des 19 curés sera apparenté au manifeste du FLQ (voir annexe 1). "Plusieurs journalistes, à la suite du manifeste du FLQ, se sont complus à comparer le ton des deux textes. La forme était évidemment différente; mais quant au fond, on y voyait de sérieuses analogies."¹⁸

Une deuxième Opération Dignité allait voir le jour à l'été 1972. Celle-ci allait étendre son mouvement à vingt-sept (27) paroisses.

16. Monique Dumais, L'Eglise de Rimouski et un plan de développement (1963-1972). Thèse de Doctorat, (Union Theological Seminary, New York, 1976), p. 110.

17. Ernest Simard, op. cit.

18. Charles Banville, op. cit., p. 31.

"Dans toutes les paroisses, des comités de citoyens se forment et l'action s'engage avec plus ou moins de dynamisme et de vitalité, selon la qualité des leaders qui se découvrent et l'urgence des problèmes qui surgissent."¹⁹ Une troisième Opération Dignité permettait au début de 1972, au mouvement de s'étendre et de se renforcer (voir la carte 2). A ce moment-là, les Opérations Dignité étaient toutes sous le leadership de curés: Charles Banville pour OD-1; Jean-Marc Gendron pour OD-2 et Gilles Roy pour OD-3. Ceux-ci ont en quelque sorte été aux Opérations Dignité ce que Trudeau, Marchand et Pelletier ont été au parti libéral du Canada.

Les Opérations Dignité allaient provoquer une prise de conscience semblable dans le Nord-Ouest du Nouveau-Brunswick. "Au printemps 1972, dans le Nord-Ouest du Nouveau-Brunswick, on assiste à la naissance d'un mouvement identique...dans la périphérie de la ville d'Edmunston, région apparentée à celle de l'Est du Québec. On a parlé alors de l'OD-4..."²⁰ D'après l'expression de Deutsch, on peut se référer à ces quatre (4) regroupements, comme faisant partie d'un mouvement de "mobilisation de la périphérie".²¹

Cette mobilisation à la périphérie allait atteindre un sommet inégalé avec la célèbre manifestation populaire du 3 juin 1973 à Matane. Cette manifestation avait pour but premier d'identifier les faiblesses de l'entente Québec-Canada et d'en proposer une nouvelle (voir annexe 2).

19. Ernest Simard, op. cit.

20. Ibid.

21. Cf. Daniel Lerner, "Some Comments on Center-Periphery Relations", op. cit., p. 264.

Le manifeste de Matane insistait, par exemple, sur les aspects suivants:

Nous ne demandons pas de privilèges; nous ne voulons que notre juste part des richesses collectives. Mais, pas sous forme d'assistance sociale: nous ne voulons pas vivre au crochet de l'Etat. Ce que nous voulons, c'est obtenir l'aide qui nous permettra de mettre en valeur les ressources de notre région. D'après une étude de l'O.D.E.Q., le gouvernement dépense plus par année dans la région sous forme d'assistance sociale que dans les programmes de développement de l'Entente; nous exigeons que ce soit le contraire, que cesse ce scandale. 22

Prenant la parole lors de cette manifestation, Marc Lalonde, représentant le premier ministre du Canada, avait déclaré: "Lâchez pas, nous autres, on vous lâchera pas".²³ Effectivement, il ne les a pas lâchés... il les a tenus à la gorge.

Peu de temps après la manifestation, le député de Matapédia à Québec, Bona Arsenault, faisait la déclaration suivante: "Le manifeste de Matane arrive au moment où la population de la région atteint un niveau de prospérité jamais égalé. Ce mouvement de révolte eût été justifié en 1966 sous le règne de l'Union Nationale, mais pas aujourd'hui alors que les hôteliers, les hommes d'affaires, les contracteurs, etc., font des affaires d'or."²⁴ Cette bonne conscience qui caractérise l'état d'âme de représentants élus, dont l'archétype est le légendaire Bona, ne pourra qu'aggraver la situation régionale.

22. Manifeste du front commun populaire pour le développement régional, (Troisième Congrès des Opérations Dignité en collaboration avec le CRD), juin 1973, pp. 20-21.

23. Cité dans "Echo favorable chez les ministres", La Voix Gaspésienne, 6 juin 1973.

24. Cité dans "Le député Arsenault: 'Je n'ai pas de compte à rendre aux Opérations Dignité'", L'Information, 11 juillet 1973.

Faisant le bilan des effets produits par la manifestation populaire de Matane, Charles Banville ne peut que constater: "Quant aux résultats concrets qu'a donnés tout ce déploiement, ils ont été assez minces. Ce manifeste a servi et sert encore comme point de référence pour ceux qui veulent vivre des expériences de développement. Quant aux objectifs à atteindre, aucun ne s'est réalisé."²⁵

Une fois de plus la population s'est sentie frustrée. Dorénavant, d'autres moyens devront être utilisés, se disait-on. Pierre Dufort, président d'Opération Dignité I, de 1974 à 1976, ne cache pas la méthode qu'il trouve la plus efficace: "Quand tu veux avoir quelque chose, tu passes direct à travers et tu vas au gouvernement direct... A grands coups de "poing" et de "tabarnacle" sur la table, au cabinet des ministres même, à Québec. Ca faisait couleur locale, mais c'était efficace".²⁶

Dans l'Est du Québec, on est présentement témoin d'un mouvement de masse de mieux en mieux organisé.

On voit des organismes comme l'UCC et l'Office des Producteurs de bois s'intéresser à ce mouvement de masse; de même la SNEQ offrir son aide technique aux comités de citoyens pour les inciter à prendre leurs affaires en main; et jusqu'aux Caisses populaires désirant offrir leur participation par le truchement entre autres de cours. Et avec ces comités de citoyens se multipliant à plusieurs exemplaires, on assiste à une vaste entreprise de sensibilisation du milieu, une véritable forme de participation. 27

25. Charles Banville, op. cit., p. 54.

26. Pierre Dufort, Hugues Dionne, "Les Opérations Dignité: deuxième génération", op. cit., p. 116.

27. Ernest Simard, op. cit.

Fait à noter, ces regroupements se font en dehors de toutes structures politiques et, très souvent, ils rivalisent avec celles-ci. S'en prenant plus particulièrement aux Opérations Dignité, Bona Arsenault déclare: "Je n'ai pas de compte à rendre à ces gens, d'autant plus que je ne sais qui ils représentent. Ils n'ont pas été élus par la population, tandis que moi j'ai été élu dans le comté de Matapédia".²⁸ Et son collègue Louis-Philippe Lacroix d'ajouter: "Les curés et les vicaires, on s'en sacre. S'ils veulent gouverner, eh bien! qu'ils se fassent élire".²⁹

Il semble qu'une remise en cause du système soit bel et bien en train de s'opérer dans l'Est du Québec. Les promesses électorales qui sont faites d'en haut, sont-elles en voie de se réaliser par en-bas? "Comités de citoyens, petites coopératives, regroupements très nombreux autour d'objectifs précis ont constitué un phénomène d'étape qui commence à peine à porter ses fruits... Des communautés se tenaient debout pour la première fois, à la ville comme dans l'arrière-pays".³⁰

Dans la région, la population se dit qu'elle n'a rien à perdre puisqu'elle n'a rien. C'est pourquoi l'affirmation du premier étage au dépens du deuxième * laisse présager de nouvelles vagues de radicalisme dans le Bas du Fleuve. Memmi appuie notre argumentation lorsqu'il relate:

28. Cité dans "Le député Arsenault: je n'ai pas de compte à rendre aux Opérations Dignité", op. cit.

29. Cité dans La Voix Gaspésienne, 19 janvier 1972.

30. Jacques Grand'Maison, Le privé et le public (tome 1), op. cit., pp. 166-167.

* Phraséologie empruntée à Jacques Grand'Maison.

Il arrive, certes, que les citoyens des pays libres, saisis de découragement, se disent qu'ils ne sont pour rien dans les affaires de la nation, que leur action est dérisoire, que leur voix ne porte pas, que les élections sont truquées. La presse et la radio sont aux mains de quelques-uns; ils ne peuvent pas empêcher la guerre, ni exiger la paix; ni même obtenir de leurs élus qu'ils respectent une fois élus, ce pourquoi ils furent envoyés au Parlement... Mais ils reconnaissent aussitôt qu'ils en possèdent le droit; le pouvoir potentiel sinon efficace: qu'ils sont dupés ou las, mais non esclaves. Ils sont des hommes libres, momentanément vaincus par la ruse ou étourdis par la démagogie. Et quelquefois, excédés ils prennent de subites colères, brisent leurs chaînes de ficelle et bouleversent les petits calculs des politiciens. La mémoire populaire garde un fier souvenir de ces périodiques et justes tempêtes. 31

A cet effet, l'Est du Québec fait montre d'une détermination indiscutable dans ses revendications pour un meilleur partage de la richesse collective. Les gens sont prêts à faire leur part, mais ils veulent qu'on cesse de leur mettre des bâtons dans les roues. "Cabano, Sainte-Florence ont connu des poussées que d'aucuns ont qualifié de violentes. Faire sauter des ponts et incendier des cordes de pitounes ont eu plus d'effets que d'assassiner un chef de police au Brésil".³² Ces flambées de violence ne constituent pas des cas uniques; elles traduisent une situation exaspérante et inquiétante dans l'"arrière-pays" du Québec. Elles s'inscrivent dans un mouvement d'ensemble qui est en train de se traduire en un pouvoir régional beaucoup plus influent que par le passé.

31. Albert Memmi, op. cit., pp. 92-93.

32. Charles Banville, op. cit., p. 99.

De Bané croit au bien fondé de ces manifestations violentes: "Il va falloir se battre à mort, a-t-il déclaré, pour que l'on cesse de nous donner de l'aide dont on a besoin à petites gouttes".³³ De son côté, Léon Dion se déclare contre la violence organisée (genre FLQ), mais il admet que la population doit parfois avoir recours à ce qu'il appelle des "manifestations sauvages". De telles menaces à l'égard de l'Etat peuvent, selon lui, comme dans le cas de Cabano ou des Opérations Dignité, amener le gouvernement à accorder des subventions ou à reconsidérer ses positions.³⁴ Le politologue justifie sa position ainsi:

Tandis que les catégories favorisées ont le choix entre de nombreux moyens d'actions "pacifiques" (argent, connaissance spécialisée, information, cohésion interne, puissance de marchandage, chantage, corruption, etc.), les couches défavorisées ne disposent que de l'atout de leurs nombres et de la peur que le manieement avisé de cet atout est susceptible d'inspirer.³⁵

Si les gouvernants négligent de tenir compte des revendications de la périphérie, il est fort possible que des sociétés parallèles en viennent à se constituer. Ces sociétés regrouperaient des populations frustrées qui pourraient bien se transformer en des foyers de révolte. C'est peut-être un risque que les gouvernements se doivent de courir s'ils veulent rester au pouvoir.

33. Propos de Pierre de Bané recueillis par Norman Plourde, "Il faut \$60 millions au moins par année dans la région", Le Progrès-Echo, 29 septembre 1976, p. A-6.

34. Propos de Léon Dion recueillis par: André Desnoyers, "M. Léon Dion dénonce la politique sans planification du gouvernement Bourassa", Le Soleil, 29 mai 1972.

35. Léon Dion, "Une conscience auto-déterminée", op. cit., p. 8.

"Etant donné que cette majorité (la majorité des Canadiens vit au centre) est proportionnellement représentée dans la structure du pouvoir fédéral, celle-ci tend à ignorer les doléances des régions pauvres éloignées, des Prairies et des Maritimes."³⁶ Ce qui revient à dire que le désintéressement caractérisant la relation centre-périphérie n'est rien d'autre qu'un choix politique de la part du pouvoir central; c'est-à-dire que ce dernier essaie de se mériter l'appui du centre de préférence à celui de la périphérie. Or, les gouvernements ne veulent pas s'aliéner les populations de la périphérie d'où leurs promesses de développement et de plan de rattrapage qui ne se réalisent jamais.

L'étude détaillée, que nous venons de faire du troisième et dernier concept composant la grille d'analyse centre-périphérie, démontre avec évidence qu'une politique de désintéressement prévaut toujours dans l'Est du Québec et que rien ne laisse encore présager un changement radical de la situation. De plus, s'il faut croire une constatation de Dion, à l'effet que: "il est conforme à la nature et la destination des régimes politiques de chercher à se perpétuer"³⁷, ce changement ne se produira pas de sitôt.

Peut-on donc vraiment s'attendre à ce qu'une politique de promotion différentielle supplante celle du désintéressement? Le gouvernement du Parti Québécois semble vouloir s'orienter dans cette voie, mais rien ne s'est encore matérialisé.³⁸

36. W.L. White, R.H. Wagenberg, R.C. Nelson, Introduction to Canadian Politics and Government, (Montreal: Holt, Rinehart and Winston, 1972), p. 46, (traduction libre).

37. Léon Dion, "La polarité des idéologies: conservatisme et progressisme", Recherches Sociographiques, vol. 7, 1966, p. 25.

38. Cf. Supra, chapitre III, p. 117.

Ou encore faut-il tabler sur un éventuel remplacement de la politique du désintéressement par celle de la réduction de la dissidence? Cette possibilité, non plus, ne doit pas être écartée, étant donné que la politique du désintéressement est devenue synonyme de politique de frustration pour la périphérie.

Le comportement politique de la région est caractéristique d'une population frustrée, qui tente par tous les moyens de se sortir de sa situation de défavorisée, dont elle n'est nullement responsable. La frustration de la population l'amène non pas à être apathique, mais à réagir, à devenir agressive. C'est pourquoi les gens se regroupent dans différents corps, tels les Opérations Dignité, pour faire connaître leurs doléances et leurs exigences.

L'application du troisième concept de notre grille d'analyse a donc démontré que la politique de désintéressement était génératrice de frustration dans l'Est du Québec et que la frustration ressentie par la population a engendré de l'agression à l'endroit du centre.

L'analyse du comportement politique de la population de l'Est du Québec semble corroborer la théorie "frustration-agression" principalement défendue par les psychologues américains Dollard et Miller.³⁹ Ces derniers affirment que toute agression est conséquence de frustration et que toute frustration dégénère en agression.⁴⁰

39. John Dollard, Neal E. Miller, et all., Frustration and Aggression, (New Haven: Yale University Press, 1963), 209 pages. Il faut préciser ici que cette théorie est de plus en plus remise en question; voir à cet effet: A. Bandura, R.H. Walters, "Aggression", in Sixty-Second Yearbook of the National Society for the Study of Education: Child Psychology, (Chicago: University of Chicago Press, 1963), pp. 364-415.

40. John Dollard, Neal E. Miller, op. cit., pp. 1-2.

Notre propos n'est pas ici de nous porter à la défense des deux psychologues; il s'agit tout au plus d'une tentative d'application de leur théorie à notre étude de cas.

De plus, la théorie de Dollard et de Miller n'est pas éloignée de notre champ d'étude; en effet, elle présente de nombreuses ressemblances avec la théorie marxiste de la lutte des classes. Ainsi, la frustration correspondrait à l'aliénation de la classe dominée chez Marx et l'agression illustrerait le renversement de la classe dominante. Cette explication met donc de l'avant l'idée qu'opprimés et "frustrés" décrivent une même situation et qu'opresseurs et "frustreurs" traduisent eux aussi une même réalité.

Quant à notre étude de cas, elle rencontre les vues théoriques de K. Davis concernant le parallélisme qu'il a décelé entre centre et classe dominante et entre périphérie et classe dominée. * Le fait que les décisions se prennent dans les grands centres confère à ceux-ci le statut de classe dominante, alors que la périphérie doit, pour le moment, se contenter du rang de classe dominée. Le clivage s'inscrivant entre les grands centres et l'Est du Québec correspond ainsi à celui s'établissant entre oppresseurs-opprimés. Tout compte fait, c'est une lutte pour le pouvoir. Somme toute, on peut expliquer les cas de violence survenus à Cabano, Ste-Florence et Esprit-Saint, pour ne nommer que ceux-là, par l'existence d'un sentiment de frustration ou d'oppression chez la population. Faut-il voir dans ces flambées de violence le signe annonciateur d'un renversement possible du système? Pas nécessairement, on peut cependant pressentir un avertissement sérieux pour le centre.

* Cf. Supra, p. 5-6.

Signalons enfin, que le maintien de la politique du désintéressement à l'égard des régions périphériques ne peut en aucun cas favoriser leur intégration à l'ensemble de la province ou du pays. Il faudra pour que l'intégration devienne réalisable que le centre respecte tout d'abord les demandes et les aspirations de la périphérie. A notre avis donc, seule une répartition équitable aux niveaux économique, éducationnel, social et culturel sera garante d'une meilleure intégration. Karl Deutsch a donc raison d'affirmer que le prix de l'intégration est élevé.⁴¹ En dernière analyse, on peut avancer que la question nationale au Québec passe d'abord par la question régionale. Il faudra qu'en haut-lieu, on se le tienne pour dit.

41. Cf. Karl Deutsch, "The Price of Integration", in The Integration of Political Communities, (New York: J.B. Lippincott Cie, 1964), pp. 143-178.

CHAPITRE CINQUIEME: CONTRIBUTIONS ET PERSPECTIVES DE RECHERCHES

En guise de synthèse, il convient d'évaluer l'efficacité du cadre d'analyse centre-périphérie, de traiter de la remise en question de certaines théories politiques, de faire ressortir les particularités de l'Est du Québec et enfin, de proposer quelques nouvelles perspectives de recherches. Mais avant de procéder à cette synthèse, il nous apparaît utile de rappeler nos intentions de départ. Nous voulions tout d'abord pallier à la carence d'informations concernant la relation centre-périphérie au niveau infranational. Nous désirions aussi répondre aux attentes de nombreux spécialistes qui s'intéressent tout particulièrement aux questions du développement et de la dépendance dans les régions périphériques. Enfin, nous ambitionnions de répondre à un souhait formulé par une équipe de recherche, soit le Grideq, appelée à oeuvrer dans l'Est du Québec. Ces trois derniers objectifs ont en toute vraisemblance été atteints.

A. Efficacité du cadre d'analyse centre-périphérie.

Il importe de rappeler ici le caractère expérimental de notre étude. Il est vrai, en effet, que nous nous sommes servis d'un cadre d'analyse utilisé a priori au niveau supranational. Ce cadre d'analyse habituellement réservé pour étudier la polarisation entre pays développés et sous-développés, s'est avéré opérationnel dans notre étude de cas. C'est grâce à celui-ci, si nous avons pu analyser la polarisation s'opérant entre régions riches et pauvres, de même que celle existant à l'intérieur de chacun de ces types de régions. De cette transposition de la grille d'analyse, on retient qu'il y a une ressemblance étroite entre les rapports ou relations prévalant aux niveaux supranational et infranational, de même qu'entre pays et régions sous-développés.

Toutefois, notre cadre d'analyse demeure limité, étant donné qu'il néglige la relation s'inscrivant entre des centres différents ou entre des périphéries différentes.

Passons maintenant à la récapitulation de chacun des concepts-clés identifiés comme faisant partie de la grille d'analyse centre-périphérie. Par souci de clarté, nous allons aborder les concepts de dépendance, de sous-développement et de désintéressement dans l'ordre qu'ils ont été précédemment étudiés.

A.1. La dépendance.

L'utilisation du concept de dépendance au sein de la grille d'analyse centre-périphérie a fait ressortir cinq dimensions à ce concept. En fait, la dépendance se manifeste plus précisément aux niveaux économique, politique, institutionnel, culturel et psychologique. Signalons dès maintenant, que le poids de la Conquête anglaise, le rôle tenu par l'Eglise catholique, l'insertion de la région à la société libérale, la crise économique des années 1930 et l'impact des politiques gouvernementales ne sont pas étrangers à la dépendance chronique prévalant dans l'Est du Québec.

La dépendance économique de la région s'explique, entre autres, par le fait que la région a manqué le "bus de l'industrialisation" au 19^{ième} siècle. De plus, la population s'est enorgueillie à construire des églises au lieu de bâtir des usines. La politique du "laisser-faire, laisser-passer" poursuivie par les gouvernements fédéral et provincial n'est pas venue améliorer la situation. Quant aux incitants économiques mis de l'avant par les deux paliers de gouvernement dans le but de diminuer la marge entre les régions développées et sous-développées, ils se sont soldés par un échec total.

Au niveau des investissements, l'Est du Québec dépend de l'extérieur, principalement du gouvernement provincial. Néanmoins, il faut prendre note que la région se dote progressivement d'instruments économiques appréciables: l'Union régionale de Rimouski des caisses populaires Desjardins, la caisse d'entraide économique de Rimouski et la corporation de développement industriel de Rimouski sont au nombre de ces derniers. Enfin, il faut bien mentionner que l'atrophie du secteur secondaire et l'excroissance du secteur tertiaire n'aident pas la cause de la région.

La dépendance politique, pour sa part, est profondément liée à la dépendance économique. Notre recherche a bel et bien prouvé que la faiblesse de l'Est du Québec sur le plan économique est en bonne partie responsable de sa dépendance politique. Par ailleurs, l'importance relative de la région lors des élections et le maintien de l'idéologie dominante du libéralisme économique ne laissent pas entrevoir une amélioration prochaine à ce chapitre.

La dépendance institutionnelle de l'Est du Québec est frappante. Les gouvernements dirigent la région du centre; ils ne font que déléguer des pouvoirs sans conséquence à des coordonnateurs régionaux. Le pouvoir décisionnel réside à Québec et à Ottawa. Précisons toutefois, que des changements considérables pourraient survenir très bientôt un niveau de la décentralisation de certains pouvoirs régis actuellement par le gouvernement du Québec.

La dépendance culturelle constitue un phénomène plutôt récent. Il est vrai, en effet, que l'Est du Québec est resté imperméable à l'influence des grands centres jusqu'au tout début des années 1960. La dépendance culturelle s'est intensifiée à la fin des années 1960 dû principalement à l'appropriation des mass media par des entreprises venues du centre.

Ainsi, la région est passée d'une société marginale et indépendante à une société fortement dépendante et influencée de l'extérieur sur le plan culturel.

Enfin, la dépendance psychologique est ni plus ni moins le produit des quatre autres types de dépendance. Une région à qui échappent les secteurs économique, politique, institutionnel et même culturel ne peut se surprendre de l'existence d'un état de dépendance psychologique chez sa population.

Ainsi, il est donc exact d'affirmer que la dépendance de la région est avant tout le résultat de son histoire et qu'elle reflète les rapports s'établissant entre le centre et la périphérie. Cette dernière constatation suggère de plus que la dépendance est la cause première du sous-développement.

A.2. Le sous-développement.

Une première remarque a trait à la définition du développement elle-même. Les trois dimensions, à savoir la capacité politico-administrative pour une population donnée d'exploiter de façon optimale les ressources sur son territoire, de répartir également les produits de cette exploitation et de définir les conditions de leur production et de leur jouissance, de la notion de développement ne sont pas rencontrées dans l'Est du Québec. La situation de dépendance qui y prévaut demeure un empêchement majeur à la réalisation d'une ou de l'autre de ces trois dimensions. Certains nous reprocheront l'envergure donnée au concept de développement, mais notre position signifie que le développement est toujours en voie d'achèvement.

L'absence de certains indicateurs, généralement retenus par les analystes du sous-développement, marque bien la particularité de la région. Ainsi, l'Est du Québec, par opposition à bon nombre de pays sous-développés, jouit d'une alimentation suffisante, d'un taux de mortalité et de natalité faible, d'une hygiène adéquate et d'un système de communications convenable.

Par ailleurs, les indicateurs suivants trahissent son état de sous-développement: forte concentration rurale, sous-peuplement, taux de migration élevé, manque de médecins-spécialistes, faible niveau de scolarisation (la situation tend à s'améliorer), excroissance du secteur tertiaire, haut niveau du sous-emploi, revenu annuel par habitant faible et pénurie des investissements.

En outre, deux types de facteurs concourent à faire de l'Est du Québec une région sous-développée. Ces facteurs se regroupent d'après leur qualité endogène ou exogène. L'analyse des facteurs endogènes indique cependant que ces derniers expliquent bien peu la situation de sous-développement dans la région. Les valeurs sociales identifiées ne présentent pas de particularités frappantes avec les autres régions, seule une distinction entre les valeurs prévalant dans les milieux anglophones et francophones peut être établie. Par ailleurs, l'élite régionale ne peut être tenue responsable de la situation actuelle, d'autant plus que c'est ce groupe lui-même qui est à l'origine de la conscientisation de la population en ce qui concerne la nécessité du développement dans la région. Quant au potentiel des ressources, il confirme que l'Est du Québec n'est pas dépourvu à ce niveau.

L'analyse des facteurs exogènes se veut beaucoup plus révélatrice. La crise économique des années 1930 montre que cet accident historique a contribué à la relance temporaire du développement. Quoi qu'il en soit, cette relance s'est soldée par l'éparpillement et l'appauvrissement de la population dans des régions à forte concentration rurale. Pour sa part, le gouvernement provincial a occupé un rôle capital au niveau du développement du sous-développement en exhortant la population à retourner à la terre pendant la crise économique des années 1930. Par la suite, le gouvernement a mis en place des plans de rattrapage qui n'ont fait qu'aggraver la situation de l'Est du Québec.

Enfin, notre étude a démontré que le sous-développement de la région résulte avant tout du fonctionnement du système capitaliste, puisque, comme on le sait, ce dernier draine les ressources humaines et matérielles des régions périphériques au profit des régions centrales. De plus, les régions périphériques offrent de vastes marchés pour l'écoulement des produits manufacturés par le centre. Le libéralisme économique constitue donc une des principales causes historiques du sous-développement dans l'Est du Québec.

De l'analyse des facteurs endogènes et exogènes, nous avons constaté l'existence de la relation centre-périphérie, alors que de l'application de l'approche critériologique, nous avons établi la présence d'un état de sous-développement. Par surcroît, notre étude a prouvé que les termes de centre et de classe dominante, de même que ceux de périphérie et de classe dominée sont interchangeable.

A.3. Le désintéressement.

L'intégration d'un concept de la théorie de la personnalité, nommément le désintéressement, à la grille d'analyse centre-périphérie nous a permis:

- a) d'expliquer les tensions qui existent entre le centre et la périphérie;
- b) de démontrer que les frustrations ressenties à la périphérie sont la conséquence du désintéressement du centre lui-même et, c) de clarifier pourquoi la périphérie devient parfois agressive à l'égard du centre. Ces quelques apports nous incitent à suggérer une plus forte utilisation de la théorie de la personnalité dans l'explication des forces et des comportements politiques.

Par contre, nous ne pouvons pas laisser pour compte que l'utilisation du concept de désintéressement présente quelques limites. Tout d'abord, le fait que la relation centre-périphérie ne constitue pas un rapport définitif pose de sérieux problèmes à son application.

Il se peut, en effet, que la relation centre-périphérie soit consensuelle, semi-consensuelle ou encore conflictuelle. Le scénario pouvant varier, on doit être prêt à se servir de concepts aussi différents que ceux de la promotion différentielle et de la réduction de la dissidence. Une autre limite concerne la mesurabilité d'indices non-quantifiables, tels la frustration et l'agression; une analyse qualitative est seule possible. Une dernière lacune se rapporte à l'utilisation récente et fort peu répandue de la théorie de la personnalité en science politique.

Quant à la politique de désintéressement poursuivie par le pouvoir central, notre étude de cas a révélé qu'elle a amené la population à devenir agressive. Cette politique a d'abord été génératrice de frustration, qui, elle, s'est transformée en agression. Il reste à savoir maintenant, s'il y aura récupération des mouvements d'opposition ou si ce sera l'éclatement du système.

De cette revue systématique des trois concepts de la grille d'analyse centre-périphérie, nous retenons que leur utilisation a trop souvent été réservée à l'étude des pays en voie de développement. Les limites que semblait présenter l'emploi de ces concepts se sont révélées secondaires, puisque les différences s'établissant entre pays en voie de développement et pays industriels avancés sont d'intensité et non de nature.

L'universalité du cadre d'analyse ne nous permet pas cependant de laisser pour compte les différences qui existent entre le mode de vie propre aux pays développés et à ceux en voie de développement. Conclure à une situation de sous-développement au Canada n'a pas la même teneur que de faire le même constat dans certains pays africains.

Ainsi le sous-développement de l'Est du Québec est relatif lorsqu'on le compare à celui du Sahel, mais il est réel lorsqu'on se réfère à la société nord-américaine. Il en est de même lorsque l'on fait l'analyse de la situation de dépendance prévalant dans l'Est du Québec. Par conséquent, les auteurs ne pourront plus justifier ou accepter le sous-développement existant dans certains pays industriels avancés en le comparant sèchement avec celui des pays sous-développés. En fait, on ne peut pas comparer scientifiquement les pays en voie de développement à ceux qui vivent selon le mode de vie occidental puisque la dépendance, le sous-développement et le désintéressement dans ces pays correspondent à des réalités complètement différentes. Dans le cas des pays développés, le mode de vie est caractérisé par la consommation alors que celui des pays sous-développés est intimement lié à la production. Dans le premier cas, la population a su intégrer les valeurs faisant de l'individu un consommateur tandis que dans l'autre, elle a conservé les valeurs faisant de l'individu un producteur. A ce propos, le cas offert par l'Est du Québec suscite d'autant plus d'intérêt que son mode de vie a connu de profondes transformations au cours des dernières années: de productrice la région est devenue consommatrice. Conséquemment, le fait d'être artisan, bûcheron, cultivateur ou pêcheur ne répondait plus aux nouvelles exigences du système. Ces changements de base dans le mode de vie ont nettement influencé la population; c'est pourquoi nous serions mal venu de les mettre en sourdine.

De plus, un dilemme s'est présenté à nous au cours de cette recherche. La majorité des gens de la région croit que la croissance économique est souhaitable; ils ne réalisent pas que cette croissance, justement, est responsable de leur état de dépendance et, par voie de conséquence, de leur sous-développement. Comme nous le savons, la croissance économique accentue le pouvoir du centre au dépens de la périphérie parce qu'essentiellement, elle se

caractérise par le phénomène de la concentration. Cette concentration se traduit par l'apparition de nouveaux centres et de nouvelles périphéries et par le vidage pur et simple de celles-ci.

Ainsi, la croissance économique ne produit pas les mêmes effets dans chacune des régions. Dans le cas des régions centrales, on assiste à un enrichissement progressif, alors que dans celui des régions excentriques, c'est le phénomène inverse qui s'opère. Face à une telle situation, il faut se demander quels sont les choix qui s'offrent aux populations vivant à la périphérie? Doivent-elles - à supposer qu'elles le peuvent - s'opposer à la croissance économique ou doivent-elles proposer un autre type de croissance? Un choix en faveur de la première possibilité se traduirait par des conséquences néfastes au niveau de l'économie de la province en général, et partant provoquerait une baisse du niveau de vie dans les régions périphériques. C'est donc au chapitre d'un nouveau modèle de croissance économique, qu'il faut souhaiter l'intervention de la périphérie. Par ailleurs, les gouvernements fédéral et provincial ne doivent pas se soustraire à leur responsabilité politique fondamentale, à savoir le partage équitable de la richesse collective. L'atteinte de ce dernier objectif pourrait atténuer considérablement le problème du développement du sous-développement dans les régions périphériques. Seule la conjugaison des efforts des deux paliers gouvernementaux au nouveau modèle de croissance économique pourrait assurer une redéfinition de la politique de développement au Québec, sans pour cela nuire à la croissance économique de la province dans son ensemble.

Enfin, il faut reconnaître que la grille d'analyse centre-périphérie correspond d'autant plus à la réalité québécoise en ce qu'elle revêt une dimension conflictuelle.

"... on a pris pour acquis que la société québécoise était consensuelle... alors qu'en fait on était en société conflictuelle."¹ L'Est du Québec refuse à se faire dicter par le centre; il aspire à prendre en charge son propre développement. Cela explique, entre autres, pourquoi la population de l'Est du Québec s'est soulevée contre l'application du rapport Higgins-Martin-Raynauld par le gouvernement. La population a montré son désaccord et son insatisfaction en se regroupant au sein de divers corps, tels les Opérations Dignité. Cette phase de mobilisation ou de ce qu'on peut appeler l'apparition d'un certain pouvoir régional, marquait la fin de l'ère du consensus. On remettait dès lors en question les politiques gouvernementales selon lesquelles il était "logique d'encourager l'exploitation minière dans un pôle de croissance, mais illogique de subventionner le déplacement de l'industrie manufacturière vers la Gaspésie".² Ces politiques gouvernementales répondaient au principe du coût-bénéfice et ne tenaient aucun compte de celui de la justice distributive, ce qui eût pour effet de soulever la population de l'Est du Québec. Le gouvernement avait donc considéré la rentabilité des projets comme étant plus importante que l'élargissement de la participation. Cette prise de position signifiait que le gouvernement était disposé à faire preuve d'un préjugé favorable à l'égard du centre.

La politique de développement a ainsi suscité de nombreuses déceptions à la périphérie et a nui à la consolidation de l'entité québécoise.

1. Jacques Benjamin, op. cit., p. 8.

2. Fernand Martin, André Raynauld, "Les choix urbains et régionaux dans le Québec des années 1970", dans Le Québec d'aujourd'hui: regards d'universitaires, (Montréal: Éditions Hurtubise HMH Ltée, 1971), p. 207.

D'après nous, l'édification de la société québécoise passe d'abord par l'intégration politique et sociale des différentes régions et nécessite une diminution des privilèges accordés au centre, sans oublier le respect des droits de la périphérie. Il ne fait aucun doute que des décisions revêtant des responsabilités politiques particulières devront être prises dans les meilleurs délais, de même qu'une modification en profondeur de la politique de développement au Québec.

B) Remise en question de certaines théories politiques.

Une contribution importante de notre recherche réside dans l'utilisation d'approches libérale et marxiste au sein de notre grille d'analyse. Le cumul de ces deux approches n'a pas semblé affecter la qualité de l'analyse; en fait, il lui en a redonné. De plus, notre analyse de cas demeure particulièrement intéressante en ce qu'elle a démontré que la conception du développement par l'école libérale présente deux faiblesses majeures. En effet, les théories diffusionniste et unilinéaire du développement, telles que perçues par les auteurs classiques, ne correspondent pas à la réalité vécue dans l'Est du Québec.

Dans le cas de la théorie diffusionniste, les auteurs soutiennent que seule, la concentration du développement économique est garante du développement d'une région. L'exemple offert par l'Est du Québec démontre, par ailleurs, que la politique de concentration du développement poursuivie par nos gouvernements n'a pas produit les effets d'entraînement escomptés. On a plutôt assisté au drainage des ressources humaines et matérielles de la région. Dès lors, comment une région vidée de sa substance peut-elle parvenir à se développer? Comment peut-elle concurrencer les régions développées qui disposent de vastes marchés?

L'échec des politiques basées sur la théorie diffusionniste n'a toutefois pas empêché le gouvernement de les poursuivre. Il semble bien qu'à Québec, on s'intéresse davantage à la rentabilité économique (coûts-bénéfices) qu'aux coûts sociaux. Ainsi, la polarisation du développement a conduit à l'appauvrissement de l'Est du Québec. Dans le langage de Gunder Frank, cette situation correspond à la contradiction "expropriation-appropriation"*. Il est donc juste d'affirmer que la théorie diffusionniste sert de paravent aux personnes exerçant le pouvoir dans leur effort pour assurer le bon fonctionnement du système capitaliste. Enfin, précisons que le seul effet concret de la théorie diffusionniste sera d'illusionner les régions périphériques en ce qui a trait à leur développement prochain.

Quant à la théorie unilinéaire proposée par une branche importante de l'école libérale, elle connaît certaines difficultés de parcours. En fait, les représentants de la théorie unilinéaire affirment que le développement s'inscrit dans un mouvement irréversible en vue de sa réalisation complète. W.W. Rostow, qui a acquis une forte renommée en la matière, prétend que le développement doit nécessairement franchir cinq étapes successives. Il s'agit en l'occurrence des étapes suivantes: la société traditionnelle, les conditions préalables du démarrage, le démarrage, le progrès vers la maturité et l'ère de la consommation. Le cas offert par l'Est du Québec révèle, pour sa part, que la région est passée directement de la société traditionnelle à celle de la consommation de masse. Les étapes intermédiaires ne se sont pas réalisées étant donné que le centre s'est bien gardé de favoriser le démarrage du développement dans la région. Il valait mieux en faire une société consommatrice où le centre pourrait écouler ses produits. Il était donc prématuré de délimiter les mêmes étapes de développement pour chaque pays.

* Cf. Supra, p. 20.

Par ailleurs, le passage de la région de la société traditionnelle à la société de consommation ne l'a pas empêchée de connaître des périodes de développement (type traditionnel) accéléré, stagnant et régressif. Cette remarque a le mérite de relancer le débat au sein même de l'école libérale puisqu'elle remet aussi en cause la théorie unilinéaire. Myrdal est un de ceux à s'opposer à la théorie unilinéaire; il reproche à ses représentants d'ignorer que tout système est sujet à des périodes de stagnation, de détérioration et d'effondrement. C'est donc au coeur de ce débat que notre étude de cas prend toute sa valeur.

Enfin, notre analyse a infirmé l'assertion de Gunder Frank, voulant qu'une période de crise dans un pays donné favorise le développement des régions périphériques et diminue par extension, leur niveau de dépendance. L'exemple fourni par l'Est du Québec indique, en effet, que la crise économique des années 1930 s'est traduite par la renaissance campagnarde, qui, elle, a signifié une aggravation sensible de l'état de dépendance dans la région. Nous expliquons ce phénomène par l'insertion de l'économie régionale au marché mondial.

C) Caractéristiques propres à l'Est du Québec.

Nous nous intéresserons plus spécifiquement dans cette sous-section au caractère distinctif de la structure économique, à l'influence particulière des communications sur le développement et au comportement politique de la population de l'Est du Québec.

C.1. Caractère distinctif de la structure économique.

On a constaté que la structure économique de l'Est du Québec se fonde tout d'abord sur le secteur tertiaire, que le secteur primaire demeure assez

important et que le secteur secondaire est presque inexistant. Ces quelques observations viennent contredire une théorie qui s'est acquise une certaine autorité en économie. Il y a quelques années, Colin Clark avait proposé une explication du progrès économique voulant que celui-ci résulte de la productivité des différents types d'activités. L'auteur prétend que la productivité du secteur primaire est limitée par des rendements décroissants, qui, à leur tour, invitent la population à passer dans le secteur secondaire où une productivité supérieure est rendue possible grâce au progrès technique. Ce progrès, à son tour, permet à la population d'élever son niveau de vie et nécessite l'apparition d'un secteur tertiaire de plus en plus développé.³

Il ne fait aucun doute que plusieurs pays se sont développés d'après ce modèle de développement. Toutefois, les analyses de Samir Amin et de J.M. Albertini ont clairement démontré que les pays sous-développés ne respectent pas nécessairement la théorie de Clark. En réalité, on assiste souvent dans ces pays à une hypertrophie du secteur tertiaire et à une atrophie du secteur secondaire, comme c'est le cas dans l'Est du Québec.⁴

C.2. Influence particulière des communications.

La croyance générale en science politique est à l'apport indispensable des communications au développement régional. S. Groenman est un des principaux défenseurs de cette thèse. Il soutient que les régions riches le sont devenues grâce aux communications et que les pauvres se sont appauvries dû au manque de communications.⁵

3. Bernard Bonin, "Répartition économique régionale des investissements depuis la guerre", L'Actualité économique, vol. 35, no. 4, mars 1960, pp. 593-595.

4. Cf. Supra, pp. 86-88.

5. Cf. Supra., p. 22-23.

L'auteur signale que la situation vécue par les pays d'Europe est très révélatrice à cet égard. Prenant le cas de la France où la région située au nord de la Loire connaissait un développement plus rapide que sa contrepartie, il affirme que l'atténuation des différences de développement entre les deux régions est attribuable aux communications.⁶

Quant à notre étude de cas, elle vient contredire la théorie défendue par Groenman. Il n'est plus un secret pour personne que, l'Est du Québec s'est appauvri au fur et à mesure que les communications ont pris leur essor. L'extension du système de communications a signifié le "vidage" de la région et l'agrandissement de l'écart de richesse entre le centre et la périphérie. De plus, la dernière décennie a été témoin de l'appropriation du contrôle des mass media électroniques dans l'Est du Québec, ce qui a eu pour conséquence de renforcer considérablement la domination du centre.

Par surcroît, une étude de F. Vito se rapportant à l'Italie a prouvé que l'augmentation des communications a conduit à l'appauvrissement de la région méridionale.⁷ Ainsi, affirmer avec certitude que les communications influencent toujours positivement le développement manque quelque peu de sérieux. On ne peut vraiment prédire si l'influence des communications favorisera ou nuira au développement des régions faiblement développées.

C.3. Comportement politique habituel.

S'intéressant à l'étude du comportement politique dans de nombreux pays, S.M. Lipset avance que:

6. S. Groenman, op. cit., pp. 30-32.

7. Francesco Vito, "Problems of the Underdeveloped Regions of Italy", in Backward Areas in Advanced Countries, op. cit., pp. 210-225.

L'opposition des partis demeure avant tout l'expression d'un conflit de classes, et il faut remarquer à ce propos que, dans presque tous les pays économiquement développés, les milieux les moins fortunés votent en majorité en faveur des partis de gauche, tandis que la plus grande partie des favorisés de la fortune s'orientent vers les partis de droite. 8

Lipset précise toutefois que la situation socio-économique seule ne peut pas expliquer tous les comportements politiques. A cet effet, il constate que: "Certaines régions pauvres et sous-développées votent régulièrement en faveur des candidats conservateurs. On découvre là une des exceptions les plus remarquables à la tendance générale du vote de gauche des milieux les plus défavorisés".⁹

L'auteur explique ce dernier comportement à partir de quelques constatations judicieuses. Il retient tout d'abord que l'extrême indigence des régions pauvres empêche toute action organisée et enlève à la population tout espoir d'améliorer sa condition. En fait, l'ignorance et l'analphabétisme qui caractérisent ces régions nuisent à la compréhension des différents programmes politiques. De plus, les gens vivant dans ces régions sous-développées n'ont pas le temps de s'engager sur le plan politique; ils doivent avant tout s'occuper de faire vivre leur famille. Parfois la pauvreté est tellement grande que les populations ne peuvent pas résister aux pressions économiques ou à la violence utilisée contre elles par les élites locales privilégiées. Lipset mentionne cependant que c'est le traditionalisme, la résignation de la population face à sa situation défavorisée et la soumission à l'autorité existante qui détourneront les populations des régions pauvres et sous-développées de faire de l'action politique.

8. S.M. Lipset, L'homme et la politique, (Paris: Editions du Seuil, 1963), p. 247.

9. Ibid., p. 284.

Il affirme aussi que la religion occupe une place prépondérante quant au maintien du statu quo.¹⁰ De cette brève analyse, on retient que les gens qui ne s'intéressent pas à la politique vivent habituellement en-deça du minimum vital; ils ne peuvent pas se payer le luxe d'avoir des préoccupations politiques. De plus, ces gens se sont le plus souvent résignés à leur sort; ils donnent leurs votes aux candidats s'identifiant le mieux au pouvoir en place.

L'analyse de cas de la Cinquième République en France vient appuyer la thèse de Lipset. C'est du moins ce que démontre une étude effectuée au cours des années 1960 par E. Deutsch, D. Lindon et P. Weill.¹¹ L'étude fait ressortir que l'électorat français se divise en deux grandes catégories, à savoir les "participants" et les "isolés". Les participants regroupent ceux affirmant s'intéresser beaucoup ou un peu à la politique et en appréciant son importance. Les isolés, pour leur part, disent ne s'intéresser que très peu ou pas du tout à la politique; ils ignorent ou méprisent la politique. L'étude indique qu'en 1966, par exemple, le groupe des participants représente seulement 37% de l'électorat alors que le groupe des isolés s'approprie les autres 63%.¹² On s'aperçoit premièrement que le pourcentage des isolés est nettement plus élevé chez les femmes, les personnes âgées, les ruraux, les employés, les ouvriers, les petits commerçants que chez les hommes, les jeunes, les urbains, les cadres supérieurs et les professions libérales.¹³

10. Ibid., pp. 284-285.

11. Emeric Deutsch, Denis Lindon, Pierre Weill, Les familles politiques aujourd'hui en France, (Paris: Editions de Minuit, 1966), 126 pages.

12. Ibid., pp. 15-17.

13. Ibid., p. 18.

On remarque ainsi que le degré de participation croît nettement avec le niveau d'instruction. Enfin, il faut préciser que les partis les plus conservateurs en France recrutent une bonne part de leurs adhérents chez les moins instruits et les plus dépourvus. A cet égard, on se souviendra qu'en plus de s'approprier, en 1966, 54% des intentions de vote des industriels et cadres, les partis du centre et de la droite allaient chercher 34% des préférences des agriculteurs, 48% des petits commerçants, 38% des employés, 25% des ouvriers et 36% des retraités. Par ailleurs, le marais - famille politique désignant l'ensemble des électeurs se situant au centre, mais ne s'intéressant pas à la politique - attirait 37% des préférences de vote des agriculteurs, 35% des retraités, 32% des petits commerçants, 29% des ouvriers, 28% des employés et 18% des industriels et cadres. Précisons enfin, que l'U.N.R. et le centre-démocrate allaient respectivement chercher 42% et 26% des électeurs du marais lors des élections présidentielles de 1965, tandis que le parti communiste et la fédération ne parvenaient à s'attirer que 10 et 12%.¹⁴ On déduit donc que les partis du centre et de la droite vont chercher un fort pourcentage de leur clientèle d'électeurs chez les gens peu ou pas politisés, de même que chez les gens pauvres et non-instruits. Ainsi, il s'avère erroné d'affirmer que les partis du centre et de la droite s'accaparent seulement le vote des gens fortunés.

Par ailleurs, il ne faudrait pas minimiser l'impact que le général de Gaulle a eu sur l'électorat français au cours de sa présidence. Ainsi, lors des élections présidentielles de 1965, de Gaulle a reçu des voix de toutes les familles politiques. Mentionnons de plus, que la gauche a voté davantage pour de Gaulle que la droite ne l'a fait pour Mitterrand.

14. Ibid., pp. 105-106, 121.

Les électeurs de gauche étaient sensibles à certaines qualités personnelles de de Gaulle, à son prestige international et à sa politique d'indépendance à l'égard des Etats-Unis.¹⁵

A Montréal, une étude effectuée par Marie Letellier a démontré que les gens vivant en-dessous du minimum vital ne sont ni politisés, ni opposés au statu quo. Ces gens ne s'occupent tout simplement pas de politique. Ayant privilégié la cadre théorique d'Oscar Lewis sur la culture de pauvreté, Letellier s'est aperçue que la majorité des traits identifiés à cette culture se retrouve dans son étude de cas. En ce qui a trait plus spécifiquement à l'univers politique de son principal informateur, elle a constaté que ce dernier jouit d'un faible niveau de scolarisation, qu'il n'est membre d'aucun parti politique et enfin, qu'il vote seulement s'il peut en retirer des avantages immédiats. Par surcroît, son comportement politique révèle une méfiance particulière envers les gens représentant l'autorité.¹⁶

La situation observée dans l'Est du Québec vient confirmer les analyses de Lipset puisqu'on a enregistré dans cette région sous-développée un support constant pour les partis prônant l'idéologie dominante. Rappelons toutefois, que la population n'appuie pas nécessairement le parti politique qui détenait la majorité au parlement lors de sa dissolution, alors qu'elle supporte généralement le parti qui sera investi du pouvoir.

Selon nous, quatre facteurs essentiels sont responsables de cette situation: a) le faible taux de scolarisation qui a caractérisé la région jusqu'au début des années 1960, b) le développement tardif des moyens de communications,

15. Ibid., p. 59

16. Marie Letellier, On n'est pas des trous-de-cul, (Montréal: Editions Parti Pris, 1971), 221 pages.

c) le rôle d'éteignoir exercé par l'Eglise catholique jusqu'à tout récemment et, d) la résignation de la population à son sort. Ces quatre facteurs ont concouru à assurer le support ininterrompu de la région en faveur des partis politiques préconisant le statu quo. André Bernard appuie nos dires lorsqu'il signale que: "Les conceptions conservatrices sont surtout répandues chez les gens moins instruits, plus isolés..."¹⁷

Il importe de souligner enfin qu'un changement radical est susceptible de survenir dans la région. On assiste depuis quelques années à une hausse impressionnante du taux de scolarisation, à l'amélioration de l'ensemble des moyens de communications, à la redéfinition par l'Eglise régionale de son rôle au niveau du développement et enfin, à l'organisation de la population au sein de différents groupes de revendication. Ces transformations majeures témoignent d'une politisation plus accentuée et laissent présager un certain ajustement du comportement politique dans l'Est du Québec. Il ne faudrait pas se surprendre de voir très bientôt la population se radicaliser en donnant son appui à la "gauche". Un comportement analogue a déjà été enregistré dans le Mezzogiorno, où une scolarisation plus importante et une nette amélioration du système de communication ont signifié des gains appréciables pour le parti communiste.¹⁸

D) Quelques perspectives de recherches.

En guise de conclusion, nous voudrions proposer certaines pistes de recherche qui nous paraissent intéressantes. Nous sommes conscient qu'il faudra

17. André Bernard, La politique au Canada et au Québec, (Montréal: Presses de l'Université du Québec, 1977), p. 134.

18. Mattei Dogan. "Political Cleavage and Social Stratification in France and Italy", in Party Systems and Voter Alignments: Cross-National Perspectives, (New York: The Free Press, 1967), pp. 184-192.

se pencher de plus près sur l'effet des communications sur le développement en général; notre analyse de cas ayant remis en cause la théorie sur laquelle on se fondait jusqu'à maintenant. Il faudra aussi s'intéresser aux relations "centre-centre" et "périphérie-périphérie" en vue de déterminer avec plus d'exactitude comment les rapports s'établissent entre ces entités.

Une autre voie à explorer serait l'introduction de la théorie du "pouvoir de compensation" mise de l'avant par Galbraith (19), dans l'analyse des relations "périphérie-périphérie". D'après Galbraith, la concentration de l'entreprise industrielle entre les mains d'un petit nombre a amené l'apparition de vendeurs et d'acheteurs puissants.²⁰ La périphérie, jouant le rôle de l'acheteur, aurait donc intérêt à se mobiliser pour renforcer sa position. L'avènement d'une telle mobilisation pourrait remettre en situation l'affirmation de Balandier qui avance: "L'impuissance du Tiers-Monde s'entretient par les inégalités et les dépendances, sur lesquelles ces pays (les pays avancés) fondent et maintiennent provisoirement leur puissance".²¹

La remise en cause de cette dernière situation pourrait bien amener les spécialistes de l'éthique sociale à participer au débat, étant donné qu'il sera question des concepts de justice distributive, de responsabilité politique et éventuellement, de construire un modèle de croissance sans exploitation.

19. J.K. Galbraith, American Capitalism - The Concept of Countervailing Power, (Cambridge: Houghton Mifflin Cie, 1952).

20. Ibid., pp. 118-120.

21. G. Balandier, Sens et puissance, Bibliothèque de sociologie contemporaine, (Paris: Presses universitaires de France, 1971), p. 201.

D'autres avenues de recherche nous sont offertes. Celles qui retiennent surtout notre attention se réfèrent au phénomène de l'intégration. Entre autres, est-ce que le phénomène du développement du sous-développement dans les régions périphériques aura des effets néfastes sur l'achèvement d'une intégration infranationale? Est-ce que l'intégration d'un pays passe d'abord par le développement égalitaire de chacune de ses régions? Est-ce que la division qui s'est opérée entre pays riches et pauvres n'est pas en train de se transposer au niveau des régions?

En fin d'analyse, il faut bien reconnaître que plusieurs questions demeurent ouvertes et que plusieurs autres restent à poser. Néanmoins, nous avons répondu à plusieurs interrogations. Entre autres, nous avons prouvé qu'il était possible de se servir de la grille d'analyse centre-périphérie au niveau infranational aussi bien que supranational. Nous avons de plus démontré que le sous-développement n'est pas réservé seulement aux pays en voie de développement; il se peut, en fait, qu'il s'instaure aussi en pays industriels avancés. Par surcroît, nous avons constaté que le sous-développement d'une région n'est pas nécessairement responsable de son état de dépendance et que souvente fois le phénomène inverse se produit. Enfin, nous souhaitons que notre contribution saura inviter les analystes politiques à entreprendre de nouvelles recherches.

ANNEXE I

PRISE DE POSITION DU CLERGÉ DEVANT LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION ET DE L'ACTION ENTREPRISE PAR LA POPULATION

27 septembre 1970

Archives du diocèse de Rimouski

À REVENDICATIONS JUSTES, SOLIDARITÉ COURAGEUSE!

Un mouvement de masse soulevé dans notre région ces derniers temps nous a obligés naturellement à sortir de notre indifférence coutumière: au moins pour réfléchir plus profondément sur la situation de nos gens, et considérer plus adéquatement les droits et obligations de la population. Et cela, à la lumière des leçons de Vatican II mises à jour par l'éclairage récent de nos évêques dans leur message de la Fête du Travail.

NOS PAROISSES MARGINALES

La situation de nos paroisses marginales est suffisamment connue: tout le monde en parle avec un déploiement d'égal *compétence*. Essayons brièvement de la résumer pour les besoins de la cause.

Actuellement, nos gens, des citoyens défavorisés, sont dans une situation d'insécurité: fruit de politiques remises en cause avant même d'être exécutées; en même temps, on a créé dans la population divers mouvements de consultation et de participation. Le slogan était sur toutes les lèvres: finis les *remèdes-cataplasmes*. Conséquemment, on a fait naître certains espoirs, cependant que des gens travaillaient avec acharnement à concevoir des plans susceptibles d'améliorer leur situation plus que précaire. Enfin, la *société juste* allait-elle dépasser le palier du rêve?

Par ailleurs, l'évolution rapide de certains facteurs socio-économiques, interprétés de façon contradictoire par de prétendus spécialistes, fait que tout le monde se perd dans un dédale de savantes prospectives, plus éblouissantes que valables. De la part de nos gouvernants et de diverses agences gouvernementales, la peur de se faire reprocher certaines erreurs les accule à un patinage épuisant. Tout cela crée dans notre population une perte de

confiance dans ses dirigeants; face à l'incapacité de ces derniers d'apporter des solutions valables et efficaces aux problèmes du milieu, nos gens sont de plus en plus amenés à prendre leurs propres affaires en mains et, pour mieux ce faire, à s'unir pour se protéger et se sécuriser davantage. Las d'être de perpétuels assistés sociaux, ils veulent enfin connaître une existence décente, et essayer de bâtir un avenir à leurs enfants pour leur éviter le même sort qu'eux.

Devant ce fort mouvement, qui se dessine dans nos populations encore voulantes, nous ne pouvons en saine équité les blâmer d'avoir à cœur de briser l'inertie, génératrice de mort. D'autant plus que nous sommes conscients qu'il peut se produire, à plus ou moins brève échéance, un affrontement malheureux! Nous sommes conscients aussi que les revendications de notre population sont réalistes et justifiées.

LE SENS DE LEUR ACTION

C'est trop facile de nous taxer de naïveté et de se réfugier dans l'inaction! Appuyés dans leur action par des universitaires compétents, nos *éternels esclaves* veulent sensibiliser le gouvernement et l'opinion publique, pour que l'on ait la lucidité et le courage de miser sur les ressources forestières plutôt que sur la prétendue vocation agricole ou même touristique de notre région; en même temps, protester contre l'incurie et la lenteur administratives, face à l'option préconisée en faveur de notre région: celle d'organiser des travaux de sylviculture plutôt que d'investir dans l'assistance sociale ou de verser continuellement de pieux subsides, dévalorisants pour ceux qui les reçoivent et scandaleux pour ceux qui les autorisent.

En deux mots, ce qu'ils veulent? Une politique économique efficace et une meilleure politique sociale. Puisse leur énergie morale en l'occurrence n'être surpassée que par le courage politique de nos gouvernants!

LA NATURE DE NOTRE APPUI

Devant cette situation qui devient intolérable, le clergé de la région, au risque de passer pour des rêveurs ou de confondre ceux qui se cachent derrière le ridicule, ne peut rester indifférent: d'autant plus que nous sommes conscients qu'il faudra, de la part des gouvernants, autant de courage et de patience qu'il en a fallu à notre population pour supporter depuis nombre d'années un tel état de choses.

Quant à la misère de notre milieu, qu'on nous fasse grâce de la rappeler, pour éviter d'humilier nos gens devant cette faute collective qu'on semble vouloir leur imputer à eux seuls! Si, par ailleurs, notre population manque d'élite pour la guider et pour l'aider, ce n'est pas une raison pour le

clergé de s'asseoir sur sa suffisance et se résigner au *désengagement*: nous laissons à d'autres cette faiblesse.

D'où cette prise de position qui se veut solidaire de celle de notre population, menacée de frustrations graves. Plus soucieux de les aimer que de les aider, nous sommes 100% avec eux pour défier l'opinion publique; puisse ce défi être un appel au courage et à une prise de conscience collective salutaire! Y a-t-il encore place chez nous pour la désinstallation de mieux nantis, pour se pencher sur la pauvreté et la misère gênante?

Notre action, il va de soi, se veut des plus pacifistes; mais réaliste et engageante, dans l'esprit du Message des évêques canadiens ont eu le courage d'émettre lors de la Fête du Travail pour « attirer l'attention du public sur les perspectives chrétiennes de la libération de l'homme contemporain ». Si, en effet, un tel message « propose un défi auquel il faut répondre avec la générosité et la détermination que réclame l'Évangile », pourquoi craindre indûment et se taire plus longtemps? Un défi, c'est fait pour être relevé, et un défi chrétien, pour être relevé chrétiennement: le Christ nous en a donné l'exemple.

A-t-on le droit alors de laisser le spectre du *désespoir* brimer continuellement notre population? A-t-on le droit de tolérer une action gouvernementale, plus soucieuse du rendement et de la froide efficacité (électorale peut-être. . .) que du respect des personnes et de leur dignité? On s'illusionne peut-être. . . mais on est par ailleurs pleinement conscients d'être en face d'une situation fort complexe, qui ne comporte certes pas de *solution miracle*. Est-ce une raison pour ne pas agir et garder le silence?

Comme chrétiens, et à titre de pasteurs d'une population qui se sent brimée, de citoyens démunis, las d'être *les enfants pauvres de l'économie québécoise*, nous n'avons plus le loisir de ne pas appuyer leurs justes revendications: vivre l'Évangile aujourd'hui, et l'annoncer comme une force qui libère (n'est-ce pas là que se situe notre action?) nous amènent aussi à chercher de nouveaux modes pour le vivre; et bien mal avisé celui qui pourrait présumer de ces nouveaux modes et condamner à la légère, sinon accuser de démagogie, ceux qui épaulent une population, soucieuse de vivre dans la dignité et de combattre *les injustices de la justice*.

Si nous sommes solidaires avec nos chrétiens et il est temps d'éliminer de notre comportement la peur, qui est contraire à l'esprit du christianisme, et de nous atteler résolument à la tâche, pour lutter contre toutes les forces de contraintes qui avilissent la population: chômage, pauvreté sous toutes ses formes, service social aveugle, aide sociale gênante, etc.

Tel est le sens de notre commune intervention. Sans doute que la démagogie serait facile auprès d'une population, qui en a soupé des promesses *recapées* de nos gouvernements et des organismes para-gouvernementaux aux énoncés stériles. Dieu nous garde de ces procédés, plus injustes que l'injustice que nous voulons combattre! D'ailleurs, personne heureusement n'a exploité ce filon, et l'attitude de la population, jusqu'ici impeccable, le prouve: embarqués dans un mouvement plus spontané que cuisiné dans

l'ombre, nos gens nous donnent l'impression d'être lancés dans une action, qui ne s'arrêtera que lorsque les pouvoirs publics concernés accepteront, en toute lucidité, de collaborer au relèvement économique de la population.

Puisse cette heure sonner bientôt, et couronner cet effort que nous apportons de digne collaboration. C'est au nom de la vérité, de la justice et de la dignité humaine que nous lançons notre cri de libération. Dans l'esprit de l'Encyclique *Populorum Progressio* et du message des évêques canadiens . . . Que les sourds entendent!

Puissions-nous avoir agi avec autant de discernement que de courage. Et puisse notre intervention être entendue en ce sens: un signe des temps!

ANNEXE II

MANIFESTE DU FRONT COMMUN

(Documentation Communication-Québec, région de l'Est)

Comme le prouve la manifestation d'aujourd'hui, notre population régionale a toujours su s'impliquer dans son développement et donner le coup de collier nécessaire pour atteindre ses objectifs. C'est ça qui nous a donné le BAEQ en 1963; le plan du BAEQ en 1966, l'Entente Canada-Québec en 1968, deux ans après le plan du BAEQ.

Même si elle n'a pas retenu toutes les recommandations du plan du BAEQ qui avait été préparé avec la participation de la population, l'Entente Canada-Québec a permis d'entreprendre ou de réaliser un certain nombre de choses:

- par exemple, les budgets du FRUL pour les travaux de sylviculture dans les territoires des OD sont payés par l'Entente,
- par exemple, la cartonnerie de Cabano touchera une aide spéciale à même les fonds de l'Entente,
- par exemple, le traversier brise-glaces, ici même, à Matane.

Mais, bien souvent, ça prend un temps énorme pour réaliser un projet sur lequel tout le monde est d'accord; bien souvent aussi on se sert des fonds spéciaux de l'Entente pour payer des programmes réguliers auxquels nous avons droit de toute façon. Par exemple, \$86 des soi-disant \$411 millions de l'Entente sont consacrés à la formation professionnelle qui est un programme fédéral qui s'applique à la grandeur du Canada, pas seulement ni spécialement dans notre région.

On ne peut pas dire non plus que les programmes de l'Entente ont permis de régler les problèmes fondamentaux de la région:

- La population ne cesse de diminuer, surtout chez les jeunes qui n'entrevoient aucune possibilité d'avenir.
- Le chômage atteint souvent 30 pour cent et ne descend pas en bas de 20 pour cent; ça veut dire qu'il y a toujours au moins une (1) personne sur cinq (5) qui est en chômage. Combien y en a-t-il ici, aujourd'hui? Pourtant, ailleurs, dans l'ensemble du Canada, quand le chômage atteint 10 pour cent, la population renverse le gouvernement.

— Un rapport fait par des experts, pour l'ODEQ, dit qu'en 1976 — la dernière année de l'Entente — le chômage va varier entre 18 et 25 pour cent. Et ce serait la dernière année de l'Entente? Nous n'aurions plus besoin de budgets spéciaux? Pourtant, avec des chiffres comme ceux-là, nous serons encore loin d'être sur le même pied que le reste du Québec!

Non! Ce qu'il nous faut, et tout de suite, ce sont des fonds supplémentaires dans tous les secteurs de l'activité régionale.

L'AGRICULTURE

On sait que, dans notre région, il y a malheureusement certaines exploitations agricoles qu'il faut retourner à la forêt et qu'on n'aurait jamais dû cultiver. Mais

- nous avons aussi de nombreuses zones de très bons sols,
- nous avons dans notre classe agricole un capital humain compétent et suffisant,
- nous avons l'immense marché de la Côte-Nord qui s'ouvre à nous si nous prenons les moyens de l'obtenir.

L'Entente a permis certaines réalisations dans le domaine agricole:

- pas le réaménagement foncier dans la zone agricole, il n'y en a pas eu;
- pas les expropriations pour le parc Forillon, c'est du tourisme même si c'est payé avec les budgets de l'Agriculture;
- pas les expropriations sur la fermeture des paroisses marginales.

Mais on a quand même réussi et mieux qu'ailleurs au Québec, car nous avons des fonds spéciaux:

- à consolider le secondaire — laiteries et meuneries — ce qui a haussé les revenus de la classe agricole;
- à améliorer la gestion des fermes avec les GERA.

Ça c'est bien beau, mais ça ne suffit pas à atteindre l'objectif d'une agriculture rentable et d'un niveau de vie convenable pour la classe agricole. Il va falloir faire plus, sans ménager ni les budgets ni les énergies.

- diversifier les productions (ex.: bœuf de boucherie, horticulture) selon le zonage;
- insister sur la commercialisation, surtout par rapport à la Côte-Nord;
- fonder une société mixte (État — organismes agricoles) pour vraiment faire du réaménagement foncier et éviter que des agriculteurs aient des terres à 6 milles l'une de l'autre comme c'est le cas actuellement.

LA FORÊT

D'après des experts reconnus, notre région offre un potentiel forestier des plus intéressants. Quand on connaît

- l'immense réservoir de main-d'œuvre de la région,
- les énormes besoins de l'industrie forestière de rapprocher son approvisionnement pour réduire ses coûts,

il ne fait aucun doute que la forêt est une pierre d'assise du développement de l'Est du Québec.

Pour y arriver:

- il faut plus que \$25 millions en 8 ans comme dans l'Entente actuelle, des dizaines de millions de plus,
- il faut faire plus que racheter des concessions, ce qui profite d'abord aux grosses compagnies, même si c'est pour faire des forêts domaniales.

Mais l'Entente a quand même permis des réalisations importantes: des fermes forestières — des travaux de restauration (REXFOR) — des groupements forestiers — les travaux du FRUL.

Mais quand on pense à tout le potentiel qu'offre notre forêt, il est clair qu'il va en falloir plus; il faut trouver les budgets et les hommes pour étendre à toute la région les travaux de sylviculture du genre mentionné. En améliorant nos forêts, on ne peut pas faire d'erreurs, c'est rentable. toutes les études le prouvent.

En plus, on permet à l'arrière-pays de vivre en exploitant ses ressources et on permet à nos usines et leurs travailleurs de continuer.

Déjà, l'industrie forestière emploie en forêt ou en usine près de 50 pour cent de la main-d'œuvre de la région; c'est un secteur qu'on ne peut pas négliger et auquel il faut consacrer tous les efforts nécessaires. Il nous faut et tout de suite, plus d'argent et des centres agro-forestiers qui vont être les noyaux de population qui vont permettre l'aménagement intensif et l'exploitation de la forêt.

LES PÊCHERIES

Depuis 1961, le prix de la denrée alimentaire courante qui a connu la plus forte hausse a été celui du poisson. Mais ce ne sont pas nos pêcheurs qui en ont profité, ce sont les grosses compagnies et les intermédiaires.

Bien sûr, l'Entente actuelle prévoit des fonds spéciaux pour les pêcheries dans notre région mais comme on ne dépense pas ou presque pas de budgets réguliers, la somme de \$21 millions est de la poudre aux yeux. Il est certain, par exemple, que la création prévue de parcs industriels de pêche est une bonne chose mais on n'a encore rien fait; on n'est pas très avancé,

non plus, en ce qui concerne les points de débarquement. Et on n'a pas d'argent dans la présente entente pour faire plus.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Dans l'Entente Canada-Québec de \$411 millions pour 68-76, il y a \$86 millions pour la formation professionnelle. Or, ce programme s'applique de la même façon, partout à travers le Canada et ne constitue donc en aucune façon un budget spécial pour la région. À part le ministère de l'Expansion économique régionale, aucun ministère fédéral n'a de budget vraiment spécial dans notre région.

Cela n'empêche évidemment pas le programme de formation professionnelle d'être utile et même nécessaire dans notre région comme la nôtre, où la valorisation de la main-d'œuvre est une condition essentielle au développement. Mais, pour donner son plein rendement, il faudra:

- que les cours soient décidés dans la région,
- que les cours collent à la réalité de la région et contribuent aux autres efforts de développement: par exemple, l'artisanat, les mines, le tourisme, la sylviculture.

Avec des efforts soutenus et des budgets suffisants, nous pourrions devenir une des régions minières importantes du Québec et régler une partie de nos problèmes de chômage.

LE TOURISME

Le Bas Saint-Laurent et surtout la Gaspésie constituent la région touristique par excellence au Québec. C'est une ressource capitale parce que, dans notre société moderne, le tourisme représente et représentera de plus en plus un secteur dynamique, le plus dynamique au Québec en 1980. Il faut donc prendre les moyens de mettre en valeur le potentiel de la région et d'en tirer tous les avantages possibles en termes de revenus et d'emplois et le plan du BAEQ contenait plusieurs recommandations à ce sujet.

- Ça ne veut pas dire de faire des marinas et des clubs de golf, à même les fonds de l'Entente;
- ça ne veut pas dire non plus de faire des dépenses sur la Côte-Nord;
- ça ne veut pas dire de construire des unités-modèles que personne ne va voir parce qu'on n'a pas de crédit hôtelier;
- ça ne veut pas dire de faire des loi-matrasques et d'essayer de léser le monde comme à Forillon.

Mettre en valeur le potentiel de la région, ça veut dire de mettre en place, immédiatement, les gros équipements et l'infrastructure touristique:

- ça veut dire de s'en tenir au plan du BAEQ;

- ça veut dire de finir par commencer le parc provincial du Bic et celui des Chics-Chocs,
- ça veut dire de mettre en place le réseau d'étapes,
- ça veut dire que, quand on fait un parc Forillon à coup de millions on construit des routes pour les 500 000 touristes qui vont s'y rendre chaque été; qu'on établit des sources de crédit pour permettre la construction des facilités d'hébergement pour ces touristes;
- ça veut dire qu'on aménage les rivières à saumon et qu'on les protège adéquatement;
- ça veut dire qu'on développe des centres de vacances-famille pour les familles à revenu moyen qui ont droit elles aussi de visiter la Gaspésie.

Ça veut aussi dire de donner une formation touristique et d'assister et encadrer les initiatives de la population qui fait sa part dans le développement du tourisme; pensons aux festivals, aux bases de plein air, etc. Ça veut dire beaucoup d'argent car on en a dépensé trop pour faire autre chose que ce que disait le plan du BAEQ.

L'INDUSTRIE

Le relèvement économique de notre région passe par l'industrialisation. Nos gens l'ont bien compris:

- la tannerie de Saint-Pascal passe au feu, la population fournit \$300 000 pour reconstruire.
- Cabano veut une cartonnerie, on souscrit trois-quart de million dans toute la région.

Le BAEQ avait vu que notre région était spécialement pauvre en industrie et avait proposé des mesures incitatives spéciales pour l'Est du Québec; le gouvernement les a étendues à tout le Canada. Comment concurrencer les grands centres dans de telles conditions?

La population est prête à faire sa part et elle l'a montré chaque fois qu'on lui a demandé, même si notre région n'est pas très riche. Il va falloir que le gouvernement fasse la sienne, qu'il fasse un effort SPÉCIAL dans la région parce qu'on en a SPÉCIALEMENT besoin.

- Il va falloir augmenter les budgets pour l'industrie: deux ou trois autres Cabano et la caisse est vide;
- il va falloir faire les parcs industriels dans les zones prioritaires;
- il va falloir augmenter les budgets, le personnel et les efforts pour la promotion industrielle;
- il va falloir trouver des sources supplémentaires de crédit pour les entreprises, surtout les petites;
- il va falloir un Office de Promotion des produits de la région, par exemple, les travaux de nos artisans;

- il va falloir créer la Société de Gestion régionale où les démarches durent déjà depuis deux ans;
- il va falloir créer un fonds industriel spécial pour donner un coup de main quand le besoin sera là, pour aider à la transformation dans la région des produits de la région.

Dans le domaine industriel, on n'a pas le droit ni les moyens de ménager aucun effort.

LES AFFAIRES MUNICIPALES

Il y a actuellement 214 municipalités dans la région de l'Est du Québec. La plupart d'entre elles ont une population de moins de 1500 habitants et ce chiffre va constamment en baissant. C'est sûr et certain qu'on ne pourra pas aider toutes et chacune d'entre elles à se donner un plan d'urbanisme, un réseau d'aqueduc et d'égout et tous les autres services urbains.

Cette forme d'aide et ses équipements doivent être réservés aux centres de service et aux plus gros d'entre eux en priorité. Et il est très important qu'ils puissent avoir de bonnes infrastructures urbaines, car c'est une des conditions essentielles à la venue d'industries chez nous; comme ces municipalités-là ont déjà de grosses responsabilités, les subventions à 60-40 (60 pour cent par l'Entente, 40 pour cent par la ville) sont souvent insuffisantes et les forcent à trop s'endetter. Il faudrait que cette proportion passe à 80-20.

Tout ça peut nous donner de belles villes, mais ça ne règle pas le problème des petites paroisses de l'arrière-pays. La population de ces localités tient à rester sur place et à y gagner sa vie honorablement et convenablement si c'est possible, mais elle sait bien qu'elle ne peut pas se payer tous les services qu'on trouve à Rimouski, par exemple.

C'est pour ça qu'elle a trouvé une formule qui lui permettrait de se donner des services à la mesure de ses moyens: les centres agro-forestiers. En gros, il s'agit d'une dizaine de paroisses qui peuvent trouver à l'une d'entre-elles, le centre agro-forestier, un niveau de services qui peut répondre à la plupart de leurs besoins. Pour vraiment développer l'aménagement forestier dans la région, en prenant la main-d'œuvre sur place et en respectant sa dignité plutôt que de l'envoyer sur le bien-être social en ville comme on dit, il est tout à fait urgent de désigner des centres agro-forestiers avec la collaboration de la population et de leur aider à se doter des infrastructures nécessaires.

On ne pourra pas attirer et développer l'industrie sans avoir des villes bien équipées; on ne pourra pas développer la forêt sans avoir des centres agro-forestiers bien équipés. Et si on ne fait pas cela, la région va se vider.

LES TRANSPORTS

La Voie

- La route 10 et la route 6, la ceinture de la Gaspésie,
- les routes autour de Murdochville,
- la route Rimouski-Cabano et Cabano-Trois-Pistoles.

En faire des routes convenables:

- pour la population qui s'en sert 365 jours par année,
- pour l'industrie et le camionnage,
- pour les centaines de milliers de touristes que nous avons chaque été.

Notre région est celle qui paie les taux d'assurance-automobiles les plus élevés: Pourquoi? Nous ne demandons pas la transcanadienne mais seulement des routes convenables, pavées, droites. Tout de suite.

Les communications maritimes

- Le traversier brise-glaces à Matane; ça s'en vient.
- Un traversier-rails pour assurer la liaison avec la Côte-Nord pour s'assurer des débouchés pour le commerce, pour nos produits industriels et agricoles sur un marché en pleine expansion.
- Des budgets pour entretenir nos installations portuaires, pas des marinas.
- Un complexe portuaire pour super-pétrolier dans la zone Gros-Cacouna — Isle-Verte, mais sans danger de pollution et avec une raffinerie dans la région, pas à Montréal ou aux États-Unis.

Les liaisons aériennes

- Un aéroport régional équipé, ça presse.

LES AFFAIRES SOCIALES

Sur 880 000 malades hospitalisés au Québec, on en a 68 000, soit 7,66 pour cent pour 6 pour cent de la population.

Sur 263 hôpitaux au Québec, on en a 13, soit 5 pour cent pour 6 pour cent de la population; mais un total de 2244 lits sur 58 392, soit 3,8 pour cent pour 6 pour cent de la population.

Bien plus, sur 10 000 docteurs, on en a 200, soit 2 pour cent pour 6 pour cent de la population.

On n'a pas de rattrapage à faire en ce qui concerne les cas d'hospitalisation, mais on est bien en bas de la moyenne pour le reste. On est dans

une situation spéciale et il va falloir des budgets spéciaux pour la corriger. Ça ne serait que justice qu'au moins dans le domaine de la santé, on puisse avoir les mêmes standards que le reste du Québec. Si on ne veut pas laisser mourir la région, on ne veut pas non plus laisser mourir ceux qui l'habitent. La santé des gens, c'est grave; dans un pays riche comme le nôtre, en plein 20ième siècle, il doit y avoir moyen de remédier à cette situation-là.

Il faut aussi établir une juste répartition géographique dans la région même et obtenir des institutions suffisantes pour l'enfance et les personnes âgées.

Dans les affaires sociales, il faut aussi parler de la relocalisation, ou comme d'autres l'appellent de l'aide aux migrants. C'est un programme utile et nécessaire, car il permet d'aider les gens à s'intégrer dans un nouveau milieu où ils ont pu discerner des possibilités d'améliorer leur sort. Jusque là, nous sommes d'accord, tant que la relocalisation est complémentaire à l'aménagement.

Mais il ne faut pas mettre la charrue devant les bœufs; le but ça ne doit pas être de déménager les gens, ça doit être d'aider les gens à participer au développement de la région là où ils sont le plus en mesure de le faire. Pour ça, il faut essayer d'aménager et de développer l'arrière-pays et permettre aux gens de demeurer dans leur milieu. Il faut donc de toute urgence désigner les centres agro-forestiers, les équiper convenablement et mettre en œuvre des programmes de développement de l'arrière-pays, surtout dans le secteur forêt, le tout en consultation étroite avec la population.

LES LOISIRS

La situation du secteur loisir, dans la région de l'Est du Québec, demeure pour ainsi dire l'enfant pauvre. L'Entente Canada-Québec, à l'intérieur de ses budgets et de sa programmation, on n'a pas considéré le développement du loisir à sa juste valeur, sinon de le mettre à la remorque du ministère du Tourisme qui, lui, n'a pas comme tel de préoccupation dans ce domaine.

Vu l'importance qu'a le loisir aujourd'hui dans notre société, tant au niveau social qu'économique, vu aussi les besoins ressentis et le peu de moyens dont jouit la population de l'Est du Québec, il est très important que la situation actuelle soit immédiatement corrigée, que le loisir soit reconnu au même titre que les autres secteurs et que les budgets soient affectés pour les fins suivantes:

- mise en place d'infrastructures,
- doter la région d'équipements récréatifs de plein air et de socio-culturel,
- aide à l'opération de ces équipements et à l'animation,
- aide à la recherche et à la planification,
- aide à la formation et à l'engagement de personnel.

Afin d'en arriver à répondre d'une façon adéquate au développement du loisir dans la région de l'Est du Québec et en arriver à rattraper le reste du Québec, il faut prévoir des fonds spéciaux pour la région dans ce secteur.

CONCLUSION

Après avoir fait le tour de la question, il doit vous apparaître comme à nous que notre région est loin d'avoir rattrapé le Québec. Nous avons moins d'emplois, moins d'industries, moins de transports, moins de santé, moins de revenus, mais plus de chômage, de pauvreté et d'assistance sociale. Il est clair également que ce n'est pas l'Entente actuelle qui va nous permettre de faire ce rattrapage.

On avait un peu oublié que le plan du BAEQ avait fixé pour 1982 l'époque où nous atteindrions cet objectif, si on suivait ses recommandations dont l'Entente qui a été signée deux ans plus tard, en a écarté certaines. Mais, il faut bien se rendre à l'évidence: pour rattraper la moyenne des autres régions du Québec, il nous faudra des budgets spéciaux, supplémentaires et une administration différente.

Il va nous falloir des budgets spéciaux parce que nous sommes dans une situation spéciale: nous sommes les parents pauvres dans les régions du Québec. Nous ne demandons pas de privilèges; nous ne voulons que notre juste part des richesses collectives. Mais, pas sous forme d'assistance sociale: nous ne voulons pas vivre au crochet de l'État. Ce que nous voulons, c'est d'obtenir l'aide qui nous permettra de mettre en valeur les ressources de notre région. D'après une étude de l'ODEQ, le gouvernement dépense plus par année dans la région sous forme d'assistance sociale que dans les programmes de développement de l'Entente, nous exigeons que ce soit le contraire, que cesse ce scandale!

Mais quand nous parlons de budgets spéciaux, nous voulons dire des budgets vraiment spéciaux; pas des programmes comme celui de la formation professionnelle qui s'appliquent à travers tout le Canada et qu'on nous passe dans une Entente qui est censée consister en fonds extraordinaires, différents des budgets réguliers.

Nous exigeons aussi qu'il y ait des montants supplémentaires parce qu'au rythme actuel, nous n'atteindrons jamais la moyenne du Québec. Les efforts de l'Entente, si valables soient-ils, n'ont pas réussi à faire baisser de façon significative le chômage et l'assistance sociale dans la région. Qui n'avance pas, recule, parce que le reste du Québec ne nous attend pas; il poursuit son propre développement. Nous réclamons des sommes supplémentaires parce que dans tous les secteurs il y a des besoins criants que nous ne pourrions pas satisfaire avec l'Entente actuelle.

Nous demandons aussi une administration différente. Même s'il y a eu des progrès remarquables au cours des dernières années, l'appareil gou-

vernemental est encore trop lent; les ministères sont encore trop cloisonnés; les coordonnateurs n'ont pas encore assez de pouvoirs; trop de décisions se prennent à Québec. Plusieurs formules sont proposées:

- Donner plus de pouvoirs à l'ODEQ et aux coordonnateurs sur les montants qui sont mis à leur disposition, pour que les décisions se prennent dans la région, mais cela fait des années qu'on le demande sans résultats importants.
- Constituer un gouvernement régional formé d'élus du peuple qui aurait la responsabilité des sommes spéciales pour le développement de la région et de la structure d'exécution du Plan. C'est l'idéal, mais c'est peut-être un rêve pour tout de suite.
- Ce que nous voulons, c'est créer une société de développement de l'Est du Québec, autonome dans ses décisions, avec conseil d'administration où siègeraient des représentants des deux gouvernements et de la population, comme Cap-Breton et comme on vient de le demander en Abitibi. D'ailleurs, le BAEQ parlait d'un Office régional de Développement.

Mais il ne suffit pas de budgets spéciaux supplémentaires et d'une administration efficace pour assurer le développement de la région. Le développement ne se fera pas si la population ne s'implique pas, si elle ne fait pas d'efforts.

Mais la population ne veut pas être associée seulement dans les efforts, elle veut être associée dans les décisions. Elle veut avoir son mot à dire et qu'on l'écoute quand elle parle. Elle veut que le plan de développement, ce soit son plan de développement puisque c'est sa région à elle qu'elle veut développer. La région, elle n'appartient pas à l'ODEQ ou à un gouvernement régional ou à une société de la Couronne, ni aux députés, elle appartient à la population.

Il y a déjà eu des fronts communs dans la région: il y en a eu un pour avoir le plan du BAEQ, il y en a eu un pour la signature de l'Entente; ils n'ont pas lâché avant d'avoir atteint leur objectif.

Le front commun populaire pour le développement régional dont c'est aujourd'hui la première manifestation de masse ne lâchera pas lui non plus tant qu'il n'aura pas obtenu l'assurance que des fonds spéciaux supplémentaires suffisants pour rattraper le Québec dans des délais raisonnables seront versés à la région et aussi que la population sera écoutée dans les décisions qui concernent son propre développement.

BIBLIOGRAPHIE

I. DOCUMENTS OFFICIELS

Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (B.A.E.Q.). La mise en place de nouvelles structures régionales. Plan de développement. Annexe technique no. 5. Par Guy Bourassa, Mont-Joli, 1966.

Bureau du Conseil Privé. Investissements étranger directs au Canada. Ottawa, 1972, 584 pages.

Comité spécial du Sénat. La pauvreté au Canada. Ottawa, Information Canada, 1973, 241 pages.

Communication Québec. Evolution de la population dans l'Est du Québec, 1951-1976: éléments statistiques. Par Jean-Luc Marret, juin 1977, 81 pages.

Conseil d'orientation économique du Québec. Les origines et la nature des déséquilibres régionaux du Québec. Par R.D. Hirsch, octobre 1967, 129 pages.

Conseil régional de développement de l'Est du Québec. Avis du Conseil régional de développement de l'Est du Québec sur la situation régionale. Rimouski, C.R.D.E.Q., décembre 1973, 53 pages.

Conseil régional de développement de l'Est du Québec. L'Est québécois: une expérience-pilote de développement régional planifié. Rimouski, 18 décembre 1970, 27 pages.

Conseil régional de développement de l'Est du Québec. Front commun populaire pour le développement régional. Troisième Congrès des Opérations-Dignité, juin 1973. (document no. 87.)

Conseil régional de développement de l'Est du Québec. Mémoire au Comité sénatorial spécial sur la pauvreté. Rimouski, C.R.D.E.Q., 1970, 46 pages.

Conseil régional de développement de l'Est du Québec. On est un tiers de million. (Document de travail), Janvier 1976, 38 pages.

Conseil régional de développement de l'Est du Québec. Situation de l'emploi dans l'Est du Québec. Par J.P. Plante, Rimouski, C.R.D.E.Q., mars 1970, 33 pages.

Conseil régional de développement de Québec. Du sous-développement aux expériences populaires de développement. Rapport du Colloque du C.R.D.Q., tenu le 8 novembre 1975 sur le thème "Vers une nouvelle problématique du développement régional." Mai 1976.

Department of Energy, Mines and Resources. Dimension of Canadian Regionalism, Par Michael D. Ray, Ottawa, 1972, 59 pages. (Geographical Paper no. 49)

Department of Forestry and Rural Development (ARDA). Political Parties in the Pilot Region (Lower St. Lawrence, Gaspé and Iles-de-la-Madeleine). Par Michel Chaloult, Ottawa, 1968, 14 pages. (CR-No. 12).

Ministère de l'agriculture et de la colonisation. Les disparités régionales: quelques voies d'approche. Par Guy Coulombe, Québec, 10 pages.

Ministère de l'expansion économique régionale (MEER). Evaluation des possibilités de développement de l'Est du Québec. Par Roland Jouandet-Bernadat, Ottawa, octobre 1974.

Ministère de l'expansion économique régionale (MEER). Le contexte du développement régional. Ottawa, 1976, 113 pages.

Ministère de l'expansion économique régionale (MEER). Les orientations économiques. Par B. Higgins, F. Martin, A. Raynauld, Ottawa, 1970, 156 pages.

Ministère de l'industrie et du commerce (MIC). Traits généraux de la région administrative du Bas-St-Laurent - Gaspésie 1972. Par Y. Dugal, Québec, 1972.

Ministère de l'industrie et du commerce (MIC). Les pôles d'attraction et leurs zones d'influence, Bureau de Recherches Economiques, Etudes régionales, Québec, 1967, 150 pages.

Office de planification et de développement du Québec (OPDQ). Les caractéristiques sectorielles interrégionales. Cahier IV. Les équipements et les services. Québec, juin 1976, 202 pages.

Office de planification et de développement du Québec (OPDQ). Les caractéristiques sectorielles interrégionales. Cahier I. Les indicateurs globaux. Québec, juin 1976, 134 pages.

Office de planification et de développement du Québec (OPDQ). Profils Régionaux: Le profil de l'Est du Québec. Québec, novembre 1976, 209 pages.

II. OUVRAGES

A. OUVRAGES THEORIQUES ET COMPARATIFS

Albertini, J.M. Les mécanismes du sous-développement, Paris. Editions Economie et Humanisme, 1967, 351 pages.

- Almond, G., Powell, G.B. Comparative Politics: A Developmental Approach. Boston, Little, Brown & Company, 1966.
- Aménagement rural et développement agricole (ARDA), Fédération québécoise pour l'habitation, l'urbanisme, l'aménagement et le développement des territoires (FQHUART). Le Québec face à l'aménagement régional. Université de Montréal, octobre 1967, 245 pages.
- Amin, Samir. L'accumulation à l'échelle mondiale. Paris, Anthropos, 1972.
- Amin, Samir. Le développement inégal: essai sur les formes sociales du capitalisme périphérique. Paris, Editions de Minuit, 1973, 361 pages.
- Archibald, Bruce. "Atlantic Regional Underdevelopment and Socialism", in Essays on the Left, Toronto, McClelland and Stewart Ltd., 1971, pp. 102-120.
- Armstrong, Muriel. The Canadian Economy and its Problems. Scarborough, Prentice-Hall Inc., 1970, 257 pages.
- Baily, F.G. Stratagems and Spoils: A Social Anthropology. New York, Schocken Books, 1969, 240 pages.
- Balandier, Georges. La mise en rapport des sociétés différentes et le problème du sous-développement. Paris, Tiers-Monde, 1961.
- Balandier, Georges. Sens et puissance. Bibliothèque de Sociologie Contemporaine, Paris, Presses Universitaires de France, 1971.
- Banfield, E. The Moral Basis of a Backward Society. New York, Free Press, 1958.
- Benjamin, Jacques. Planification et politique au Québec. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1974.
- Bernier, G. "Le cas québécois et les théories du développement et de la dépendance", dans La modernisation politique du Québec. Québec, Editions Boréal Express, 1976, pp. 19-54.
- Bernstein, Henry, ed. Underdevelopment and Development: The Third World Today. Harmondsworth, Penguin Books, 1973, 384 pages.
- Bettelheim, Charles. Planification et croissance accélérée. Paris, Maspero, 1965.
- Black, Cyril E. The Dynamics of Modernization: A Study in Comparative History. New York, Harper & Row, 1966, 206 pages.
- Black, Edwin R. "British Columbia: The Politics of Exploitation", in Social and Cultural Change in Canada. Vancouver, The Copp Clark Publishing Co., 1970, pp. 112-129.

- Boudeville, Jacques R. Aménagement du territoire et polarisation. Paris, Editions M.T.H. Génin, 1972.
- Bouthillette, Jean. Le Canadien français et son double. Montréal, L'Hexagone, 1972, 97 pages.
- Bruneau, Pierre, Larrivée, Jean. Bibliographie: les inégalités de développement régional au Canada et au Québec. Rimouski, U.Q.A.R.-G.R.I.D.E.Q., 1977, 152 pages.
- Brunet, Michel. La présence anglaise et les Canadiens. Montréal. Beauchemin, 1958.
- Cardoso, F.H. Politique et développement dans les sociétés dépendantes. Paris, Anthropos, 1971, 293 pages.
- Centre de recherche en développement économique. Vers une problématique du développement de la région de Montréal. Pierre-Paul Proulx éditeur. Université de Montréal, 1976.
- Centre de recherche en développement économique. Les disparités régionales au Canada et au Québec: les politiques et les programmes 1960-1973. Par Yves Dion et F. Poulin, Université de Montréal, 1973, 95 pages.
- Chambre de Commerce du district de Montréal. 24e congrès. Document de travail, juin 1974.
- Clement, Wallace. Continental Corporation Power: Economic Elite Linkages Between Canada and the U.S. Toronto, McClelland and Stewart Ltd., 1977, 408 pages.
- Cohen, Ronald. "Modernism and the Hinterland: The Canadian Example", in Social and Cultural Change in Canada. Toronto, The Copp Clark Publishing Co., 1970, pp. 4-27.
- Centrale des syndicats nationaux (CSN). Ne comptons que sur nos propres moyens. Montréal, Journal Offset Inc., octobre 1971, 110 pages.
- Cockcroft, J.D., Frank, A.G., Johnson, D.L. Dependence and Underdevelopment: Latin America's Political Economy. New York, Anchor Books, 1972, 448 pages.
- Cox, R.W., Jamieson, S.M. "Canadian Labor in the Continental Perspective", in Canada and the U.S.: Transnational and Transgovernmental Relations. New York, Columbia University Press, 1976, pp. 210-233.
- Dalh, Robert A. Modern Political Analysis. New Jersey, Englewood Cliffs, Prentice-Hall Inc., 1970, 118 pages.

- Davis, A.K. "Canadian Society and History as Hinterland versus Metropolis", in Canadian Society: Pluralism, Change and Conflict. Scarborough, Prentice-Hall Inc., 1971, pp. 6-32.
- Dépendance-Marginalité-Développement: Essais sur les Amériques latines, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1973, 235 pages.
- Destanne de Bernis, G. "L'industrialisation des pays en voie de développement - Impératifs - Préalables, Voies et Moyens", dans Développement et Civilisations. I.R.F.E.D., no. 18, juin 1964.
- Deutsch, Emeric, Lindon, Denis, Weill, Pierre. Les familles politiques aujourd'hui en France. Paris, Editions de Minuit, 1966, 126 pages.
- Deutsch, K.W. "Theories of Imperialism and Neocolonialism", in Testing Theories of Economic Imperialism. London, Lexington Books, 1974, pp. 15-33.
- Deutsch, K.W. "The Price of Integration", in The Integration of Political Communities. New York, J.B. Lippincott Co., 1964, pp. 143-178.
- Dion, Léon. Société et politique: La vie des groupes (Dynamique de la société libérale - tome 2). Québec, Presses de l'Université Laval, 1972, 616 pages.
- Dogan, Mattei. "Political Cleavage and Social Stratification in France and Italy", in Party Systems and Voter Alignments: Cross-National Perspectives. New York, The Free Press, 1967, pp. 129-195.
- Dugas, Clermont. Notion centre-périphérie. Rimouski, Université du Québec, 1974, 18 pages.
- Dollard, John et. all. éd. Frustration and Aggression. New York, Yale University Press, 1963, 209 pages.
- Dos Santos, Theotonio. "The Crisis of Development Theory and the Problem of Dependence in Latin America", in Underdevelopment and Development - The Third World Today. Penguin Books, 1973, pp. 57-80.
- Fédération des travailleurs du Québec (F.T.Q.). Document économique: le développement régional à la dérive. Montréal, décembre 1973, 52 pages.
- Firestone, O.J. ed. Regional Economic Development. Ottawa, University of Ottawa Press, 1974, 272 pages.
- Fortas, André. Réflexions critiques sur le développement économique de la région de Montréal d'après le rapport du C.R.D.E. Montréal, Université de Montréal, 1972.
- Fortin, Gérald. La fin d'un règne. Montréal, Editions Hurtubise HMH Ltée, 1971, 397 pages.

- Fowke, V.C. The National Policy and the Wheat Economy. Toronto, University of Toronto Press, 1957.
- Francis, J.P. "Regional Development Policies", in Regional Economic Development. Ottawa, University of Ottawa Press, 1974, pp. 189-204.
- Frank, André-Gunder. Capitalism and Underdevelopment in Latin America: Historical Studies of Chile and Brazil. London, Monthly Review Press, 1969, 343 pages.
- Frank, André-Gunder. "The Development of Underdevelopment", in Imperialism and Development: A Reader. London, Monthly Review Press, 1970, pp. 4-17.
- Frank, André-Gunder. Latin America: Underdevelopment or Revolution. London, Monthly Review Press, 1969, 409 pages.
- Fréchette, Pierre. "Y a-t-il un avenir pour les régions?", dans Premier Mandat: une prospective à court terme du gouvernement péquiste. Montréal, Editions de l'Aurore, 1977, pp. 75-85.
- Gagné, Charles. Le régionalisme et le développement du Québec. Thèse de doctorat. Paris, Université de Paris, 1969, 361 pages.
- Gagnon, Alain. L'influence de l'Eglise sur l'évolution socio-économique du Québec (1850-1950). Montréal, Les Artisans Coopvie, 1972, 28 pages.
- Gagnon, Gabriel, Martin, Luc, éd. Québec 1960-1980: La crise du développement. Montréal, Editions Hurtubise HMH Ltée, 1973, 500 pages.
- Galbraith, J.K. American Capitalism - The Concept of Countervailing Power. Cambridge, Houghton Mifflin Co., 1952.
- Galbraith, J.K. L'ère de l'opulence. Paris, Calmann-Lévy, 1961, 335 pages. (traduction française par André Picard).
- Gonidec, G.F. Les systèmes politiques africains. Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1971, 361 pages.
- Grand'Maison, Jacques. Le privé et le public. Ottawa, Leméac, 1975, tome I, 219 pages.
- Grand'Maison, Jacques. Nouveaux modèles sociaux et développement. Montréal, Editions Hurtubise HMH Ltée, 1972, 491 pages.
- Grand'Maison, Jacques. Vers un nouveau pouvoir. Montréal, Editions Hurtubise HMH Ltée, 1971, 257 pages.
- Gravier, J.F. Paris et le désert français. Paris, Flammarion, 1958, 317 pages.

- Groenman, S. "Social Aspects of Backwardness in Developed Countries", in Backward Areas in Advanced Countries. Toronto, Macmillan Press Ltd., 1969, pp. 21-34.
- Higgins, B., Martin, F., Raynauld, A. Les orientations économiques. Ottawa, Ministère de l'expansion économique régionale, 1970, 156 pages.
- Hindley, M.P., Martin, G.M., McNulty, J. The Tangled Net. Vancouver, J.H. Douglas, Ltd., 1977, 183 pages.
- Holland, Stuart. The Regional Problem. London, Macmillan Press Ltd., 1976, 179 pages.
- Hoselitz, B.F. Sociological Aspects of Economic Growth. London, Collier-Macmillan Ltd., 1965, 250 pages.
- Huntington, S.P. Political Order in Changing Societies. London, Yale University Press, 1968, 488 pages.
- Hutcheson, John. Dominance and Dependency: Liberalism and National Policies in the North Atlantic Triangle. Toronto, McClelland and Stewart Ltd., 1978, 182 pages.
- Innis, H.A. Empire and Communications. Toronto, University of Toronto Press, 1972, 184 pages.
- Innis, H.A. The Bias of Communications. Toronto, University of Toronto Press, 1964, 226 pages.
- Innis, H.A. The Cod Fisheries: the History of an International Economy. Toronto, University of Toronto Press, 1954.
- Innis, H.A. The Fur Trade in Canada. Toronto, University of Toronto Press, 1956.
- Institut Canadien des Affaires Publiques. Disparités régionales d'une société opulente. Montréal, Editions du Jour, 1966, 168 pages.
- Isard, Walter et. al. General Theory: Social, Political, Economic and Regional. Cambridge, Mass., M.I.T. Press, 1969, pp. 563-596.
- Julien, P.A., Lamonde, P., Latouche, D. Québec 2001: Une Société Refroidie. Québec, Editions Boréal Express, 1976, 213 pages.
- Keer, Clark, Dunlop, J.T., Harbison, F.H., Myers, C.A. Industrialism and Industrial Man. New York, Oxford University Press, 1964.
- Kuusinen, O.W. et. al. Fundamentals of Marxism-Leninism. Moscow, Foreign Languages Publishing House.

- Lamarche, Y., Rioux, M., Sévigny, R. Aliénation et idéologie dans la vie quotidienne des Montréalais francophones. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1973, tome I, 425 pages.
- Latouche, Daniel. "Violence, politique et crise dans la société québécoise", in Essays on the Left, Toronto, McClelland and Stewart Ltd., 1971, pp. 175-199.
- Latouche, Daniel, éd. Premier Mandat: Une prospective à court terme du gouvernement péquiste, tome 1. Montréal, Editions de l'Aurore, 1977, 274 pages.
- Laurin, Camille. Ma traversée du Québec. Montréal, Editions du Jour, 1970, 170 pages.
- Lemieux, Vincent. Le pouvoir des coordonnateurs régionaux de la Careq. Québec, Université Laval, juin 1976, 41 pages. (Laboratoire d'études politiques et administratives).
- Lemieux, Vincent. Le quotient politique vrai: Le vote provincial et fédéral au Québec. Québec, Presses de l'Université Laval, 1973, 275 pages.
- Lemieux, Vincent, éd. Quatre élections provinciales au Québec. Québec, Presses de l'Université Laval, 1969, 246 pages.
- Lerner, D. "Some Comments on Center-Periphery Relations", in Comparing Nations: The Use of Quantitative Data in Cross-National Research. New Haven, Yale University Press, 1966, pp. 259-265.
- Letellier, Marie. On n'est pas des trous-de-cul. Montréal, Editions Parti Pris, 1971, 221 pages.
- Lévesque, Gérard D. "Les politiques de développement régional au Québec", in Regional Economic Development. Ottawa, University of Ottawa Press, 1974, pp. 7-15.
- Levitt, Kari. La Capitulation tranquille: les multinationales - pouvoir politique parallèle? Montréal, Editions de l'Étincelle, 1973, 220 pages.
- Lipset, S.M. L'homme et la politique. Paris, Editions du Seuil, 1963, 463 pages.
- Lipsky, Michael. "Protest as a political Resource", in Creating Social Change. New York, Holt, Rinehart and Winston Inc., 1972, pp. 285-302.
- Lortie, Léon. "Le système scolaire", dans Essais sur le Québec Contemporain. Québec, Presses de l'Université Laval, 1953.

- Lotz, Jim. Understanding Canada: Regional and Community Development in a New Nation. Toronto, NC Press Limited, 1977, 156 pages.
- Magdoff, H. L'âge de l'impérialisme. Paris, Maspero, 1970.
- Marcotte, Gilles. Le poids de Dieu. Paris, Flammarion, 1962.
- Martin, Fernand, Raynauld, André. "Les choix urbains et régionaux dans le Québec des années 1970", dans Le Québec d'aujourd'hui; regards d'universitaires. Montréal, Editions Hurtubise HMH Ltée, 1971, pp. 195-208.
- Memmi, Albert. Portrait du colonisé. Montréal, Editions de l'Étincelle, 1972, 146 pages.
- Merkel, Peter, H. Modern Comparative Politics. New York, Holt, Rinehart and Winston Inc., 1970, 516 pages.
- Michelen, José A. Silva. "Diversities Among Dependent Nations: an Overview of Latin American Developments", in Building States and Nations, tome II. London, Sage Publications Ltd., 1973, pp. 232-248.
- Miliband, Ralph. L'Etat dans la société capitaliste. Paris, Maspero, 1973, pp. 242-264.
- Myrdal, Gunnar. The Challenge of World Poverty. New York, Pantheon Books, 1970.
- Myrdal, Gunnar. Rich Lands and Poor. New York, Harper and Row, 1957, 168 pages.
- McClelland, D. The Achieving Society. Princeton, Van Nostrand, 1962, 362 pages.
- Nathan, N. The Concept of Justice. London, Macmillan Press Ltd., 1971, 79 pages.
- O'Doherty, E.T. "Regional Differences in Party Support", in Provincial Government and Politics: Comparative Essays. Ottawa, Carleton University Press, 1973, pp. 461-474.
- Orban, Edmond. "Introduction: indicateurs, concepts et objectifs", dans La modernisation politique du Québec. Québec, Editions Boréal Express, 1976, pp. 7-17.
- Ordre des Ingénieurs forestiers du Québec. L'aménagement du territoire par le développement communautaire. (Mémoire présenté au Premier Ministre du Québec). Mai 1976, 66 pages.
- Organisation de coopération et de développement économique. Le facteur régional dans le développement économique. Politiques suivies dans quinze pays industrialisés de l'O.C.D.E. Paris, O.C.D.E., 1970, 141 pages.

- Ormsby, M.A. British Columbia: a History. Vancouver, 1958.
- Parenteau, Roland. "Interprétation économique du phénomène", dans Disparités régionales d'une société opulente. Montréal, Editions du Jour, 1966, pp. 75-82.
- Perroux, François. Aliénation et société industrielle. Paris, Gallimard, 1970, Idées NRF, 183 pages.
- Perroux, F. L'économie du XXe siècle. Paris, Presses Universitaires de France, 1969, 765 pages.
- Pineau, Lionel. Etude socio-religieuse de l'homme québécois à travers les mandements de l'épiscopat du Québec (1850-1950), notes de cours polycopiées. Cegep de Rimouski, 1971.
- Pineau, Lionel. L'Eglise et les institutions socio-économiques au Québec, notes de cours polycopiées. Cegep de Rimouski, 1971.
- Poulin, François, Dion, Yves. Les disparités régionales au Canada et au Québec: les politiques et les programmes, 1960-1973, (CRDE), (Dossier 1). Montréal, Université de Montréal, 29 novembre 1973, 94 pages.
- Resnick, Philip, Knox, Paul, eds. "The Political Economy of B.C.: a Marxist Perspective", in Essays in B.C. Political Economy. Vancouver, New Star Books, 1974, pp. 3-12.
- Rhodes, Robert I., ed. Imperialism and Underdevelopment: A Reader. London, Monthly Review Press, 1970, 416 pages.
- Rioux, Marcel. La question du Québec. Paris, Seghers, 1969, 230 pages.
- Robinson, E.A.G. Backward Areas in Advanced Countries. Toronto, Macmillan Press Ltd., 1969, 474 pages.
- Rocher, Guy. Introduction à la sociologie générale. Montréal, Editions Hurtubise HMH Ltée, 1968, 3 v., (Regards sur la réalité sociale).
- Rocher, Guy. "La marginalité sociale", dans Le Québec qui se fait. Montréal, Editions Hurtubise HMH Ltée, 1971.
- Rokkan, Stein, Reynolds, D.R., Cox, K.R. Locational Approaches to Power and Conflict. Beverly Hills, Sage Publications, 1974, 339 pages.
- Rostow, W.W. Les étapes de la croissance économique. Paris, Editions du Seuil, 1962.
- Rotstein, Abraham. "Development and Dependence", in Independence: The Canadian Challenge. Toronto, Web Offset, Publications Ltd., 1972, pp. 29-39.

- Saint-Germain, M. Une économie à libérer: le Québec analysé dans ses structures économiques. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1973, 471 pages.
- Schumacher, E.F. Small is Beautiful (Une société à la mesure de l'homme). Paris, Contretemps/Le Seuil, 1978, 320 pages.
- Scott, D. "Northern Alienation", in Government and Politics of Ontario. Toronto, Macmillan Press Ltd., 1975, pp. 235-248.
- Simeon, R. Federal-Provincial Diplomacy: the Making of Recent Policy in Canada. Toronto, University of Toronto Press, 1972, 324 pages.
- Smiley, D. Canada in Question: Federalism in the Seventies. Toronto, McGraw-Hill, 1972, 248 pages.
- Thibodeau, J. Cl., Polese, Mario. Les effets d'entraînement de Montréal sur les autres régions du Québec. Montréal, INRS - Urbanisation (Etudes et document no. 5).
- Tremblay, Maurice. "Orientations de la pensée sociale", dans Essais sur le Québec Contemporain. Québec, Presses de l'Université Laval, 1953.
- Trudeau, Pierre-Elliott. La grève de l'amiante. Montréal, Editions du Jour, 1970.
- Tullis, L.F. Politics and Social Change in the Third World. New York, John Wiley & Sons Inc., 1973, 372 pages.
- United Nations. A Concise Summary of the World Population Situation in 1970. New York, 1971, Population Studies, no. 48.
- Vito, Francesco. "Problems of the Underdeveloped Regions of Italy." in Backward Areas in Advanced Countries. Toronto, Macmillan Press Ltd., 1969, pp. 210-225.
- Watkins, Mel. "Resources and Underdevelopment", in The Political Economy of Dependency. Toronto, McClelland and Stewart Ltd., 1973, pp. 107-126.
- White, W.L., Wagenberg, R.H., Nelson, R.C. Introduction to Canadian Politics and Government. Montreal, Holt, Rinehart and Winston, 1972, 243 pages.

B. OUVRAGES PORTANT SUR L'EST DU QUEBEC

- Angers, Paul, Dion, Léon. Participation et planification régionale: l'expérience du bureau d'aménagement de l'Est du Québec (1963-1966). Université Laval, 1971, 319 pages.

- Banville, Charles. Les Opérations-Dignité. Québec, Le fonds de recherches forestières de l'Université Laval, 1977, 128 pages.
- Bourassa, Guy. La mise en place de nouvelles structures régionales. B.A.E.Q. Plan de développement. Annexe technique no. 5, Mont-Joli, 1966.
- Carrier, Robert, Dionne, Hughes, Lévesque, Benoît. "La câblodistribution dans une région périphérique". Rimouski, Cahiers du Grideq, no. 4, 1978 (à paraître).
- Chaloult, Michel. Political Parties in the Pilot Region. Ottawa, Department of Forestry and Rural Development, 1968, 14 pages.
- Dansereau, Francine. Etude de l'entrepreneurship dans une région à développement économique marginal. Thèse de M.A. (Sociologie) Université de Montréal, 1967.
- Dubé, Georges-Henri. Problèmes socio-économiques: région et régionalisation. Trois-Pistoles, juin 1965, 10 pages.
- Dufort, Pierre. "Comment sous-développer rationnellement l'Est du Québec ou l'aménagement vu par les aménagés", dans La problématique du développement en milieu rural. GRIDEQ, éd. Rimouski, Université du Québec à Rimouski, 1976, pp. 173-186.
- Dugas, Clermont. L'Est du Québec à l'heure de développement régional. Rimouski, Cahiers de l'Université du Québec à Rimouski, no. 1, juin 1975, 328 pages.
- Dugas, Renaud. La polarisation spatiale: le cas des capitales régionales au Québec. Québec, Thèse de M.A. (Géographie), Université Laval, 1975, 329 pages.
- Dugros, Alain. Etude de l'impact socio-économique d'un projet de développement communautaire en milieu rural. Thèse de M.A., Département d'Économie Rurale. Faculté des Sciences de l'agriculture et de l'alimentation, Université Laval, décembre 1975.
- Dumais, Monique. L'Eglise de Rimouski et un plan de développement (1963-72). Thèse de doctorat, Union Theological Seminary, New York, 1976, 390 pages.
- Gendreau, France, Malenfant, Gaétan. Opération-Dignité II du printemps 1974: tel que vue et perçue. Université de Sherbrooke, 19 avril 1974, 116 pages.
- Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est du Québec, éd. La problématique du développement en milieu rural. Actes du Colloque tenu à l'Université du Québec à Rimouski, les 24 et 25 octobre 1975. Rimouski, G.R.I.D.E.Q. - U.Q.A.R., 1976, 280 pages.

- Harvey, F. "Le monde rural: conclusion et perspectives", dans La problématique du développement en milieu rural. Actes du Colloque tenu à l'Université du Québec à Rimouski, les 24 et 25 octobre, 1975, Rimouski, G.R.I.D.E.Q. - U.Q.A.R., 1976, pp. 257-270.
- Lebel, Jean-Claude. "Une expérience en développement régional: l'Est du Québec", in Regional Economic Development. Ottawa, University of Ottawa Press, 1974, pp. 111-124.
- Lemay, Jacques. "Le mouvement de la colonisation agricoles des années de la crise '30," dans La problématique du développement en milieu rural, Actes du Colloque tenu à l'Université du Québec à Rimouski, les 24 et 25 octobre 1975. Rimouski, G.R.I.D.E.Q. - U.Q.A.R., 1976, pp. 230-255.
- Lévesque, Benoît. "L'Est du Québec et ses besoins: le développement et l'aménagement régional", notes de cours photocopées. Université du Québec à Rimouski, automne 1977, 21 pages.
- Lévesque, Benoît, Larrivée, Jean, Morin, Claude. Les entreprises de mass média de l'Est du Québec et leur personnel. Rimouski, G.R.I.D.E.Q. - U.Q.A.R., 1978, 147 pages.
- Lévesque, Louiselle, La problématique des communications dans l'Est du Québec en 1977, Partie I: la carte des media, Rimouski, C.C.E.Q., 1977, 106 pages.
- Lévesque, Louiselle. On aménage ou on déménage? Problèmes socio-économiques de l'arrière-pays du Bas Saint-Laurent et de la Gaspésie. Rimouski, Cegep de Rimouski, 1973, 36 pages.
- Manifeste du front commun populaire pour le développement régional. (Troisième Congrès des Opérations-Dignité en collaboration avec le CRD), juin 1973, (document no. 87).
- Morency, Marc-André. Stratégies décisionnelles dans une expérience de planification du développement: Le cas du BAEQ. Thèse de M.A. (Sociologie) Montréal, 232 pages.
- Opérations Dignité. Manifeste du front commun populaire pour le développement régional. Juin 1973, 23 pages.
- Pinard, Denis. Les "Opérations Dignité" de l'Est du Québec: Analyse et Evaluation. Thèse de M.A. (Anthropologie) Université de Montréal, mars 1975, 219 pages.
- Risi, Joseph. "Petite histoire d'une vieille étude économique en Gaspésie", dans La problématique du développement en milieu rural. Actes du Colloque tenu à l'Université du Québec à Rimouski, les 24 et 25 octobre 1975. Rimouski, G.R.I.D.E.Q. - U.Q.A.R., 1976, pp. 198-214.

- Roy, Gilles. "Le milieu rural et le développement régional", dans La problématique du développement en milieu rural. Actes du Colloque tenu à l'Université du Québec à Rimouski, les 24 et 25 octobre 1975. Rimouski, G.R.I.D.E.Q. - U.Q.A.R., 1976, pp. 127-138.
- Roy, Lorio. "la dimension humaine dans le développement", dans La problématique du développement en milieu rural. Actes du Colloque tenu à l'Université du Québec à Rimouski, les 24 et 25 octobre 1975. Rimouski, G.R.I.D.E.Q. - U.Q.A.R., 1976, pp. 168-172.
- Smith, Edward. "Planning for People: The Gaspé Project", in Social and Cultural Change in Canada, Volume I. Vancouver, The Copp Clark Publishing Company, 1970, pp. 170-178.
- Université du Québec à Rimouski. Plan de développement 1976-1979. Rimouski, 155 pages.

III. ARTICLES DE REVUES

A. ARTICLES DE REVUES SPECIALISEES

- Amin, Samir, Belal, Abdel Aziz. "Le monde périphérique et les mécanismes de blocage du sous-développement." L'Economiste du Tiers-Monde, vol. I, décembre 1973 - janvier 1974, pp. 61-70.
- Balandier, G. "Contributions à une sociologie de la dépendance." Cahiers internationaux de sociologie, volume 12, no. 7, 1952, pp. 47-69.
- Bernstein, H. "Modernization and Sociological Study of Development." Journal of Developmental Studies, vol. 7, no. 2, January 1971, pp. 141-160.
- Bonin, Bernard. Répartition économique régionale des investissements depuis la guerre." L'Actualité économique, vol. 35, no. 4, mars 1960, pp. 566-595.
- Bouvier, P. "La notion de développement: une approche nouvelle." Revue de l'institut de sociologie, vol. 1, 1974, pp. 35-84.
- Careless, J.M. "Frontierism, Metropolitanism and Canadian History." Canadian Historical Review, vol. 25, no. 1, March 1954, pp. 1-21.
- Corten, André. "La vie quotidienne et extra-quotidienne du développement." Cultures et Développement, vols. 1-2, 1969, pp. 7-24.
- Davis, A.K. "Metropolises/Overclass, Hinterland/Underclass: A New Sociology." Canadian Dimension, vol. 8, March-April 1972, pp. 36-38.
- Deutsch, K.W. "Social Mobilization and Political Development." The American Political Science Review, vol. 55, no. 3, September 1961, pp. 493-514.

- Dion, Léon. "La polarité des idéologies: conservatisme et progressisme." Recherches sociographiques, vol. 7, 1966, pp. 23-35.
- Dos Santos, Theotonio. "The Structure of Dependence." The American Economic Review, vol. 60, no. 2, May 1970, pp. 231-236.
- Eisenstadt, S.N. "Breakdowns of Modernization." Economic Development and Cultural Change, vol. 12, July 1964, pp. 345-367.
- Frank, André-Gunder. "Dependence is Dead, Long Live Dependence and the Class Struggle: An Answer to Critics." World Development, vol. 5 no. 4, 1977, pp. 355-370.
- Frank, André-Gunder. "Sociologie du développement et sous-développement de la sociologie." Cahiers internationaux de sociologie, vol. 42, no. 14, janvier-juin 1967.
- Galtung, Johan. "A Structural Theory of Aggression." Journal of Peace Research, 1964, pp. 95-119.
- Galtung, Johan. "A Structural Theory of Imperialism." Journal of Peace Research, vol. 13, no. 2, 1971, pp. 31-118.
- Gill, Louis. "Croissance et asservissement." Revue du socialisme international et québécois, vol. 23, 1972, pp. 11-32.
- Harvey, Pierre. "Nous sommes tous des sous-développés." Interprétation, vol. 4, no. 3, juillet-septembre 1970, pp. 85-96.
- Kaldor, Nicholas. "The Case for Regional Policies." Scottish Journal of Political Economy, vol. 17, no. 3, November 1970, pp. 337-347.
- Lajugie, J. "Les conditions d'une politique de développement régional pour les pays du Marché Commun." Revue d'économie politique, mai-juin 1959, pp. 263-334.
- Loranger, J.G. "L'impérialisme américain au Québec: analyse de données récentes." Revue du socialisme international et québécois, no. 14, 1968, pp. 26-51.
- Mandel, E. "Capitalisme et économie régionale." Revue du socialisme international et québécois, no. 17, avril-mai-juin 1969, pp. 28-40.
- Manifeste 1965-66 de la revue Parti-Pris, Parti-Pris, vol. 3, no. 1-2, août-septembre 1965.
- Nash, Manning. "Introduction, Approaches to the Study of Economic Growth," in "Psycho-Cultural Factors in Asian Economic Growth." Journal of Social Issues, vol. 29, no. 1, January 1963.

- Nash, Manning. "Social Prerequisites to Economic Growth in Latin America and Southeast Asia." Economic Development and Cultural Change, vol. 12, no. 3, April 1964.
- Parenteau, Roland. "L'expérience de la planification au Québec (1960-1969)". L'Actualité économique, vol. 45, no. 4, 1970, pp. 679-696.
- Peixoto, Antonio, Carlos. "La théorie de la dépendance: bilan critique." Revue française des sciences politiques, vol. 27, no. 4/5, août-octobre 1977, pp. 601-629.
- Rasporich, A. "Factionalism and Class in Modern Lakehead Politics." Lakehead University Review, vol. 7, no. 1, Summer 1974, pp. 31-65.
- Reverdi, Jean-Claude. "Les résistances et les obstacles au développement: l'envers d'une théorie." Recherches sociologiques, vol. 11, no. 1, 1975, pp. 62-97.
- Rocher, Guy. "Réflexions sociologiques sur le service social au Canada." Service social, vol. 1, janvier 1960.
- Rustow, D.A. "Modernization and Comparative Politics." Comparative Politics, vol. 1, October 1968, pp. 37-51.
- Savaria, J. "Le Québec est-il une société périphérique?" Sociologie et Sociétés, vol. 7, no. 2, novembre 1975, pp. 115-127.
- Schumacher, E.F., Cornish, E. "Think Small" The Futurist, vol. 8, no. 6, December 1974, pp. 276-280.
- Smith, D.M. "Who Gets What, Where and How: A Welfare Focus, for Human Geography." Geography, vol. 59, 1974, pp. 289-297.
- Stepan, Alfred. "Political Development Theory: The Latin America Experience." Journal of International Affairs, vol. 20, no. 2, 1966, pp. 223-234.

B. ARTICLES DE REVUES SE RAPPORTANT A L'EST DU QUEBEC

- Banque Provinciale du Canada. "Les disparités régionales au Québec". Bulletin économique, vol. 6, no. 4, juillet-août 1976, pp. 1-6.
- Beudry, Richard. "Les déterminants des migrations au Québec." L'Actualité économique, vol. 49, janvier-mars 1973, pp. 113-127.
- Boucher, Bernard. "De la décentralisation à la régionalisation culturelle: un effort de réappropriation." Possibles, vol. 2, no. 2/3, 1978, pp. 61-64.
- Bourassa, Guy. "Régionalisation et démocratie. L'expérience québécoise." International Review of Community Development, vol. 15-16, 1966.

- Courchesne, Georges Mgr. Circulaire au clergé, 31 mars 1931, Diocèse de Rimouski.
- Courchesne, Georges Mgr. Mandements et Circulaires, vol. 3, mars 1941 - septembre 1942.
- Dion, Léon. "Vers une conscience auto-déterminée." Revue de l'association canadienne de l'éducation de langue française, vol. 1, 1971, pp. 4-11.
- Dion, Yves. "L'économie de l'Est du Québec: bilan et perspectives." Possibles, vol. 2, no. 2/3, 1978, pp. 33-48.
- Dionne, Hugues, Dufort, Pierre. "Les Opérations Dignité: deuxième génération." Possibles, vol. 2, no. 2/3, 1978, pp. 111-120.
- Dugas, Clermont. "Le développement régional de l'Est du Québec de 1963 à 1972." Cahiers de géographie, vol. 17, no. 41, septembre 1973, pp. 735-744.
- Dugas, Clermont. "L'Est du Québec." Québec-Science, février 1975, pp. 34-41.
- Gagnon, Gabriel. "Les Iles-de-la-Madeleine: éléments pour une anthropologie de la participation." Recherches sociographiques, vol. 11, septembre-décembre, 1970, pp. 223-254.
- Jean, Bruno. "Les "marges" de la périphérie: de la "relocalisation" à l'innovation." Possibles, vol. 2, no. 2/3, 1978, pp. 123-139.
- Jobin, Pierre. "Le pouvoir régional en questions." Possibles, vol. 2 no. 3, avril 1971, pp. 9-39.
- Langevin, Jean Mgr. Lettre pastorale, 16 février 1879.
- Langevin, Jean Mgr. Ordonnances épiscopales, 1er novembre 1867, Diocèse de Rimouski.
- Lebel, Jean-Claude. "Le plan du BAEQ est un plan de rattrapage." Revue du socialisme international et québécois, avril-juin 1967, no. 12-13, pp. 75-84.
- Léonard, Jacques. "Au-delà des ententes", Développement-Québec, vol. 4 no. 6, 1977, pp. 28-31.
- Léonard, Joseph-Romuald Mgr. Circulaire no. 68, 9 août 1926, Diocèse de Rimouski.
- Lettre pastorale collective des archevêques et évêques de la province de Québec sur le problème ouvrier, 14 février 1950, no. 37.
- Lévesque, Benoît. "Les communications et le développement." Possibles, vol. 2, no. 2/3, 1978, pp. 79-86.

Minville, Esdras. "Agir pour vivre." L'Actualité économique, vol. 3, no. 8, novembre 1977.

Nguyen, Hung. "Aspect régional de la consommation et de la production des services de santé au Québec." L'Actualité économique, vol. 50, no. 2, avril 1974, pp. 125-151.

Parenteau, Roland. "Les problèmes du développement régional dans un état fédératif: l'expérience canadienne." Revue d'économie politique, vol. 73, no. 2, mars-avril 1963, pp. 161-222.

Parenteau, Roland. "Régions riches et régions pauvres du Québec." Québec, février 1965, pp. 114-123.

Rapport du Colloque sur les politiques gouvernementales dans l'Est du Québec, Université Laval, 25 avril 1975, (notes et travaux de recherche - Université Laval).

Simard, Ernest. "Le ferment dans la pâte. (Les Opérations-Dignité dans l'Est du Québec)." La gazette du travail, mars 1973.

IV. LISTE DES JOURNAUX DEPOUILLES:

Le Devoir

L'Information

Le Jour

La Presse

Le Progrès-Echo

Québec-Est

Québec-Presses

Le Soleil

La Voix Gaspésienne